



TABLEAU DE BORD DE L'ECONOMIE



SITUATION 2017

PERSPECTIVES 2018-2019

Ministre de l'Économie, de la Prospective et de la Programmation du Développement Durable

M. Jean-Marie OGANDAGA

Ministre délégué

M. Hilaire MACHIMA

Directeur Général de l'Économie et de la Politique Fiscale

M. Jean Baptiste NGOLO ALLINI

Directeur Général Adjoint

Mme. Aurélie KASSAT ép. NGUEMA

Placée sous l'autorité du Ministre chargé de l'économie, la Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale (DGEFP), a été créée par le décret N° 1207/PR du 17 novembre 1977.

Ses principales missions sont :

- ✓ concevoir la politique économique et sociale de l'Etat;
- ✓ analyser, orienter et promouvoir l'économie nationale;
- ✓ contribuer à créer les conditions d'un environnement économique attractif et compétitif à partir des textes législatifs en la matière ;
- ✓ collecter toutes les informations conjoncturelles à caractère économique et social ;
- ✓ élaborer des prévisions économiques à court terme;
- ✓ mener des études d'impact économique et social à court terme ;
- ✓ faire appliquer la réglementation bancaire et de change et analyser les flux financiers avec l'extérieur;
- ✓ assurer la veille stratégique.

La DGEFP est organisée en six (6) directions :

Direction des Institutions Financières (DIF)

Missions :

- ✓ suivre et analyser les activités du secteur financier;
- ✓ étudier les principaux indicateurs monétaires et financiers;
- ✓ analyser la conjoncture financière internationale ;
- ✓ mettre en œuvre la Réglementation de change.

Direction des Programmes Sectoriels (DPS)

Missions :

- ✓ suivre la conjoncture économique du secteur réel ;
- ✓ suivre l'évolution des cours des matières premières ;
- ✓ participer à la mise en œuvre des politiques sectorielles.

Direction de la Prévision et des Analyses Economiques (DPAE)

Missions :

- ✓ concevoir la politique économique de la nation conformément à la vision des plus hautes autorités ;
- ✓ procéder au suivi et à l'évaluation des politiques économiques ;
- ✓ étudier les principales grandeurs macroéconomiques ;

- ✓ analyser l'impact économique du budget de l'Etat ;
- ✓ élaborer les prévisions économiques ;
- ✓ assurer la veille économique.

Direction des Synthèses et de la Promotion Economiques (DSPE)

Missions :

- ✓ assurer la synthèse de l'ensemble des informations économiques, sociales, environnementales et démographiques;
- ✓ mener des études et proposer des mesures de politiques économiques et sociales;
- ✓ assurer la promotion de l'économie gabonaise ;
- ✓ assurer la diffusion des publications de la DGEPF.

Direction de la Politique Fiscale (DPF)

Missions :

- ✓ concevoir la politique fiscale du Gouvernement ;
- ✓ participer à l'élaboration de la législation fiscale;
- ✓ mesurer et analyser l'impact des décisions fiscales adoptées par le Gouvernement.

Direction du Personnel et des Moyens (DPM)

Missions :

- ✓ participer à la gestion administrative des personnels ;
- ✓ suivre la carrière des agents en relation avec la Fonction Publique ;
- ✓ tenir des tableaux d'avancement des personnels ;
- ✓ élaborer le budget, exécuter et assurer le suivi des crédits alloués à la DGEPF.

Sommaire

RESUME EXECUTIF	10
PREMIERE PARTIE : L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	13
I.1 L'ECONOMIE MONDIALE EN 2017	13
I.1.1 L'activité.....	13
I.1.2 L'inflation.....	15
I.1.3 L'emploi	16
I.1.4 Le commerce extérieur	17
I.1.5 Les finances publiques	18
I.1.6 Les taux d'intérêt.....	19
I.2 L'EVOLUTION DES COURS DES PRODUITS DE BASE	21
I.2.1 Le pétrole.....	21
I.2.2 Le sucre	21
I.2.3 Le cacao	22
I.2.4 Le café.....	22
I.2.5 L'huile de palme	23
I.2.6 Le caoutchouc naturel.....	23
I.2.7 Le minerai de manganèse	24
I.2.8 Le minerai de fer	24
I.2.9 L'or	25
DEUXIEME PARTIE : L'ACTIVITE NATIONALE	27
II.1 EVOLUTIONS SECTORIELLES A FIN DECEMBRE 2017	27
II.2 LES PRINCIPAUX PRODUITS DE BASE	28
II.2.1 Le pétrole	28
II.2.2 Le gaz naturel commercialisé	28
II.2.3 Le manganèse	29
II.3 L'EXPLOITATION FORESTIERE.....	30
II.4 L'AGRICULTURE, L'ELEVAGE ET LA PECHE	30
II.4.1 L'agriculture	30
II.4.2 L'élevage	33
II.5 LES INDUSTRIES	33
II.5.1. Les Agro-industries.....	33
II.5.2 Les industries du bois	37
II.5.3 Le raffinage	40
II.5.4 La production et la distribution d'eau et d'électricité.....	41
II.5.5 Les autres industries de transformation	42
II.5.6 L'imprimerie, l'édition et la presse	45
II.6 LE BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS.....	46
II.7 LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT	46
II.7.1 Le transport ferroviaire	47
II.7.2 le transport aérien.....	48
II.7.3 Le transport maritime	49
II.7.4 Les auxiliaires de transport	51

II.8 LES TELECOMMUNICATIONS	51
II.9 LE COMMERCE	53
II.9.1 Le commerce général structuré	53
II.9.2 Le commerce des véhicules	54
II.9.3 Le commerce des produits pétroliers	54
II.9.4 Le commerce des produits pharmaceutiques	55
II.9.5 La distribution des ouvrages et périodiques.....	55
II.10 LES AUTRES SERVICES.....	56
II.10.1 Les services rendus aux particuliers	56
II.10.2 Les services immobiliers.....	57
II.10.3 Les services rendus aux entreprises	57
II.10.4 Les services de mécanique générale	58
II.11 L'HOTELLERIE ET LA RESTAURATION.....	58
II.11.1 L'hôtellerie	59
II.11.2 La restauration.....	60
II.12 LES INSTITUTIONS FINANCIERES	60
II.12.1 Les banques commerciales	60
II.12.2 La situation des établissements financiers.....	63
II.12.2.1 Les ressources.....	63
II.12.2.2 Les emplois	63
II.12.2.3 Les investissements et les créances impayées	64
II.12.3 Les activités de microfinance	64
La configuration du secteur	64
La couverture géographique et la clientèle des EMF	65
Les capitaux propres.....	66
Les activités d'intermédiation financière.....	66
Opération de gestion et de trésorerie	67
Rentabilité du secteur	68
II.12.4 Les compagnies d'assurance	68
III LES GRANDEURS MACROECONOMIQUES.....	74
III.1 LE PRODUIT INTERIEUR BRUT	75
III.1.1 Le PIB par secteur d'activité.....	75
III.1.2 Le PIB par la demande	78
III.2 LE BUDGET DE L'ETAT	79
III.2.1 L'équilibre budgétaire	79
III.2.1.1 Les Ressources	79
III.2.1.2 Les Emplois	80
III.2.2 L'exécution du budget	80
III.2.2.1 Les recettes budgétaires.....	81
III.2.2.1.1 Les recettes pétrolières.....	81
III.2.2.1.2. Les recettes hors pétrole	82
III.2.2.2 Les dépenses publiques	82
III.2.2.2.1 Les dépenses de fonctionnement	82
III.2.2.2.2 Les dépenses d'investissement.....	83

III.2.2.2.3 Les autres dépenses	83
III.2.2.2.4 Les intérêts de la dette	83
III.2.2.3 La dette publique.....	84
III.2.2.3.1 Le règlement de la dette.....	84
III.2.2.3.2 L'encours de la dette	85
III.3 LA MONNAIE ET LE CREDIT	86
III.3.1. La masse monétaire (M2)	87
III.3.1.2 Les ressources extra-monétaires	87
III.3.2 Les contreparties des ressources du système monétaire.....	88
III.3.3 La politique monétaire.....	89
III.4 LA BALANCE DES PAIEMENTS	90
III.4.1 La balance des transactions courantes	90
III.4.1.1 La balance commerciale	91
III.4.1.2 La balance des services	91
III.4.2 La balance des revenus	91
III.4.3 La balance des capitaux.....	91
III.4.4 La balance globale.....	92
III.5 L'EMPLOI, LES SALAIRES ET LES PRIX	92
III.5.1 L'emploi	92
III.5.1.1 L'emploi dans le secteur public.....	93
L'évolution de l'emploi dans la fonction publique.....	93
L'évolution de l'emploi de la MONP	94
III.5.1.2 L'emploi dans les sociétés	94
III.5.2 Les salaires	95
III.5.2.1 La masse salariale du secteur public (y compris collectivités locales).....	95
III.5.2.2 La solde permanente par département	96
III.5.2.3 La masse salariale de la Main d'Œuvre Non Permanente par administration	96
III.5.2.4 La masse salariale des collectivités locales.....	96
III.5.2.5 La masse salariale des sociétés	97
III.5.3 Les prix.....	97
IV. LA POLITIQUE ECONOMIQUE DU GOUVERNEMENT EN 2017.....	100
IV.1 La politique budgétaire	100
IV.1.1 L'optimisation des recettes	100
IV.1.2 La maîtrise des dépenses.....	101
IV.1.3 Les nouvelles sources de financement.....	101
IV.2 Les politiques sectorielles.....	102
IV.3 La politique sociale	104
V LES PERSPECTIVES 2018-2019.....	107
V.1 L'ECONOMIE MONDIALE EN 2018 ET 2019.....	107
V.1.1 La conjoncture dans les principaux pays avancés	107
V.1.2 La conjoncture dans les pays émergents et en développement	108
V.1.3 La conjoncture dans les pays de la CEMAC	109
V.1.4 L'évolution des produits de base	109
V.2 LE CONTEXTE NATIONAL	111
V.2.1 L'activité sectorielle	111
V.2.1.1 Le pétrole	111
V.2.1.2 Les mines.....	111
V.2.1.3 La filière bois	112
V.2.1.4 L'agriculture.....	112

V.2.1.5 Les Agro-industries	112
V.2.1.6 Les autres industries	112
V.2.1.7 Le raffinage.....	112
V.2.1.8 L'énergie	113
V.2.1.9 Les BTP	113
V.2.1.10 Les transports et les auxiliaires de transport	113
V.2.1.11 Les télécommunications.....	113
V.2.1.12 Le commerce.....	113
V.2.1.13 L'hôtellerie.....	113
V.2.2 La Microfinance	113
V.2.3 Les estimations macroéconomiques en 2018 et 2019	114
V.2.3.1 Les principales hypothèses	114
V.2.3.2 La formation du PIB prévisionnel en 2018 et 2019	114
V.2.3.2.1 Les ressources du PIB prévisionnel en 2018 et 2019	115
V.2.3.2.2 Les emplois du PIB prévisionnel en 2018 et 2019	117
V.2.4 Le budget de l'Etat.....	119
V.2.4.1 Les recettes budgétaires.....	119
V.2.4.2 Les dépenses budgétaires.....	120
V.2.4.3 La dette publique	121
V.2.5 La balance des paiements prévisionnelle en 2018-2019.....	122
V.2.5.2 La balance commerciale	122
V.2.5.3 La balance des services	122
V.2.5.4 La balance des revenus	123
V.2.5.6 La balance globale.....	123
V.2.6 L'emploi, les salaires et les prix	124
V.2.6.1 L'emploi	124
V.2.6.3 Les prix.....	124
V.3 LA POLITIQUE ECONOMIQUE, FINANCIERE ET SOCIALE DU	
GOUVERNEMENT EN 2018-2019.....	125
V.3.1 Les infrastructures	125
V.3.2. Le Secteur productif	126
V.3.3 Développement du secteur privé et amélioration du climat des affaires	127
V.3.4 Le secteur social	128
V.3.5 La politique budgétaire	129
CONCLUSION	130
ANNEXES	131

La Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale renouvelle ses remerciements aux entreprises, aux administrations et aux opinions informées qui ont permis la réalisation de ce 48^{ième} Tableau de Bord de l'Economie.

L'ensemble des informations de ce tableau de bord résulte d'un effort de synthèse d'une enquête de conjoncture réalisée en mai 2018, complétée par de nombreux entretiens auprès des opinions informées et par des prévisions obtenues à partir du Modèle de l'Economie Gabonaise (MEGA).

L'enquête annuelle a été réalisée sur un échantillon de plus de trois cent cinquante entreprises représentant tous les secteurs d'activité et complétée par la contribution des administrations.

RESUME EXECUTIF

Dans un contexte marqué par une reprise du commerce mondial des biens et services et des conditions financières favorables, l'économie mondiale s'est consolidée avec un taux de croissance de 3,7% en 2017 contre 3,2% un an plus tôt.

Dans les pays avancés, l'embellie a été plus forte que prévue grâce notamment à un bond de l'investissement et une bonne tenue de la demande. Ainsi, la croissance des pays avancés a atteint 2,4% en 2017 contre 1,7% l'année précédente.

Cette dynamique expansive de l'économie mondiale a été également bénéfique à l'ensemble des pays émergents et en développement qui a enregistré de bons résultats. L'expansion dans cet ensemble de pays a été de 4,7% en 2017 contre 4,4% en 2016.

Les pays de la CEMAC ont enregistré à nouveau une croissance négative estimée à -0,1% en dépit de la normalisation progressive des prix des produits de base.

Au plan national, la reprise de l'économie mondiale a permis de réaliser une croissance positive, malgré le fort ralentissement de l'activité globale, plombée par la baisse de la production pétrolière. Cela s'est traduit par une croissance estimée à 0,5% en 2017 contre 2,1% en 2016. Cette évolution a résulté de la remontée des cours des matières premières et la poursuite du plan de relance de l'économie, soutenue par les partenaires au développement. Ainsi, le secteur hors pétrole a confirmé son rôle de moteur de la croissance (+1,8% contre +3,0% en 2016) tandis que le secteur pétrole a reculé à nouveau (-8,5% contre -3,7% en 2016).

Dans le secteur primaire, la hausse de la valeur ajoutée s'explique par la bonne tenue des activités des Mines (+42,5%), de l'Exploitation forestière (+13,5%) et de l'Agriculture, Elevage et Pêche (+11,9%), malgré la chute des activités des secteurs pétrolier (-8,5%) et gazier (-7,3%).

Le secteur secondaire s'est caractérisé par une contraction de la production (-8,2%) en 2017 après une hausse (+3,3%) en 2016. Cette variation est imputable à la contreperformance dans la plupart de ses composantes, notamment les BTP (-21,3%), le Raffinage (-21,6%), la Recherche et Services Pétroliers (-7,7%), les Autres industries (-4,4%) et l'Agro-industrie (-2,1%). Cependant, les Industries du bois et des mines ont connu une amélioration significative de leur production respectivement de 10,3% et de 37,3%.

L'activité du secteur tertiaire s'est consolidée suite à la bonne tenue des transports et communications (+30,9%), principal moteur de la croissance de ce secteur. Cependant, on note une évolution négative des autres services (-3,6%) et du commerce (-0,3%) et une faible progression des services bancaires (+0,5%).

En matière de finances publiques, le budget de l'Etat a fait l'objet d'un collectif budgétaire en 2017. Il a ainsi enregistré un accroissement de 29,1% par rapport à la loi de finances initiale. Comparativement à l'année 2016, les recettes pétrolières ont connu une hausse de 35,8% essentiellement liée à la remontée du

cours du baril du pétrole sur les marchés internationaux, malgré le repli de la production pétrolière et l'appréciation du Franc CFA par rapport au dollar.

Concernant le compte extérieur, le solde global de la balance des paiements s'est établi à 3,2 milliards contre un déficit de 811,9 milliards de FCFA en 2016. Cette forte amélioration du secteur extérieur provient du raffermissement des deux principaux comptes : le compte courant et le compte des capitaux. En effet, l'excédent commercial a augmenté pour se situer à 1 384,8 milliards contre 1 017,8 milliards de FCFA en 2016. Cette évolution est liée à l'augmentation des exportations (+18,3%), malgré la hausse des importations (+6,8%). Ainsi, le taux de couverture s'est amélioré de 17,8 points à 182,7%.

Les prix, mesurés par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC), ont augmenté de 2,7% contre 2,1% en 2016, sous l'effet de l'accroissement des prix relatifs au logement (+9,9%), au transport (+4,2%) et dans l'enseignement (+12,6%). Les tensions inflationnistes persistantes enregistrées de nouveau dans le logement, résultent du déficit structurel entre l'offre et la demande de logements, notamment dans la région de Libreville.

La situation monétaire large s'est caractérisée par une baisse de la masse monétaire (-3,7%), un amenuisement du crédit intérieur (-2,8%), une appréciation des avoirs extérieurs nets (+23,1%), une détérioration de la Position Nette du Gouvernement (+20,2%) et un assouplissement de la politique monétaire.

PREMIERE PARTIE

L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

I.1 L'ECONOMIE MONDIALE EN 2017

La reprise de l'économie mondiale s'est poursuivie en 2017. Elle a été soutenue par une accélération de l'activité dans les principaux pays avancés, de nombreux pays émergents et en développement (Chine, Russie et Inde).

Le redressement de l'investissement (pays avancés), la reprise des échanges commerciaux au niveau mondial et l'amélioration des conditions financières ont constitué les principaux moteurs de l'embellie actuelle, favorisée, en outre, par un contexte de relèvement progressif des cours des matières premières.

Cependant, l'économie mondiale, bien qu'en hausse, est restée confrontée à certains dysfonctionnements, notamment une augmentation rapide de la dette de nombreux pays, un niveau de chômage toujours élevé et des tensions géopolitiques au Proche et Moyen-Orient. Dans ces conditions, le taux de croissance de l'économie mondiale en 2017 a été de 3,8% contre 3,2% un an plus tôt.

I.1.1 L'activité

Dans les **pays avancés**, l'expansion économique a été plus vigoureuse que prévue. La reprise économique portée par l'investissement et une consolidation de la demande interne a favorisé une croissance du PIB de 2,3% en 2017 contre 1,7% un an plus tôt. Cette embellie s'est opérée dans un contexte de tensions inflationnistes contenues.

Aux **États-Unis**, l'activité économique s'est à nouveau consolidée. La croissance est passée de 1,5% l'année précédente à 2,3% en 2017. Cette amélioration s'explique par une activité vigoureuse, un affermissement de la demande extérieure et l'impact macroéconomique de la réforme fiscale de décembre 2017. En effet, la baisse des taux de l'impôt sur les bénéfices des sociétés et la déductibilité temporaire de toutes les dépenses d'investissement, ont permis de stimuler l'activité à court terme.

La croissance économique **japonaise** s'est établie à 1,7% contre 1,0% en 2016, portée par l'investissement et la consommation. La politique monétaire mise en œuvre par la Banque Centrale du Japon a fait baisser le yen au profit des exportations et le taux du chômage a considérablement régressé à 2,8%. De plus, le déficit du commerce extérieur s'est transformé en excédent tandis que l'inflation a ralenti (+0,2% après +0,7%), sous l'effet d'une forte baisse des prix des produits de consommation courante.

La **zone euro** a enregistré en 2017 sa croissance la plus forte depuis 10 ans. L'accélération de l'économie s'explique principalement par une progression des exportations, dans un contexte d'augmentation plus importante des échanges commerciaux mondiaux et, par la vigueur persistante de la croissance de la demande intérieure, grâce à des conditions financières accommodantes. Sur l'ensemble de l'année, la croissance du produit intérieur brut a atteint 2,3% contre 1,8% un an plus tôt. Cette embellie s'est accompagnée d'une baisse du nombre de demandeurs d'emplois dans la zone.

L'**Allemagne** a enregistré une croissance de 2,5% en 2017 contre 1,9% l'année précédente. La première économie européenne a été soutenue par la consommation domestique, suite à la hausse concomitante des revenus des ménages et des exportations (+4,7%). En effet, profitant de l'amélioration de la conjoncture dans la zone euro et dans le reste du monde, l'industrie exportatrice a progressé plus rapidement que les autres secteurs de l'économie allemande.

En **France**, l'accélération de l'activité en 2017 s'explique principalement par une augmentation de l'investissement des entreprises +4,3%, après +3,4% en 2016, et celle des ménages à +5,1% après +2,4% l'année d'avant. Ainsi, le PIB atteint 1,9% sur la période contre 1,1% en 2016.

Au **Royaume-Uni**, le Brexit continue à peser sur son l'économie. En effet, le PIB a ralenti à 1,7% en 2017, en raison d'une consommation des ménages, entravée par une inflation élevée consécutive à la décision de quitter l'Union européenne

La reprise de l'économie a été effective au sein des **pays émergents et en développement**. Dans l'ensemble, l'expansion économique de ces pays s'est traduite par une croissance du PIB estimée à 4,8% en 2017 contre 4,3% précédemment.

La croissance de l'économie **chinoise** s'est située à 6,9% en 2017 contre 6,7% en 2016. Cette performance a été soutenue par les investissements dans l'immobilier, les infrastructures et par une amélioration de la demande internationale. En effet, l'embellie de la conjoncture aux Etats-Unis et en Europe a stimulé les exportations. En outre, pour améliorer les performances économiques, le gouvernement a également facilité le recours au crédit, soutenant ainsi la demande des ménages.

La croissance économique **indienne** s'est hissée à 6,7% en 2017, dans un contexte de réformes visant la démonétisation de certains billets de banque et la mise en place d'une nouvelle taxe sur les ventes instituées par le gouvernement. La mise en œuvre de ces réformes a permis l'amélioration progressive de la position extérieure du pays.

Dans un contexte de reprise de l'économie mondiale, la croissance en **Amérique latine et Caraïbes** a été de 1,3% en 2017 après une récession l'année précédente. L'économie brésilienne a enregistré une légère accélération de l'activité de 1,0%, celle du Mexique s'est tassée à 2,0%.

L'activité économique dans la région **Moyen-Orient et Afrique du Nord** a fortement ralenti en 2017 à 2,6% contre 4,9% en 2016. Ce fléchissement de la croissance concerne particulièrement les pays exportateurs de pétrole qui ont réduit leurs productions. Mais cette situation pourrait également s'expliquer par les tensions géopolitiques persistantes dans la région et les effets des politiques d'ajustement budgétaires mises en place par certains pays.

En **Arabie saoudite**, la croissance économique est passée de 1,7% en 2016 à -0,7% en 2017. Ce tassement s'explique par la réduction de la production pétrolière et des mesures d'assainissement budgétaire.

Cependant, les pays importateurs de pétrole ont enregistré une amélioration de leur situation économique. Ainsi, la croissance de l'**Égypte** est restée globalement stable à 4,2% tandis que la croissance au **Maroc** s'est améliorée de 4,2%, suite au redressement de la production agricole.

L'expansion économique des pays de l'**Afrique subsaharienne** s'est située à 2,8% contre 1,4% un an plus tôt. Cette hausse de la production est due à une augmentation modérée des prix des produits de base et aux réformes visant à corriger les déséquilibres macroéconomiques. Toutefois, les pays exportateurs de pétrole de la région sont encore confrontés aux conséquences du dernier effondrement des prix des matières premières.

Après une baisse de l'activité (-0,5%) en 2016, imputable à la chute continue des recettes pétrolières, la réduction des dépenses publiques et l'accumulation des arriérés budgétaires, les **pays de la CEMAC** ont enregistré une croissance quasi nulle (-0,1%) en 2017. Par Pays, il ressort que le Produit Intérieur Brut (PIB) du Cameroun a progressé de 3,2% en 2017. Au Tchad, la croissance économique a régressé de 3,1% tandis qu'au Gabon, elle est estimée à 0,5% en 2017. Le Congo a aussi enregistré une décélération de sa croissance (-4,6%). Suivant la même tendance négative, le PIB de la Guinée Equatoriale a reculé de 4,4% en 2017.

I.1.2 L'inflation

En dépit de la croissance de l'économie mondiale, de la remontée progressive des cours du pétrole, l'inflation est restée faible et bien en dessous des objectifs des banques centrales. La mise en œuvre des politiques monétaires accommodantes dans les pays avancés et les effets des dépréciations monétaires dans certains pays émergents ont contribué à contenir l'inflation au niveau mondial.

La faiblesse de l'inflation hors alimentation et énergie dans les pays avancés, malgré une activité plus vigoureuse que prévue, coïncide avec une baisse du chômage et une accélération de la croissance des salaires. En effet, les salaires réels dans la plupart des principaux **pays avancés** ont évolué plus ou moins parallèlement avec la productivité du travail. Ainsi, l'indice des prix à la consommation se situe à 1,7% contre 0,8% en 2016.

Dans beaucoup de **pays émergents et en développement**, les effets des dépréciations monétaires antérieures et, dans certains cas, les appréciations récentes vis-à-vis du dollar américain ont modéré l'inflation hors alimentation et énergie. Cependant, le fléchissement de l'inflation hors alimentation et énergie dans les pays émergents au cours des derniers mois de 2017 peut être attribué principalement à l'Inde et au Brésil. En effet, au sein de ces économies, un ralentissement exceptionnel de la hausse des prix alimentaires et un niveau élevé des capacités excédentaires dans l'économie, suite à deux années de récession, ont contribué à un recul de l'inflation. Ainsi, l'indice des prix à la consommation dans cet ensemble a baissé pour se situer à 4,0% contre 4,3% un an plus tôt.

Aux **Etats-Unis**, le niveau général des prix est passé de 2,4% à 2,1% entre 2016 et 2017. Ce recul s'explique en partie par des facteurs ponctuels, dont une réduction des prix des forfaits de téléphonie mobile et des médicaments sur ordonnance.

Dans la **zone euro**, l'inflation sous-jacente a enregistré une accélération de 0,7% en 2016 et de 1,1% à 2017, en raison de la faible croissance de la rémunération par tête. En **France**, l'inflation a progressé de 1% en 2017 contre 0,2% en 2016, suite au rebond des prix de l'énergie et à une nette accélération des prix de l'alimentation. Par pays, les taux d'inflation les plus faibles ont été enregistrés en Irlande (+0,5) et en Finlande (+0,5%), tandis que les taux annuels les plus élevés ont été observés en Lituanie (+3,8%) et en Estonie (+3,8%).

Au **Japon**, des progrès ont été réalisés en vue de sortir le pays de la déflation. En effet, les prix ont augmenté de 0,6% en 2017 en liaison avec la progression de 1,7% des dépenses des ménages. Cependant, hors denrées périssables et prix de l'énergie, l'inflation n'a toutefois pas dépassé 0,3%.

En **Chine**, l'indice des prix à la consommation a légèrement progressé de 1,6%, très en-deçà du niveau cible d'environ 3% que s'était fixé le gouvernement. C'est essentiellement le repli des prix des produits alimentaires qui a contribué à tirer l'indice vers le bas en fin d'année alors que les prix à la production ont augmenté de 4,9%.

L'inflation annuelle en **Afrique subsaharienne** est retombée à 10% en 2017 contre 12,5% un an plus tôt, en raison de la baisse des prix des denrées alimentaires et du durcissement des politiques monétaires dans les pays exportateurs de pétrole.

La hausse des prix à la consommation des pays de la zone CEDEAO a atteint 12,8% en 2017, légèrement au-dessus de la moyenne du continent (12,4%). Les pays ayant contribué à cette hausse des prix sont le Nigeria (16,5%) et le Ghana (12,5%).

Dans la zone CEMAC, des mesures gouvernementales visant à lutter contre la hausse des prix ont été mises en œuvre dans plusieurs pays, d'où une maîtrise de l'inflation (0,9%) en dessous du seuil communautaire (3%). Ainsi, au Cameroun et au Gabon cet indice s'est situé respectivement à 0,6% et 2,7%.

Par ailleurs, l'indice des prix à la consommation a atteint des seuils extrêmement préoccupants en République Démocratique du Congo (41,5%) et en Angola (26,3%), deux pays importants de la zone CEEAC.

I.1.3 L'emploi

Bien que l'économie mondiale soit dans une phase d'expansion, les créations d'emplois restent insuffisantes pour absorber les 190 millions de chômeurs recensés dans le monde par l'Organisation Internationale du Travail (OIT) en 2017. Par ailleurs, le nombre de personnes occupant un emploi qualifié de vulnérable par l'OIT est estimé à 1,4 milliard de personnes, soit 42% des travailleurs dans le monde.

Toutefois, dans les pays avancés, le taux de chômage a reculé sous l'effet de la reprise mondiale et s'est maintenu à 3,4%. Dans les pays émergents, il a substantiellement progressé de 5,6% au cours des derniers mois de l'année 2017.

Aux Etats-Unis, le chômage est proche de son plus bas niveau. La première économie mondiale a créé 2,1 millions d'emplois en 2017. Le taux de chômage s'est maintenu à 4,1% de la population active, soit 6,6 millions de demandeurs d'emplois en 2017.

Le chômage a reflué partout en Europe. En effet, le taux de chômage dans la zone euro a fléchi pour s'établir à 8,7% de la population active, soit un point de moins par rapport à l'année précédente (9,7 %). En France, le taux de chômage a baissé de 0,5% à 3,45 millions de sans-emplois. Par pays, il a légèrement baissé en Allemagne (3,6%), en Italie (10,8%) et en Espagne (16,4%).

Au Japon, le taux de chômage s'est encore réduit pour se situer à 2,7% de la population active. Avec ce taux de chômage en deçà de 3%, l'économie japonaise est techniquement en situation de plein-emploi.

En Chine, le taux de chômage a baissé à 4% en 2017, suite à une série de mesures mises en place par le gouvernement. Il s'agit des politiques favorables à l'emploi pour les diplômés, les travailleurs licenciés, les handicapés et les travailleurs migrants. Par ailleurs, le dynamisme entrepreneurial que connaît le pays a également contribué à soutenir la création d'emplois.

I.1.4 Le commerce extérieur

Le commerce mondial s'est redressé vigoureusement en 2017 après deux années de repli, avec un taux de 4,9%. Ce rebond a été plus prononcé dans les pays émergents et en développement, du fait d'une hausse du taux de croissance de l'investissement dans les pays exportateurs de produits de base précédemment en difficulté. Par ailleurs, cette évolution est consécutive à la reprise de l'investissement dans les pays avancés et de la demande intérieure de manière plus générale.

Par zone, l'Asie enregistre la plus forte progression du commerce mondial en 2017 sous l'effet d'une augmentation des expéditions intra régionales et de la reprise de la demande d'importations en Amérique du Nord.

L'amélioration des perspectives du commerce s'opère néanmoins dans un contexte où il subsiste des risques importants qui menacent l'économie mondiale et qui pourraient bien nuire à la reprise du commerce. Il s'agit notamment des conflits commerciaux, des tensions géopolitiques mondiales et des catastrophes naturelles.

Aux Etats-Unis, le déficit commercial a augmenté de 12,1% à 566 milliards de dollars. Cette situation s'explique par une augmentation plus importante des importations (+6,7% à 2 900 milliards de dollars) que celle des exportations (+5,5% à 2 330 milliards de dollars). Hormis le renchérissement des prix du pétrole qui a beaucoup pesé sur le déficit, les importations de boissons et d'aliments (137,8 milliards), les biens d'équipements tels que les ordinateurs (640,6 milliards), les accessoires et les pièces automobiles (359 milliards) ainsi que les biens de consommation courante (602,2 milliards) ont, dans leur ensemble, atteint des niveaux records.

La zone euro a enregistré en 2017 un excédent de 25,4 milliards d'euros de son commerce international de biens avec le reste du monde, contre 27,6 milliards en 2016. Au sein de cet espace économique, l'excédent commercial de l'Allemagne a atteint 244,9 milliards d'euros en 2017 contre le record historique de 248,9 milliards en 2016. D'autres excédents commerciaux ont été enregistrés aux Pays-Bas, en Italie, en Belgique, etc.

Le déficit commercial français s'est une nouvelle fois creusé en 2017. Il s'est chiffré à 62,3 milliards d'euros, en forte hausse par rapport aux 48,3 milliards d'euros enregistrés en 2016. Cette détérioration du solde commercial s'explique par l'accroissement de la demande intérieure soutenue par la reprise de la consommation des ménages et de l'investissement des entreprises. En outre, l'alourdissement de la facture énergétique a fortement pesé sur la balance commerciale en représentant 63% du déficit total. Ce, en dépit d'une augmentation des exportations des biens de 4,5% à 473,2 milliards d'euros en 2017, après une baisse de 0,6% en 2016. D'autres déficits ont été enregistrés en Espagne, en Grèce, au Portugal, etc.

Profitant de la reprise du commerce mondial et de la dépréciation du yen, le commerce extérieur du Japon s'est soldé par un excédent commercial de 2 910 milliards de yens en 2017 contre 4 074 milliards de yens en 2016, soit un recul de 28,6%. Les exportations se sont chiffrées à 78 290 milliards de yens soit une hausse en valeur de 11,8% par rapport à 2016. Toutefois, les importations ont progressé plus rapidement (+14,1%) pour s'élever à 75 380 milliards de yens, suite au renchérissement de la facture énergétique.

Malgré une conjoncture favorable et une demande mondiale robuste, l'excédent commercial de la Chine a régressé en 2017 à 422 milliards de dollars contre 510 milliards de dollars en 2016. En effet, les exportations du pays ont progressé de 7,9% après 7,7% en 2016. Parallèlement, les importations se sont accrues de 15,9% après une baisse de 5,5% en 2016.

La conjoncture extérieure s'est améliorée pour l'Afrique subsaharienne grâce au renforcement de la reprise mondiale et à l'assouplissement des conditions de financement pour les pays pré-émergents de la région. Dès lors, les déficits des transactions courantes se sont réduits dans la région, passant de 4,1% du PIB en moyenne en 2016 à 2,6% en 2017. Cependant, apparaissent d'importantes disparités entre les pays exportateurs et ceux importateurs de pétrole. L'amélioration du compte des transactions courantes est due majoritairement à une compression de la demande du secteur privé.

Dans la CEMAC, le déficit des transactions courantes est passé de 13,8% du PIB en 2016 à 4,3% en 2017. Cette forte réduction du déficit des transactions courantes s'explique par l'augmentation des exportations pétrolières, par une légère hausse des exportations hors pétrole (Gabon, Guinée Equatoriale) et par la baisse des importations hors pétrole.

I.1.5 Les finances publiques

La situation des finances publiques au niveau mondial reste préoccupante malgré la reprise économique. Certes, les déficits des finances ont reculé dans plusieurs pays avancés, mais leur niveau reste élevé. Dans les pays émergents et en développement, la dette contractée pendant la période de crise a atteint des niveaux importants et pourrait constituer un frein à l'investissement public.

Aux Etats-Unis, la dette publique s'est chiffrée à 20 500 milliards de dollars, soit 110% du PIB, occasionnant ainsi une hausse du déficit budgétaire de 13,6%.

En Europe, le déficit ainsi que la dette publique se sont réduits en termes relatifs en 2017 par rapport à 2016, tant dans la zone euro que dans l'Union Européenne. Le ratio du déficit public par rapport au PIB a baissé dans la zone euro, passant de 1,5% en 2016 à 0,9% en 2017.

En 2017, les dépenses publiques dans la zone euro ont représenté 47,1% du PIB et les recettes publiques 46,2% du PIB. Dans l'UE, elles ont été respectivement de 45,8% et 44,9% du PIB. Entre 2016 et 2017, le ratio des dépenses publiques a baissé dans les deux zones, tandis que le ratio des recettes publiques a augmenté.

La France est passée sous le seuil des 3% de déficit public, avec 2,1% du PIB à fin 2017. Le déficit budgétaire de l'Etat français s'est élevé à 67,8 milliards en 2017 contre 69,1 milliards en 2016. Les dépenses totales de l'Etat se sont chiffrées à 386,9 milliards d'euros. Dans le même temps, les recettes ont augmenté de 3,2% pour s'établir à 313,6 milliards d'euros à fin 2017.

Des déficits conformes au pacte de stabilité européen ont été enregistrés en Italie, en Belgique et au Portugal, avec respectivement, 2,1%, 1,5% et 1,4% du PIB. D'autres pays, tels que l'Allemagne, Chypre et Malte, ont enregistré des excédents budgétaires. L'Allemagne a réalisé un surplus de l'ordre de 0,9% de son PIB, tandis que Chypre a dégagé un excédent de 1,1%.

Au Japon, le déficit budgétaire s'est creusé, en raison de la politique de relance budgétaire en vigueur, de la reconstruction d'infrastructures après une série de catastrophes naturelles, et des travaux en vue des Jeux olympiques de Tokyo en 2020. Il est à noter que le service de la dette du pays représente 25% du PIB.

En Chine, la dette gouvernementale a presque doublé en 2017, malgré les efforts des autorités visant à endiguer le phénomène et les craintes d'une crise financière dans le pays. La hausse de 7,5% enregistrée l'année précédente porte le total de la dette du pays à 16 470 milliards de yuans. Le ratio de sa dette par rapport à son PIB a continué de croître annuellement de plus de 10% pour s'établir en 2017 à plus de 234% du PIB.

En Afrique subsaharienne, la dette publique a augmenté en 2017. Cette hausse s'explique par une combinaison de déficits budgétaires élevés (4,6% du PIB en 2016 à 5% en 2017), d'un ralentissement de la croissance et, dans certains pays, d'une dépréciation de la monnaie.

Le déficit budgétaire des pays de la CEMAC s'est considérablement réduit en 2017, (passant de 7,6% du PIB en 2016 à 3,5% en 2017) grâce à des mesures de mobilisation des recettes au Tchad, à la diminution des dépenses d'investissement et de la réduction des dépenses courantes. La situation budgétaire de la zone reste néanmoins préoccupante du fait de la contraction prolongée de l'activité en Guinée Equatoriale, du surendettement ainsi que du retard en matière de remboursement des arriérés de dettes dans certains pays.

I.1.6 Les taux d'intérêt

En raison de la reprise de la croissance de l'économie mondiale et la hausse progressive des cours du pétrole, les banques centrales américaine et européenne ont procédé à un léger durcissement de leur politique. Dans les pays avancés, le principal enjeu consiste à maintenir le rythme actuel de croissance tout en veillant à éviter une surchauffe de l'économie. Dans plusieurs pays émergents, l'inflation est relativement modérée par rapport aux moyennes enregistrées dans le passé. Les améliorations apportées dans le cadre des politiques monétaires semblent aussi avoir abaissé les anticipations inflationnistes, notamment au Brésil et en Inde.

Aux Etats-Unis, la Réserve fédérale (Fed) a procédé à un resserrement progressif de la politique monétaire à travers l'augmentation à deux reprises de son taux directeur et l'arrêt du « quantitative easing ». Toutefois, les taux demeurent très bas autour de 1%.

En Europe, la réduction progressive du programme d'achats de dette publique ne traduit pas la fin d'une politique monétaire très accommodante. En effet, les taux d'intérêt à court terme fixés par la BCE restent collés à zéro et le taux auquel les banques commerciales déposent leur liquidité au jour le jour à la BCE s'avère même négatif (-0,4%).

Au Japon, la Banque centrale (Bank of Japan) a laissé sa politique monétaire inchangée malgré la reprise économique. L'objectif des taux à court terme est donc maintenu à -0,1% et celui des taux à dix ans autour de zéro. La Bank of Japan a indiqué qu'elle n'est pas pressée de changer de politique en raison d'une inflation encore trop éloignée de son objectif de 2%.

Quelques heures après la nouvelle hausse de taux décidée par la Fed, la Banque centrale chinoise (PBOC) a relevé de 0,5 point ses taux directeurs de marchés (les taux à 7 et 28 jours) pour lutter contre les sorties de capitaux en vue de dégonfler certaines bulles financières qui menacent la deuxième économie mondiale.

En Afrique centrale, dans l'optique de juguler l'inflation et de freiner l'expatriation des capitaux hors de la zone CEMAC, la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) a décidé de revaloriser son taux directeur de 2,45 à 2,95%. Par ailleurs, la BEAC a baissé le coefficient des réserves obligatoires des banques, afin de leur donner plus de marge pour concourir au financement des économies des pays de la région.

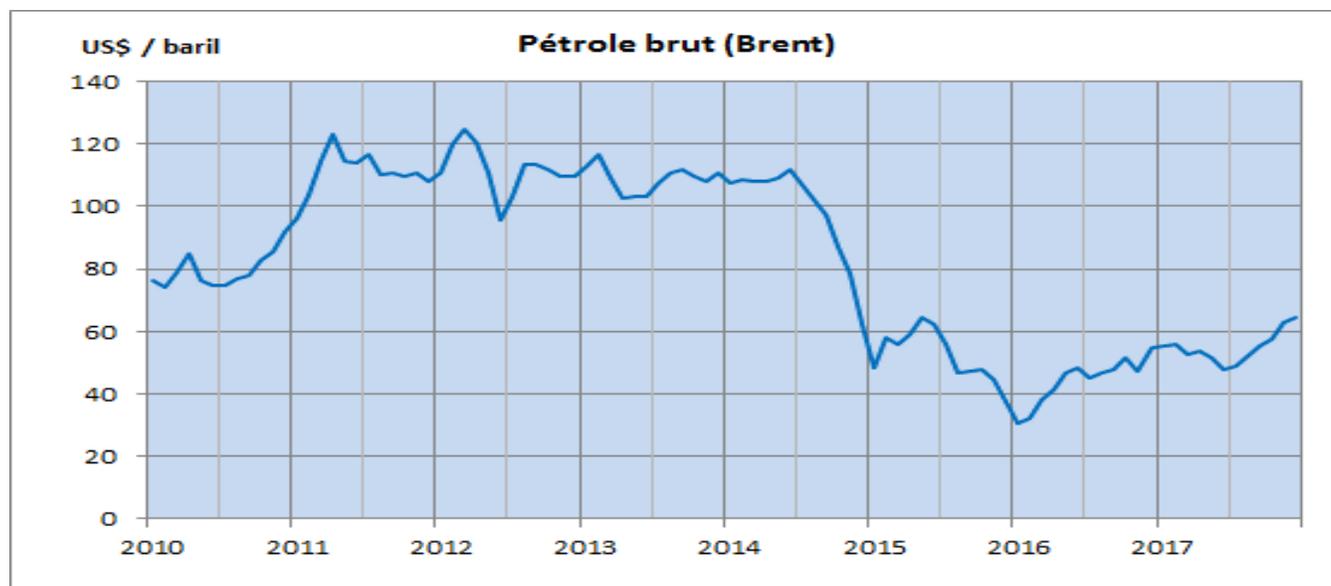
I.2 L'EVOLUTION DES COURS DES PRODUITS DE BASE

Après un recul de 10% en 2016, les prix mondiaux des principales matières premières échangées dans le monde sont repartis à la hausse (+15%) en 2017. Ce rebond des marchés de matières premières a été plus modeste et surtout inégal avec de profondes divergences entre l'énergie et les métaux d'une part, et les produits agricoles d'autre part. En effet, contrairement aux produits industriels et à l'énergie qui ont connu une augmentation de plus de 20%, la plupart des produits agricoles ont fini l'année 2017 avec des prix orientés à la baisse, mis sous pression par une production record.

I.2.1 Le pétrole

En 2017, les marchés mondiaux du pétrole se sont caractérisés par la remontée des cours du baril dont la progression a été de 17% (+10 \$/b) par rapport à 2016 pour le Brent, s'établissant à 52,8 \$/b en moyenne annuelle. Cette évolution s'explique en grande partie par la baisse de la production décidée par les pays membres de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) et la Russie. Annoncé en novembre 2016, cet accord a été respecté au cours de l'année 2017 et reconduit jusqu'à fin 2018.

Sous l'effet d'une demande mondiale de pétrole brut en forte croissance annuelle, à hauteur de 1,5 Mb/j en 2017, du rééquilibrage du marché pétrolier et du contexte géopolitique tendu au Moyen-Orient, les prix du baril ont dépassé la barre des 60 \$/b au dernier trimestre 2017.



Sources : DGEFP, INSEE

I.2.2 Le sucre

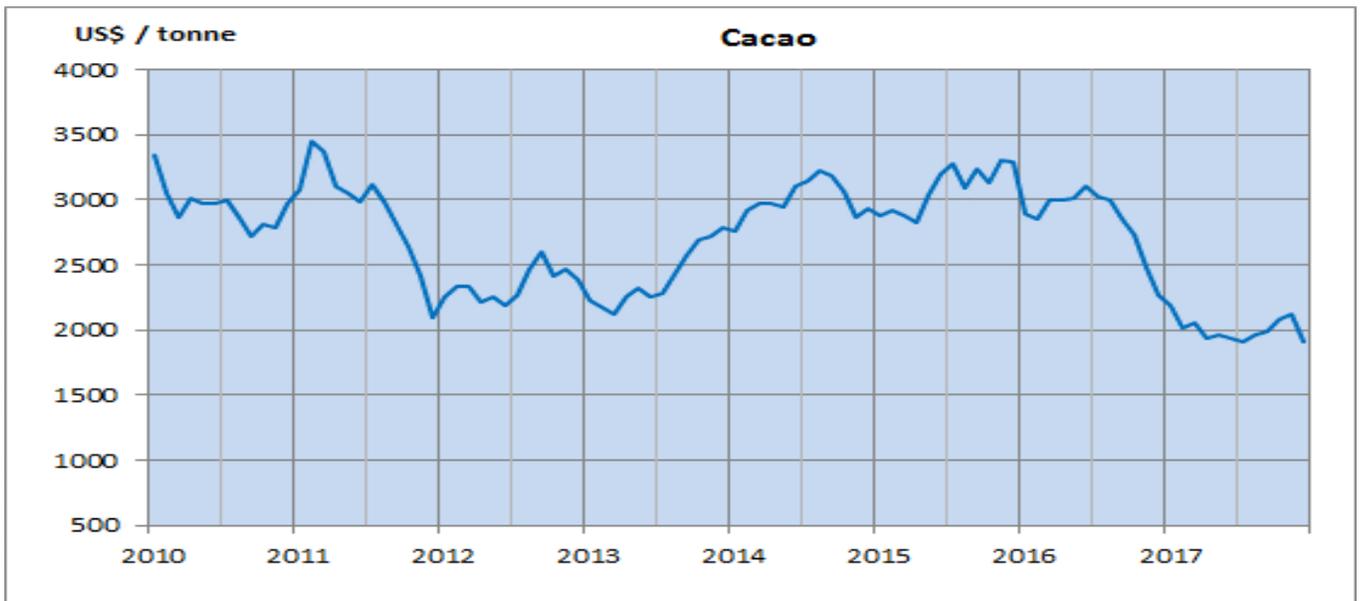
Le sucre roux a perdu 24% de sa valeur pour se situer à 15 cents US la livre, sa plus forte baisse depuis 2001. Les prix ont fondu sous l'effet d'un excédent mondial attendu à 5 millions de tonnes (Mt) pour la campagne 2017/18 contre un déficit de 3,1 Mt en 2016/17.



Source : INSEE

I.2.3 Le cacao

Le marché du cacao a été plombé en 2017 par une production abondante estimée à 4,655 millions de tonnes (Mt) face à une demande de 4,52 Mt. Ce déséquilibre entre l'offre et la demande s'est soldé par un excédent de 88 450 t, qui s'est ajouté à l'excédent de 347 600 t de la campagne précédente. En conséquence, les cours de la fève ont chuté de 20% à 1 383 livres sterling la tonne sur le marché à terme de Londres, marquant ainsi la deuxième année consécutive de baisse.

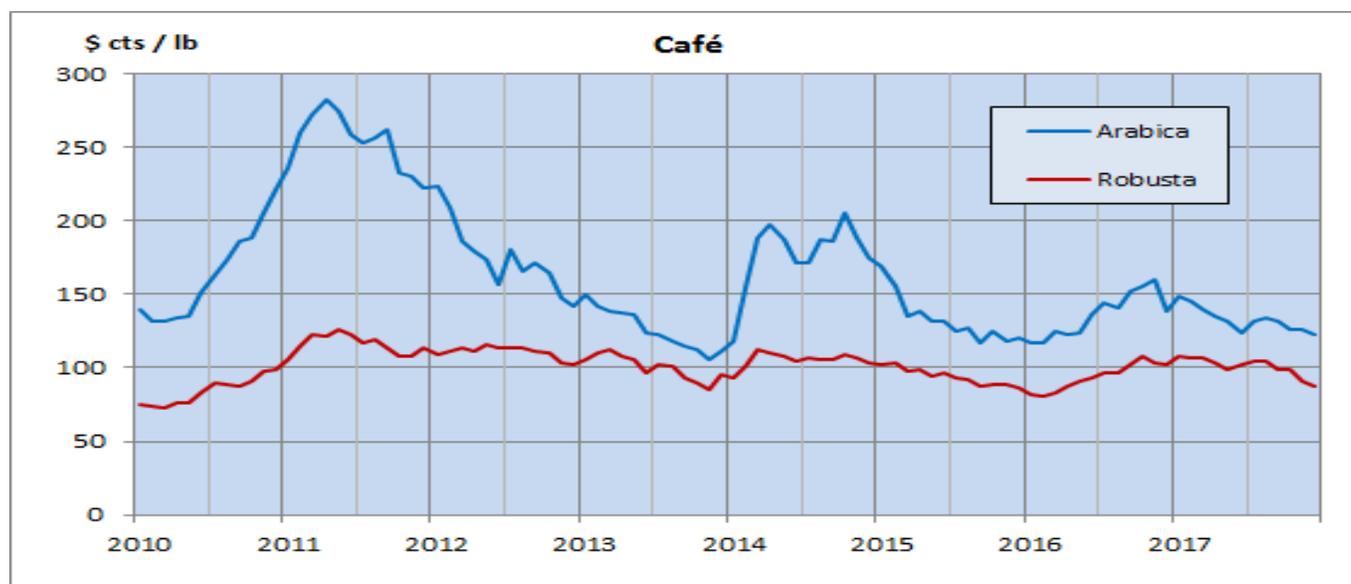


Source : INSEE

I.2.4 Le café

En 2017, les cours du café ont régressé en raison des conditions météorologiques favorables qui ont stimulé la production mondiale. Ainsi, les prix du Robusta ont chuté de 20% à 1 755 dollars la tonne à Londres, suite à la hausse de production du Vietnam, leader mondial de cette variété de café et deuxième

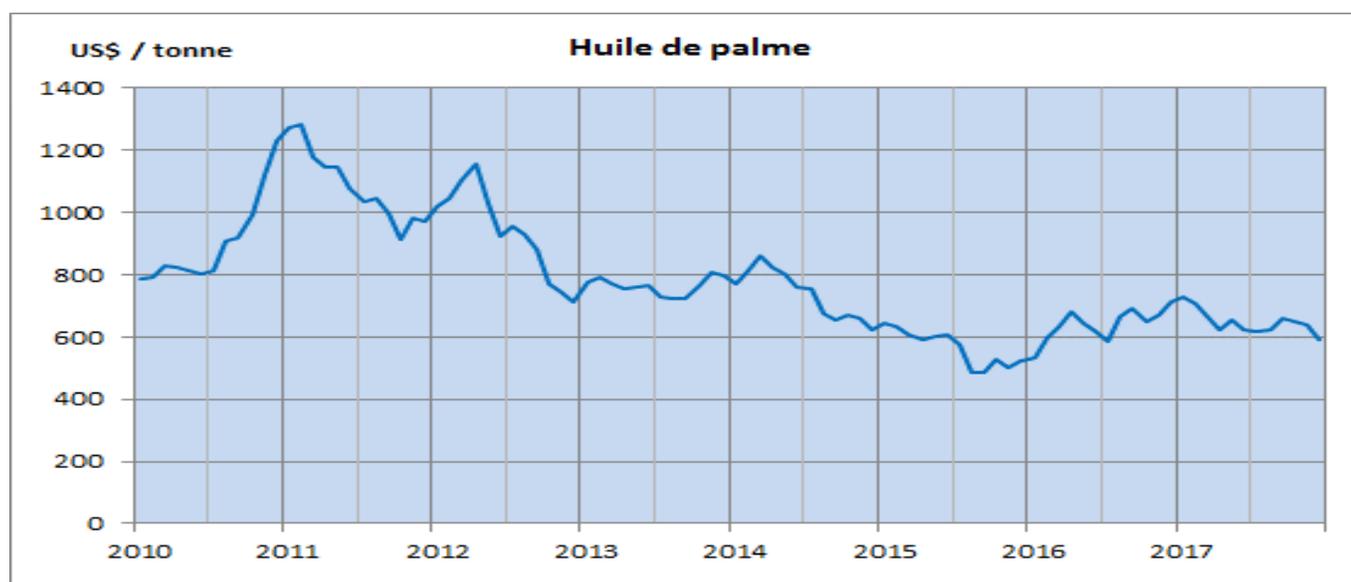
producteur après le Brésil, toutes variétés confondues. Le cours de l'Arabica a également perdu 5,4% sur l'ensemble de l'année, pour un cours moyen de 130 cents US la livre.



Source : INSEE

I.2.5 L'huile de palme

Le marché des oléagineux a été marqué en 2017 par des productions abondantes de céréales qui ont pesé sur les cours, notamment le maïs qui a atteint un huitième record en dix ans et le soja avec son quatrième record en cinq ans. Dans ces conditions, les cours de l'huile de palme ont perdu environ 22,8% de leur valeur en 2017 pour s'établir à 2 510 ringgits (\$620,71) la tonne en moyenne annuelle. Cette chute est consécutive à la hausse des stocks, à la faiblesse de la demande et à la hausse des taxes en Inde.

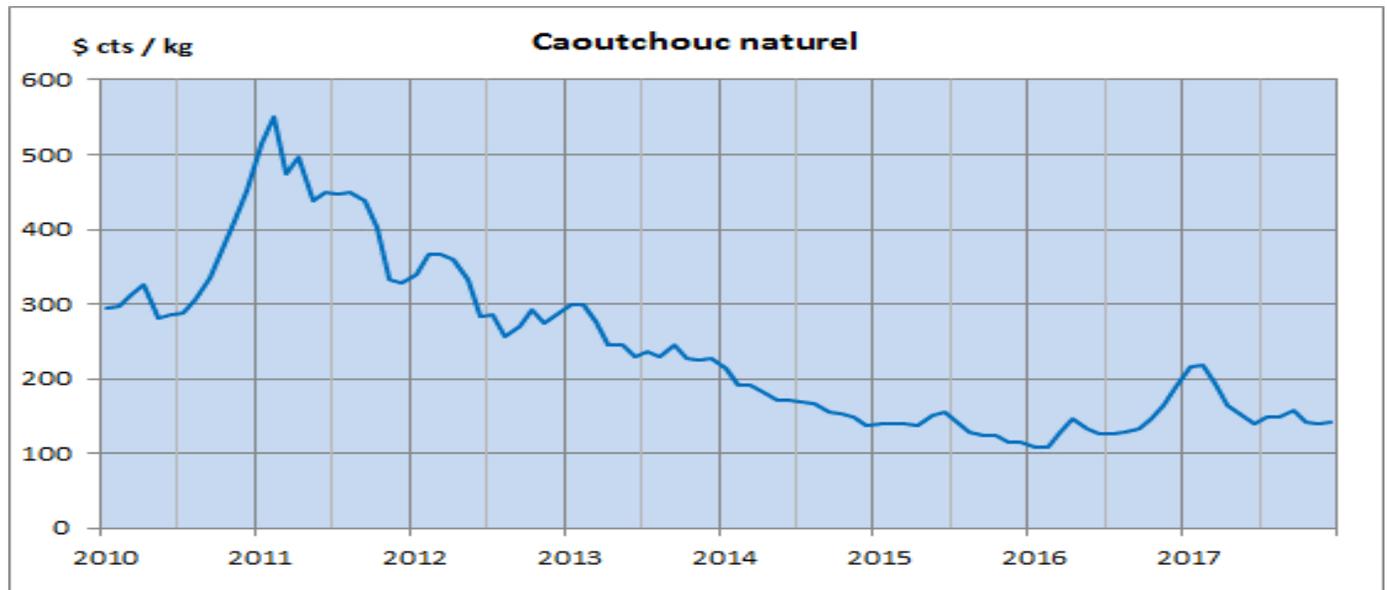


Source : INSEE

I.2.6 Le caoutchouc naturel

Malgré leur chute au troisième trimestre de 2017, ralentis par l'abondance de l'approvisionnement dans les principaux pays producteurs et la faiblesse de la demande, les prix du caoutchouc naturel sont demeurés

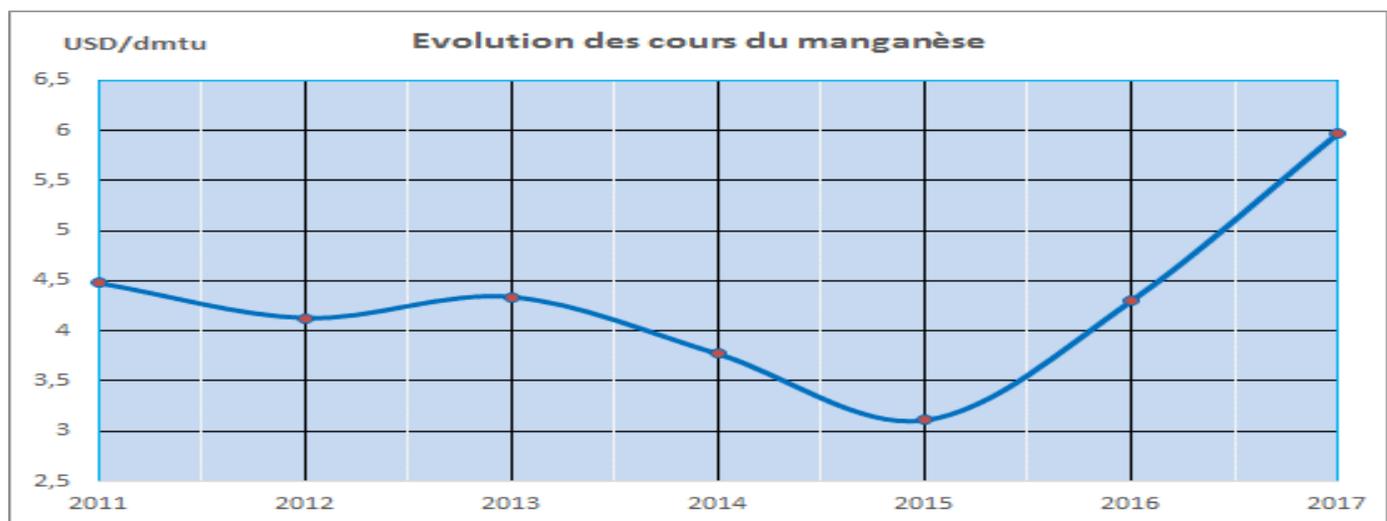
supérieurs à ceux de 2016, enregistrant une hausse de 19,8% à 163,4 cents US le kilogramme en moyenne annuelle sur 2017.



Sources : DGEFP, finances.net

I.2.7 Le minerai de manganèse

Après les fluctuations du premier trimestre, les prix du minerai de manganèse sont restés à un niveau historiquement élevé au cours de l'année 2017. La moyenne des prix du minerai s'est établie à 5,97 USD/dmtu sur 2017 (5,69 USD/dmtu au premier semestre et 6,25 USD/dmtu au second semestre) par rapport à 4,30 USD/dmtu sur 2016, soit une forte progression de 39%. Cette embellie s'explique par la forte demande de la Chine où les stocks de minerai ont fortement baissé dans les différents ports.



Source : CRU

I.2.8 Le minerai de fer

En 2017, le minerai de fer a été marqué par un raffermissement des cours qui se sont établis à 71,8 dollars la tonne contre 58,4 dollars en 2016, soit une progression de 22,8%. En effet, malgré l'augmentation de

la production des grands mineurs australiens et brésiliens, la forte hausse des importations chinoises a contribué au maintien des prix à des niveaux soutenus.



Source : INSEE

I.2.9 L'or

Le cours de l'or a progressé de 3% en moyenne en 2017 à 1 300 dollars l'once. Toutefois, en cours d'année, il a pâti de la politique de hausse des taux de la Réserve fédérale américaine (Fed). En effet, après avoir profité de l'instabilité politique avec les premiers jours du président américain et une élection présidentielle imprévisible en France, le métal jaune a souffert de la faiblesse du dollar et des relèvements successifs des taux aux Etats-Unis.



Source : INSEE

L'ACTIVITE NATIONALE

II.1 EVOLUTIONS SECTORIELLES A FIN DECEMBRE 2017

SECTEURS	2017
Secteur primaire	
Pétrole	↓
Gaz naturel commercialisé	↓
Manganèse	↗
Exploitation forestière	↗
Agriculture et élevage	
<i>Cultures maraichères et vivrières</i>	↗
<i>Cultures de rente</i>	↗
<i>Elevage</i>	↗
Secteur secondaire	
Industries agro-alimentaires, boissons	
<i>Minoterie et aviculture</i>	↓
<i>Huiles et corps gras</i>	↗
<i>Production sucrière</i>	↓
<i>Boissons gazeuses et alcoolisées</i>	↓
<i>Eau minérale</i>	↗
Industries du bois	
<i>Sciage</i>	↗
<i>Placage</i>	↗
<i>Contreplaqué</i>	↓
Raffinage	↓
Electricité et eau	↗
Autres industries de transformation	
<i>Chimie</i>	↓
<i>Matériaux de construction</i>	↓
<i>Seconde transformation des métaux</i>	↓
<i>Industrie minière</i>	↗
<i>Imprimerie, édition et presse</i>	↓
BTP	↓
Secteur tertiaire	
Transports et auxiliaires de transports	
<i>Ferroviaire</i>	↗
<i>Aérien</i>	↓
<i>Maritime</i>	↓
<i>Auxiliaires de transport</i>	↓
Télécommunications	↓
Commerce	↓
Services	↓
Hôtellerie, Restauration et Tourisme	↗

Source : DGEPP

II.2 LES PRINCIPAUX PRODUITS DE BASE

II.2.1 Le pétrole

La production

En 2017, la production nationale de pétrole brut s'est située à 10,50 millions de tonnes (76,674 millions de barils), en retrait de 8,5% par rapport à 2016. Ce repli est imputable au déclin naturel des champs matures, au maintien du quota de l'Organisation des Pays Producteurs de Pétrole (OPEP) à 9 000 barils/jour pour réduire l'offre mondiale de pétrole et aux arrêts planifiés et non planifiés pour travaux de maintenance de certains opérateurs. A cela, s'ajoute la stratégie du laisser-faire adoptée par les opérateurs comme Shell et Total, dans l'attente de la finalisation des cessions d'actifs au profit d'ASSALA et Pérenco, qui n'ont eu lieu qu'en septembre 2017.

Evolution de la production et des exportations

	2015	2016	2017	17/16
Production (en millions de tonnes)	11,922	11,485	10,503	-8,5%
Production (en millions de barils)	87,03	83,84	76,674	-8,5%
Exportation (en millions de tonnes)	11,017	10,526	9,44	-10,3%

Source : Direction Générale des Hydrocarbures (DGH)

Les exportations

La contraction de la production nationale a induit une baisse des exportations de 10,3% à 9,44 millions de tonnes. L'Asie, avec plus de 76% de parts, reste la principale destination du brut gabonais, suivie de l'Europe et de l'Amérique latine & des Caraïbes.

Les prix

Dans un contexte de reprise des cours, le prix moyen du Brent s'est situé à 54,27 dollars le baril, en amélioration de 24,2% par rapport à 2016. De même, le prix moyen des bruts gabonais a augmenté de 29,6% à 52,5 dollars le baril.

Par ailleurs, le taux de change moyen du dollar par rapport au franc FCFA s'est déprécié de 1,9% en 2017 pour s'établir à 582,075 FCFA pour 1 dollar.

Evolution des prix et du taux de change

	2015	2016	2017	17/16
Prix moyen annuel de Brent (USD/baril)	52,46	43,69	54,27	24,2%
Prix moyen du brut gabonais (USD/baril)	48,13	40,55	52,54	29,6%
Taux de change moyen (USD/FCFA)	591,55	593,08	582,075	-1,9%

Source : Direction Générale des Hydrocarbures (DGH)

II.2.2 Le gaz naturel commercialisé

La production de gaz naturel commercialisé a baissé en 2017 pour se situer à 491 millions de m³, soit une contraction de 7,3% par rapport à l'année précédente. Ce recul est dû à la contraction des commandes des centrales électriques de la SEEG. Perenco reste le leader de la branche avec une contribution à plus de

94,5% de la production nationale, soit plus de 464 millions de mètres cubes. Le prix de vente moyen national s'est déprécié de 2,4% pour se situer à 0,122 dollar le mètre cube.

Evolution de l'activité de gaz naturel commercialisé

	2015	2016	2017	17/16
Production (en millions de m ³)	466,4	530,1	491,2	-7,3%
Prix de vente moyen national (USD/ m ³)	0,141	0,125	0,122	-2,4%

Source : Direction Générale des Hydrocarbures (DGH)

II.2.3 Le manganèse

La production

En 2017, l'activité extractive du minerai de manganèse a affiché de bons résultats, dans un contexte international favorable, marqué par une hausse de l'industrie sidérurgique. Ainsi, la production nationale de minerai et d'agglomérés de manganèse a progressé de 42,5% passant de 3,6 millions de tonnes en 2016 à 5,1 millions en 2017. Cette hausse est liée aux bons résultats de la Comilog et à l'apport des deux autres opérateurs, à savoir : Nouvelle Gabon Mining, entrée en phase de production au début de l'année, et CICMHZ qui a relancé ses activités en 2017 après une suspension d'un an et demi.

Les exportations et les ventes

Sur le plan commercial, les exportations et les ventes ont progressé respectivement de 48,3% et 49,3%, en raison de la fermeté de la demande mondiale impulsée par la Chine, l'Europe et l'Inde. Le relèvement du niveau des exportations est en liaison avec l'écoulement des stocks constitués l'année précédente suite à l'effondrement des cours mondiaux du manganèse.

Dans un contexte de bonne tenue des cours de minerais de manganèse (6\$/dm³ en moyenne) induite par la hausse de la demande mondiale, le chiffre d'affaires a presque doublé en 2017 atteignant 707,3 milliards de FCFA contre 360,1 milliards en 2016.

Evolution de l'activité minière

	2015	2016	2017	17/16
Production (milliers de tonnes)	4 179 548	3 586 190	5 109 526	42,5%
Exportations (milliers de tonnes)	3 890 887	3 404 405	5 050 399	48,3%
Ventes (milliers de tonnes)	3 823 430	3 408 554	5 089 178	49,3%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	312 203	360 142	707 349	96,4%
P.V. moyen (en FCFA/tonnes)	80 240	105 787	140 058	32,4%
Valeur ajoutée (millions de FCFA)	38 855	53 247	66 510	24,9%
Investissements (millions de FCFA)	38 120	46 568	32 763	-29,6%
Masse salariale (millions de FCFA)	39 620	40 290	50 859	26,2%
Effectifs (nombre d'agents)	1 995	1 764	1 938	9,9%

Sources : Comilog, CICMHZ, Nouvelle Gabon Mining

Les effectifs et la masse salariale

S'agissant de l'emploi, les embauches réalisées essentiellement par les nouveaux opérateurs (CICMHZ et Nouvelle Gabon Mining) ont induit une hausse de 9,9% des effectifs à 1 938 personnes, pour une masse salariale de 50,9 milliards de francs CFA (+24,8%).

II.3 L'EXPLOITATION FORESTIERE

En 2017, on note une amélioration des performances de l'activité forestière. En effet, la production de grumes a augmenté de 13,5% pour atteindre 1 647 531 m³. Ce regain est lié à la mise en exploitation de nouvelles surfaces forestières, à la fermeté de la demande des industries locales et à l'assouplissement de la législation sur les conditions d'exploitation du Kévazingo et de l'Ozigo.

Parallèlement, les ventes de grumes aux industries locales ne disposant pas de permis forestiers ou d'essences appropriées sont passées de 444 099 m³ en 2016 à 497 979 m³ en 2017, soit une hausse de 12,1%.

Evolution de l'activité forestière

	2015	2016	2017	17/16
Production forestière (m ³)	1 364 815	1 451 050	1 647 531	13,5%
<i>Okoumé</i>	992 112	1 054 798	1 125 498	6,7%
<i>Bois divers</i>	372 703	396 252	522 033	31,7%
Ventes aux industries locales (m ³)	387 676	444 099	497 979	12,1%
<i>Okoumé</i>	305 466	349 888	378 553	8,2%
<i>Bois divers</i>	82 210	94 211	119 426	26,8%

Source : Enquête TBE

II.4 L'AGRICULTURE, L'ELEVAGE ET LA PECHE

II.4.1 L'agriculture

II.4.1.1 Les cultures maraichères et vivrières

En 2017, l'activité agricole s'est caractérisée par de bonnes performances, en raison de l'apport des premières récoltes des plantations du programme GRAINE, de la lutte contre les parasites, ainsi que de la fermeté du carnet de commandes, notamment par les entreprises prestataires en catering. Ainsi, la production des cultures maraichères a augmenté de 9,6% pour atteindre 296 tonnes en 2017. Dans le même temps, la production vivrière a connu une embellie (+339,9%) pour se situer à 1 566 tonnes en 2017 contre 356 tonnes une année auparavant.

Evolution de l'activité des cultures maraichères et vivrières

	2016	2017	17/16
Production maraichère (tonnes)	270	296	9,6%
Production vivrière (tonnes)	356	1 566	339,9%
Surfaces cultivées (en ha)	4 326	8 991	107,8%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	750	806	7,5%
Investissements (en millions de FCFA)	42	58	38,1%
Masse salariale (en millions de FCFA)	4 539	4 803	5,8%
Effectifs (nombre d'agents)	1 259	1 357	7,8%

Sources : Horta Gabon, Agritropic, GRAINE

II.4.1.2 Les cultures de rente

II.4.1.2.1 La cacao-culture

Au cours de la campagne 2016/2017, malgré la faiblesse du volume des récoltes au niveau national, les achats de cacao ont augmenté de 26,1% à 94,1 tonnes. En conséquence, le chiffre d'affaires a fortement progressé pour atteindre 110 millions de FCFA contre 2,6 millions lors de la campagne précédente, en raison de la reprise des exportations des stocks de cacao constitués.

Evolution de l'activité cacao

	2014/2015	2015/2016	2016/2017	Variation
Achats (en tonnes)	53,59	74,65	94,1	26,1%
Ventes locales (en tonnes)	2,7	5,1	4,9	-3,9%
Exportations (en tonnes)	60,27	0	1005,5	-
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	53,56	2,6	110	4130,8%

Source : Caistab

II.4.1.2.2. La caféiculture

Au cours de la campagne 2016/2017, les achats de café ont chuté de 55,1% à 22,1 tonnes. De même, les ventes locales ont régressé de 10,5%, à 13,7 tonnes. Le chiffre d'affaires a suivi la même tendance baissière pour s'établir à 12,5 millions FCA, en repli de 5,3%.

Evolution de l'activité café

	2014/2015	2015/2016	2017	17/16
Achats (en tonnes)	24,72	49,2	22,1	-55,1%
Ventes locales (en tonnes)	17,9	15,3	13,7	-10,5%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	11,7	13,2	12,5	-5,3%

Source : Caistab

II.4.1.2.3. L'huile de palme brute

La branche de l'huile de palme brute est marquée par la montée en puissance des plantations d'Awala et de Mouila. Ainsi, la production de régimes de palme a très fortement augmenté, s'établissant à 138 673 tonnes. Sur le plan industriel, la production additionnelle des deux usines a permis d'atteindre 22 385

tonnes d'huile de palme brute contre 6 972 tonnes en 2016. Parallèlement, la production d'huile palmiste a augmenté de 186,4%, pour se situer à 1 246 tonnes.

Sur le plan commercial, 13 190 tonnes d'huile de palme brute et d'huile palmiste ont été mises en vente, en majorité sur le marché extérieur, générant un chiffre d'affaires de 12 milliards de FCFA contre 2,8 milliards de FCFA en 2016.

Les investissements ont fortement chuté (-90,9%) pour se situer à 6,4 milliards de FCFA en 2017, en raison de la finalisation des principaux projets initiés dans la branche. Les montants mobilisés ont été essentiellement orientés notamment vers l'extension des plantations de Makouké.

Au niveau de l'emploi, les effectifs ont progressé de 20,3% à 8 407 agents, pour une masse salariale de 12,7 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité de l'huile de palme

	2015	2016	2017	17/16
Production (en tonnes)				
1. Régime de palme	4 924	29 169	138 673	375,4%
2. Huile brute	713	6 972	22 385	221,1%
3. Huile palmiste	129	435	1 246	186,4%
Ventes (en tonnes)	842	7 407	13 190	78,1%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	363	2 835	11 995	323,1%
Investissements (en millions de FCFA)	76 052	70 374	6 407	-90,9%
Effectifs (nombre d'agents)	5 614	6 989	8 407	20,3%
Masse salariale (millions de FCFA)	10 033	12 490	12 675	1,5%

Sources : Olam Palm Gabon, Siat Gabon

II.4.1.2.4. L'hévéaculture

La filière de l'hévéaculture a enregistré des résultats mitigés en 2017. On note en effet une baisse de la production de caoutchouc naturel en fonds de tasse de 8,6% à 26 233 tonnes. Cette contreperformance s'explique notamment par le vieillissement des plantations, les fortes intempéries qui ont occasionné des pertes concomitantes dans les plantations dédiées à la saignée et celles consacrées au replanting, ainsi que l'enclavement de la zone de Kango. Par ailleurs, la transformation de caoutchouc humide en granulé s'est contractée de 4,9% à 14 191 tonnes.

Par contre, les exportations de granulé ont augmenté de 6,3% pour atteindre 15 018 tonnes au cours de la période sous revue, en raison de l'amélioration de la logistique en vue de l'évacuation de la production. Dans le même temps, le chiffre d'affaires s'est apprécié de 36% à 15,2 milliards de FCFA, soutenu par le relèvement des cours moyens mondiaux du caoutchouc naturel.

Les investissements ont atteint un montant de 27,6 milliards FCFA en 2017, en hausse de 67,8% et ont permis la modernisation de l'usine de Mitzic, le montage de l'usine de Bitam, la cogénération en vue de la production d'énergie à base de charbon et l'agrandissement des plantations.

En termes d'emploi, les effectifs ont été réduits de 24,3% en 2017 à 1 826 agents, occasionnant une masse salariale de 3,7 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité du caoutchouc

	2015	2016	2017	17/16
Production industrielle (en tonnes)				
Caoutchouc humide	30 818	28 699	26 233	-8,6%
Caoutchouc usiné	17 717	14 917	14 191	-4,9%
Exports caoutchouc usiné	18 006	14 122	15 018	6,3%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	14 761	11 145	15 152	36,0%
Investissements (millions de FCFA)	14 035	16 469	27 638	67,8%
Effectifs	2 026	2 412	1 826	-24,3%
Masse salariale (en millions)	5 871	5 968	3 744	-37,3%

Sources : SIAT Gabon, OlamRuber Gabon

II.4.2 L'élevage

En 2017, l'activité de l'élevage de bovins a connu des évolutions contrastées. En effet, le cheptel a augmenté de 8,8% à 5 832 têtes de bovin. Cette évolution résulte de la stratégie de reconstitution du troupeau mise en place par l'opérateur et qui repose sur la réduction du taux de mortalité des bêtes, la diminution des fréquences d'abattage et l'introduction des jeunes bêtes aptes à la reproduction.

Sur le plan commercial, la société a mis sur le marché un volume de 68 450 Kg de viande, en repli de 4,2% expliqué par la diminution du nombre et de la fréquence d'abattage de bêtes à réformer. Dans ce contexte, le chiffre d'affaires global a reculé de 4,7% à 303 millions de FCFA.

Evolution de l'élevage bovin

	2015	2016	2017	17/16
Effectif du cheptel (nombre de bœufs)	4 941	5 361	5 832	8,8%
Vente de viande (en kg)	90 473	71 423	68 450	-4,2%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	385	318	303	-4,7%
Effectif		23	17	-26,1%
Masse salariale		136	224	65,5%

Source : Siat Gabon

II.5 LES INDUSTRIES

II.5.1. Les Agro-industries

Les industries agroalimentaires sont composées des filières de la minoterie et aviculture, des huiles et corps gras, de la raffinerie de sucre, des bières et boissons gazeuses, ainsi que de l'eau minérale. En 2017, le chiffre d'affaires du secteur agroalimentaire s'est situé à 225 milliards de FCFA, en baisse de 5% par rapport à l'année précédente.

II.5.1.1 La production meunière et avicole

La branche de l'industrie meunière et avicole a été marquée par un tassement de son activité en 2017. En effet, suite à la contraction de la demande du marché local, la production de farine a baissé de 12,8% à 60 560 tonnes. Il en est de même de la production des issues qui a chuté de 29% et de celle des œufs (-3,1%). Par conséquent, le chiffre d'affaires généré par la vente des produits, évalué à 29,9 milliards de FCFA, s'est replié de 7,4%.

A l'inverse, les investissements ont augmenté de 39,3% à 1,5 milliard et ont été orientés à l'amélioration de l'outil de production. Les effectifs ont reculé de 31,6% pour se situer à 143 agents, représentant une masse salariale de 2,5 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité meunière et avicole

	2015	2016	2017	17/16
Productions				
Farine (en tonnes)	72 472	69 464	60 560	-12,8%
Issues (en tonnes)	19 954	19 942	14 146	-29,1%
Aliments pour bétail (en tonnes)	27 593	29 127	29 121	0,0%
Œufs (en milliers d'unités)	42 789	45 159	43 739	-3,1%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	33 739	32 391	29 998	-7,4%
Investissements	884	1 125	1 567	39,3%
Effectifs (nombre d'agents)	216	209	143	-31,6%
Masse salariale (en million de FCFA)	2 986	2 594	2 509	-3,3%

Sources : Société Meunière et Avicole du Gabon

II.5.1.2 Les huiles et corps gras

La filière des huiles et corps gras a enregistré une embellie de son activité en 2017, suite à la cession de toutes les plantations de SIAT à Olam Palm Gabon qui a ensuite initié la réhabilitation de l'outil de production en 2016. Ainsi, la production totale des huiles et corps gras (huile de palme raffinée ou oléine et savon) a plus que doublé au cours de la période sous-revue pour s'établir à 12 246 tonnes.

Sur le plan commercial, les ventes des produits se sont élevées à 13 972 tonnes en 2017 contre un volume de 3 903 tonnes un an plus tôt, générant un chiffre d'affaires de 11,6 milliards de FCFA.

Les investissements ont progressé de 35% à 3,4 milliards de FCFA, à la faveur de la réhabilitation de l'usine de Makouké. De même, les effectifs sont passés de 91 à 143 agents, en hausse de 57,1%, pour une masse salariale de 997 millions de FCFA.

Evolution de l'activité des huiles et corps gras

	2015	2016	2017	17/16
Production (en tonnes)	7 636	5 789	12 246	111,5%
Huile raffinée (oléine)	5 362	4 207	8 420	100,1%
Savons	2 274	1 582	3 826	141,8%
Ventes (en tonnes)	7 592	3 903	13 972	258,0%
Savons	2 521	1 057	3 880	267,1%
Huile raffinée	5 071	2 846	10 092	254,6%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	7 446	5 950	11 614	95,2%
Investissements (millions de FCFA)	-	2 499	3 374	35,0%
Effectifs	167	91	143	57,1%
Masse salariale (millions de FCFA)	1 113	396	997	151,7%

Sources : SIAT, OlamPalm gabon

II.5.1.3 La production sucrière

En 2017, la raffinerie de sucre a connu une activité atone tant sur le plan agronomique qu'au niveau industriel, suite aux conditions climatiques défavorables. Ainsi, la production de sucre en granulé de 50 kg s'est repliée de 1% à 24 376 tonnes. De même, la quantité de sucre transformée en morceaux et autres qualités a reculé de 2,3% à 20 173 tonnes, suite aux problèmes techniques rencontrés (arrêt du condenseur pendant une semaine).

Sur le plan commercial, les volumes vendus ont baissé de 5,3% en lien avec la faiblesse de la demande domestique (industriels et ménages). En conséquence, le chiffre d'affaires a baissé de 5,2% à 19,2 milliards de FCFA.

Les investissements se sont élevés à 3,2 milliards de FCFA et ont concerné l'acquisition d'une chaîne de fabrication de sucre et l'aménagement des plantations.

Les effectifs permanents ont enregistré une diminution de 21,5%, alors que la masse salariale a augmenté de 1% par rapport à 2016, en rapport avec un plan de départ convenu avec les partenaires sociaux.

Evolution de l'activité sucrière

	2015	2016	2017	17/16
Production (en tonnes)	23 521	24 610	24 376	-1,0%
Importations (en tonnes)	6 877	9 963	6 746	-32,3%
Total sucre transformé	15 044	20 647	20 173	-2,3%
Sucre (en morceaux)	8 536	10 515	11 704	11,3%
Autres (dose, granulé 1kg)	6 508	10 132	8 469	-16,4%
Ventes (en tonnes)	32 231	33 006	31 252	-5,3%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	19 738	20 292	19 244	-5,2%
Investissements (en millions de FCFA)	2 913	2 531	3 223	27,3%
Effectifs (nombre d'agents)	385	367	288	-21,5%
Masse salariale (en million de FCFA)	3 456	4 121	4 161	1,0%

Source : Sucaf

II.5.1.4 Les boissons

II.5.1.4.1. Les bières et les boissons gazeuses

La branche des boissons gazeuses et alcoolisées a été marquée par un tassement de son activité en 2017, suite à la contraction de la demande domestique. Ainsi, la production totale a baissé de 6,3% pour un volume de 2,6 millions d'hectolitres. Ce repli s'explique par les mauvaises performances des boissons gazeuses et des vins, qui ont baissé respectivement de 11,2% et 5%.

Par conséquent, le chiffre d'affaires s'est établi à 149,1 milliards de FCFA, soit un recul de 9,1% par rapport à l'année antérieure.

Evolution de l'activité des boissons gazeuses et alcoolisées

	2015	2016	2017	17/16
Productions (en hectolitres)	2 704 005	2 836 378	2 656 570	-6,3%
Bières	1 542 168	1 654 120	1 606 360	-2,9%
Boissons gazeuses	1 073 130	1 082 567	961 023	-11,2%
Vins	45 483	47 046	44 713	-5,0%
Divers	43 224	52 645	44 474	-15,5%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	153 632	163 964	149 103	-9,1%
Masse salariale (en millions de FCFA)	13 243	13 490	13 624	1,0%
Effectifs (nombre d'agents)	954	1 006	1 014	0,8%

Sources : Sobraga, Sovingab

II.5.1.4.2 L'eau minérale

En 2017, la production d'eau minérale a augmenté de 18% à 920 782 hectolitres. Cette évolution a été soutenue par la mise en fonctionnement de la nouvelle ligne de production de Soboleco et par la bonne tenue des marques de Sobraga (Akewa et Aning'Eau). Par ailleurs, les interruptions enregistrées dans le réseau de distribution d'eau potable de la SEEG ont eu pour effet de consolider la demande locale de l'eau minérale. Corrélativement, le chiffre d'affaires s'est établi à environ 15 milliards de FCFA, en légère hausse de 0,9%.

Pour faire face à cette demande soutenue, les effectifs ont été légèrement renforcés en 2017 à 73 agents contre 70 en 2016 pour une masse salariale de 873 millions de FCFA.

Evolution de l'activité de l'eau minérale

	2015	2016	2017	17/16
Production d'eau (en hectolitres)	661 776	781 267	920 782	17,9%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	14 370	14 830	14 970	0,9%
Effectifs	54	70	73	4,3%
Masse salariale (en millions de FCFA)	706	813	873	7,4%

Sources : Soboleco, Sobraga

II.5.2 Les industries du bois

Le processus d'industrialisation de la filière bois s'est poursuivi en 2017, grâce notamment à l'ouverture de nouvelles usines dans la zone économique de Nkok, où on a recensé quarante-cinq (45) unités de transformation tous segments confondus. Les industries du bois comprennent trois (3) niveaux de transformation, à savoir :

- 1er niveau : sciage et déroulage ;
- 2ème niveau : moulures, profilés et parquets ;
- 3ème niveau : menuiserie et ébénisterie.

L'activité des industries de transformation du bois s'est raffermie en 2017, grâce à un meilleur approvisionnement des usines en grumes, du renforcement du tissu industriel et de la montée en puissance des usines nouvellement installées. Ainsi, la production totale, tous segments confondus, a progressé de 10,3% à 824 072 m³.

Sur le plan commercial, les ventes locales et les exportations ont respectivement progressé de 54,6% et 2,5% pour afficher 79 150 m³ et 645 298 m³, en raison de la fermeté de la demande locale et internationale. Dans ces conditions, le chiffre d'affaires s'est amélioré de 7,6% à 245,2 milliards de FCFA.

Les emplois se sont accrus de 13,2% pour se situer à 10 148 agents. Corrélativement, la masse salariale a augmenté de 9,1% à 60,4 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité des industries de bois

en mètres cubes	2015	2016	2017	17/16
Production	725 728	746 950	824 072	10,3%
Ventes locales	68 184	51 205	79 150	54,6%
Exportations	613 971	629 590	645 298	2,5%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	193 569	228 018	245 249	7,6%
Valeur ajoutée (millions de FCFA)	50 894	44 755	40 129	-10,3%
Investissement (millions de FCFA)	71 912	70 319	64 832	-7,8%
Masse salariale (millions de FCFA)	36 427	55 357	60 413	9,1%
Effectifs (agents permanents)	10 006	8 963	10 148	13,2%

Source : Entreprises du secteur

Les unités de sciage

Ce segment représente près de 80% des unités de transformation de la filière avec environ 120 usines de sciage en 2017 contre 117 en 2016. Celles-ci sont identifiées sur l'ensemble du territoire, avec une forte concentration dans les provinces de l'Estuaire, du Woleu-Ntem et de l'Ogooué-Maritime. Elles produisent principalement les bois débités, notamment les lattes, les chevrons et les planches.

En 2017, l'activité de sciage a progressé de 15,5% à 514 004m³, suite au maintien du rythme d'approvisionnement des unités grumes et du renforcement du tissu industriel. Dans le même temps, les exportations ont augmenté de 10,5% pour atteindre 417 979 m³, soutenues par la fermeté de la demande extérieure. De même, les ventes locales se sont accrues de 18,3% pour se situer à 50 520 m³, suite à la

vigueur de la demande intérieure. Dans ce contexte, le chiffre d'affaires a augmenté de 15,2% à 176,9 milliards de FCFA.

En matière d'emplois, les effectifs ont enregistré une hausse de 13%, pour une masse salariale de 50,8 milliards, en hausse de 10,9%.

Evolution de l'activité des industries de sciage

en mètres cubes	2015	2016	2017	17/16
Production	461 710	444 864	514 004	15,5%
Ventes locales	56 620	42 705	50 520	18,3%
Exportations	394 232	378 228	417 979	10,5%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	133 896	153 618	176 905	15,2%
Valeur ajoutée (millions de FCFA)	40 159	35 110	31 358	-10,7%
Investissement (millions de FCFA)	58 579	59 576	50 009	-16,1%
Masse salariale (millions de FCFA)	31 369	45 866	50 854	10,9%
Effectifs (agents permanents)	8 718	7 362	8 325	13,1%

Source : Entreprises du secteur

Les unités de déroulage

Le segment du déroulage comprend près de trente-cinq (35) unités de transformation, fabriquant essentiellement des placages (trente unités) et des contreplaqués (cinq unités) à base d'Okoumé. Le renforcement des capacités de production, engagé en 2012, a continué de rendre dynamique ce segment.

- Le placage

En 2017, le segment affiche des résultats mitigés. En effet, la production s'est consolidée à 258 838 m³, en hausse de 3,5%. Cette situation s'explique par une accélération du rythme d'approvisionnement des usines en grumes et la production additionnelle des usines nouvellement installées dans la ZERP de Nkok. De même, les ventes locales ont très fortement progressé pour s'établir à 22 393 m³, en raison de la demande soutenue du marché local.

En revanche, les exportations ont diminué de 9,6% à 185 405 m³. Ce repli s'explique par la baisse de la demande du contre-plaqué à base de l'Okoumé. Les clients préfèrent orienter leur demande vers des essences aux prix compétitifs et respectant des normes de qualité en matière de certification. Ainsi, le chiffre d'affaires a régressé de 11,1% à 55,6 milliards de FCFA.

En matière d'emplois, les effectifs ont augmenté de 13,9% à 1 823 agents permanents représentant une masse salariale de 9,6 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité des industries de placage

en mètres cubes	2015	2016	2017	17/16
Production	190 473	250 010	258 838	3,5%
Ventes locales	25	2 397	22 393	834,2%
Exportations	170 431	205 020	185 405	-9,6%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	42 329	62 611	55 685	-11,1%
Valeur ajoutée (millions de FCFA)	10 735	9 645	8 771	-9,1%
Investissement (millions de FCFA)	13 333	10 743	14 823	38%
Masse salariale (millions de FCFA)	5 058	9 491	9 559	0,7%
Effectifs (agents permanents)	1 288	1 601	1 823	13,9%

Source : Enquête TBE

- Le contreplaqué

La branche de fabrication de contreplaqué a été marquée par un repli de son activité en 2017. En effet, la production a diminué de 1,6% à 51 230 m³. Cette situation résulte des difficultés d'approvisionnement en grumes des principales unités de transformation de ce segment d'activité industrielle.

Sur le plan commercial, les exportations ont baissé de 9,6% à 41 914 m³. En effet, les panneaux de contreplaqués à base d'Okoumé ont perdu des parts de marché importantes au profit des panneaux de contreplaqués d'autres essences, qui tirent profit de prix plus compétitifs, de meilleurs délais d'approvisionnement, de la certification forestière systématique et d'importantes améliorations techniques, rendant ces produits plus attractifs auprès des industriels, utilisateurs et consommateurs. En revanche, les ventes locales sont en hausse de 2,2%, du fait de l'affermissement des commandes. Ainsi, le chiffre d'affaires s'est établi à 12,7 milliards de FCFA, en progression de 7,4% par rapport à 2016, en liaison avec l'augmentation du prix du mètre cube de contreplaqué à l'export.

Evolution de l'activité des unités de contreplaqué

en mètres cubes	2015	2016	2017	17/16
Production	73 545	52 076	51 230	-1,6%
Ventes locales	11 539	6 103	6 237	2,2%
Exportations	49 308	46 342	41 914	-9,6%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	17 344	11 789	12 659	7,4%

Source : Enquête TBE

Les unités de menuiserie, d'ébénisterie et les dépôts de vente de bois

L'activité de la troisième transformation, autrefois réalisée par les unités de menuiserie et d'ébénisterie de petite taille, a vu l'implantation d'unités industrielles ces dernières années. Il s'agit, entre autres, de Gabon Wood Industries, RFM, Gorilla In, Woodville Furniture ainsi que Wood-Tech installées au sein de la ZERP de Nkok. Ces structures sont spécialisées dans la fabrication de portes, fenêtres et tables-bancs.

En 2017, la production de ce segment a enregistré une hausse de 12,3% pour atteindre 4 890 pièces contre 4 353 pièces en 2016, en raison de la fermeté de la demande locale.

II.5.3 Le raffinage

La Société Gabonaise de Raffinage (Sogara) est le seul opérateur de la branche. En 2017, son activité s'est considérablement repliée.

Le brut traité

En 2017, le volume du brut traité a reculé de 21,2% à 794 428 tonnes métriques. Cette contreperformance est liée à l'arrêt de fonctionnement de l'usine dans le cadre de l'entretien quinquennal de l'outil de production, pour une durée d'un mois, et aux nombreux dysfonctionnements. En vue de combler le gap créé sur la demande, la société a importé des produits pétroliers (gasoil, butane, essence et kérosène) pour un volume de 254 432 tonnes métriques contre 178 696 tonnes un an auparavant, soit une augmentation de 42,4%.

Evolution de l'activité de production de Sogara

en tonnes métriques	2015	2016	2017	17/16
Total brut traité	927 563	1 007 568	794 428	-21,2%
Total Importations	252 498	178 696	254 432	42,4%

Source : Sogara

La commercialisation

Sur le marché local, à l'exception de turbine fuel 1 qui a augmenté de 18% et du kérosène, les ventes de tous les autres produits pétroliers raffinés sur les marchés domestiques et extérieurs ont fortement régressé en 2017, en raison de la faiblesse des consommations. En conséquence, le chiffre d'affaires a baissé de 10,8% à 220 milliards de FCFA. Toutefois, les exportations de kérosène ont permis au chiffre d'affaires à l'export de s'apprécier de 18,9% à 90,6 milliards de FCFA.

Evolution des ventes de Sogara

	2015	2016	2017	17/16
Marché intérieur				
Butane (TM)	39 959	41 013	26 591	-35,2%
Super (m ³)	94 912	74 010	31 768	-57,1%
Pétrole lampant (m ³)	31 765	24 125	17 501	-27,5%
Turbine fuel 1 (m ³)	53 691	48 809	57 795	18,4%
Gasoil moteur (m ³)	518 898	397 107	268 163	-32,5%
Marché Export				
Turbine fuel 1 (m ³)		5 006	5 512	10,1%
Résidu atmosphérique (RAT)	519011	570 688	459 470	-19,5%
CHIFFRE D'AFFAIRES	337 861	246 868	220 215	-10,8%
Chiffre d'affaires intérieur (millions de FCFA)	250 325	170 662	129 606	-24,1%
Chiffre d'affaires export (millions de FCFA)	87 536	76 206	90 609	18,9%

Source : Sogara

Investissements, effectifs et masse salariale

Les investissements ont très fortement augmenté en 2017 et ont concerné le renouvellement de l'outil de production pour une valeur de 13,6 milliards de francs CFA. En outre, la Sogara a procédé à un renforcement de ses effectifs de 7,9%, induisant une hausse de la masse salariale de 3,3% à 9,8 milliards de FCFA.

Evolution des effectifs et de la masse salariale

en millions de FCFA	2015	2016	2017	17/16
Investissements (millions de FCFA)	2 121	2 102	13 617	547,8%
Masse salariale (millions de FCFA)	10 953	9 531	9 845	3,3%
Effectifs	307	254	274	7,9%

Source : Sogara

II.5.4 La production et la distribution d'eau et d'électricité

Globalement, le secteur de l'énergie a réalisé des résultats satisfaisants en 2017, en lien avec l'amélioration de l'outil de production et l'extension du réseau de desserte de l'électricité et d'adduction en eau.

Evolution de l'activité du secteur énergie

	2015	2016	2017	17/16
Abonnements (nombre)				
Electricité	284 493	316 168	345 897	9,4%
Eau	166 723	175 421	188 630	7,5%
Production en volume				
Electricité (en millions de kwh)	2 245	2 561	2 620	2,3%
Production SEEG	1 718	1 980	1 870	-5,6%
Achats d'électricité (Télémenia)	527	581	750	29,1%
Eau (en millions de m ³)	109	116	117	0,9%
Ventes en volume				
Electricité (en millions de kwh)	1 704	1 807	1 703	-5,8%
<i>Moyenne tension</i>	601	613	611	-0,3%
<i>Basse tension</i>	1 103	1 193	1 092	-8,5%
Eau (en millions de m ³)	74	69	62	-10,1%
Chiffre d'affaires total (en milliards de FCFA)	201	209	233	11,5%
Electricité	161	172	165	-4,1%
Eau	27	27	23	-14,8%
Prestations	9	6	7	16,7%
Autres	4	4	9	125,0%
Valeur ajoutée (en milliards de FCFA)	76	73	64	-12,3%
Investissements (en milliards de FCFA)	19	24	14	-41,7%
Masse salariale (en milliards de FCFA)	27	27	31	14,8%
Effectifs (agents permanents)	1 964	1 982	1 971	-0,6%

Source : Seeg

II.5.4.1 L'électricité

En 2017, la production nette d'électricité s'est accrue de 2,3% à 2 620 Gwh, soutenue par une croissance de 29% des achats d'électricité produite par Téléména et ce, malgré le recul de 5,6% de la production de la SEEG. Cependant, les volumes facturés hors cession ont baissé de 5,8%, en liaison essentiellement avec les difficultés de facturation des consommations.

II.5.4.2 L'eau

La production de l'eau potable a enregistré une légère hausse de 0,9% en 2017 à 117 millions de m³. A l'inverse, les volumes facturés hors cession ont diminué de 10,1% à 62 millions de m³ d'eau, consécutivement aux nombreux problèmes de fuites d'eau observées dans le réseau de distribution, de fraudes détectées et de facturation suite au changement de logiciel clientèle.

II.5.4.3 Les résultats consolidés

Le chiffre d'affaires global du secteur s'est apprécié de 11,5%, s'établissant à 233 milliards de FCFA, essentiellement en raison de la bonne tenue des autres prestations.

La valeur ajoutée et les investissements se sont inscrits à la baisse, respectivement de 12,3% et 41,7%. Les investissements ont été orientés vers le renouvellement des équipements et la finalisation des projets initiés antérieurement.

Parallèlement, les effectifs ont baissé de 0,6% à 1 971 agents, alors que la masse salariale s'est consolidée de 14,8% à 31 milliards de FCFA, sous l'effet du paiement des droits de départ.

II.5.5 Les autres industries de transformation

Les autres industries de transformation comprennent la chimie, les matériaux de construction, la seconde transformation des métaux.

En 2017, l'activité des autres industries de transformation s'est repliée, en lien avec les contreperformances dans les secteurs BTP et parapétrolier.

II.5.5.1 La chimie

La chimie est composée des sous-branches peintures, gaz industriels, lubrifiants, industrie du matelas, désinfectants et papier à base d'ouate de cellulose.

L'activité de la branche chimique a été morose du fait de la contraction de la demande locale, en liaison avec la conjoncture défavorable dans les secteurs pétrolier et BTP. De même, les difficultés dans l'approvisionnement des intrants et la concurrence des produits importés ont impacté négativement le fonctionnement des industries chimiques. Dans ce contexte, le chiffre d'affaires a baissé de 14,9% pour se situer à 17,7 milliards de FCFA.

Au cours de la même période, les investissements et les effectifs ont régressé respectivement de 57,2% et 5,4%. Par contre, la masse salariale est restée quasi-stable (+0,4%).

Evolution de l'activité des industries chimiques

	2015	2016	2017	17/16
Productions				
- Peintures (tonnes)	4 320	4 544	3 693	-18,7%
- Plastique (tonnes)	131	137	29	-78,8%
- Gaz industriels (m3)	840 819	515 013	701 080	36,1%
- Lubrifiants (tonnes)	3 009	3 202	2 803	-12,5%
- Emballages (unités)	146 959	86 861	244 277	181,2%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	22 119	20 853	17 742	-14,9%
Valeur ajoutée (millions de FCFA)	1 914	1 866	917	-50,9%
Investissements (millions de FCFA)	452	341	146	-57,2%
Masse salariale (millions de FCFA)	320	335	317	-5,4%
Effectifs (nombre d'agents)	3 134	2 796	2 806	0,4%

Sources : Chimie Gabon, Gpl, Sgi, Air Liquide, Pizolub, Satoga, Mousse Industrie, Chimietechnic

Les peintures

La branche de la fabrication de peintures a souffert de la faiblesse des commandes des clients industriels, notamment des secteurs BTP, pétroliers et parapétroliers. Ainsi, la production de peintures a régressé de 18,9% pour se situer à 3 693 tonnes.

Le plastique

Au cours de la même période, le plastique a chuté de 78,8%, soit 29 tonnes, toujours en lien avec la faible demande des opérateurs des BTP et des sociétés pétrolières.

Les gaz industriels

La branche des gaz industriels s'est affermie en 2017, suite à l'amélioration des process et à la fermeté des consommations de l'oxygène et de l'azote liquide par les clients industriels (secteurs minier et agro-alimentaire). Ainsi, la production est passée à 701 080 m³, soit une augmentation de 36% par rapport à 2016.

Les lubrifiants

L'activité de fabrication des lubrifiants a été morose en 2017. En effet, la faiblesse des commandes du marché domestique et la concurrence des produits importés par les marqueteurs et vendeurs indépendants ont induit une baisse de la production de lubrifiants de 12,5% à 2 803 tonnes. A l'inverse, la production des emballages s'est considérablement améliorée (+181,2% à 244 277 unités), du fait des fortes commandes des emballages plastiques par des industries agro-alimentaires, principalement Olam.

II.5.5.2 Les matériaux de construction

Les matériaux de construction sont constitués essentiellement de la production de ciment et d'extraction de sable.

En 2017, la branche des matériaux de construction s'est caractérisée par un tassement de l'activité de fabrication de ciment. En effet, la production a baissé de 4,2% à 341 352 tonnes, en raison de la concurrence exercée par les importateurs de ciment chinois et de la faiblesse des commandes domestiques (BTP et ménages). Cependant, la décision prise par le Gouvernement de suspendre les importations de ciment, en vue d'accompagner l'industrie locale, a permis d'atténuer cette baisse à partir du troisième trimestre. Parallèlement, l'extraction du sable a suivi la même tendance baissière, avec une diminution de la production de 28% à 550 000 m³ en 2017.

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires a enregistré un repli de 3,7% à 33,5 milliards de FCFA. De même, les effectifs ont régressé de 2,6% en 2017 à 221 agents permanents, tandis que la masse salariale et les investissements sont restés quasi-stables.

Evolution des matériaux de construction

	2015	2016	2017	17/16
Production (tonnes)				
Ciment	247 278	356 461	341 352	-4,2%
Sable (m ³)	650 000	764 000	550 000	-28,0%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	29 023	34 773	33 477	-3,7%
Valeur ajoutée (millions de FCFA)	9 036	5 927	5 271	-11,1%
Investissements (millions de FCFA)	167	25 230	25 262	0,1%
Masse salariale (millions de FCFA)	2 202	2 272	2 279	0,3%
Effectifs (nombre d'agents)	220	227	221	-2,6%

Sources : CIMAF, Cimgabon, Sablière d'Owendo

II.5.5.3 La seconde transformation des métaux

La seconde transformation des métaux comprend la chaudronnerie, la construction navale, la charpente métallique, la mécanique et la fabrication des tôles en aluminium. Le recyclage des métaux et la fonderie permettent la transformation à chaud des aciers pour produire du fer à béton, des lingots de plomb, de cuivre, d'aluminium et des granulés plastiques.

En 2017, l'industrie de la seconde transformation des métaux a enregistré un fléchissement de son activité. En effet, malgré la bonne tenue de la production des lingots (plomb, aluminium et cuivre) et des batteries pour véhicules par les unités implantées dans la ZERP de Nkok, la production consolidée a fléchi de 20,7% pour se situer à 17 801 tonnes. Cette situation est imputable à la concurrence des importations de tôles et de fer à béton qui a gêné l'écoulement de la production locale confrontée à des problèmes de compétitivité.

Cependant, la bonne tenue des exportations de lingots d'aluminium a induit une légère hausse du chiffre d'affaires de 0,9% à 88,2 milliards de FCFA.

Parallèlement, en matière d'emploi, l'implantation des usines de recyclage des métaux dans la ZERP de Nkok a entraîné une amélioration des effectifs de 8,8% à 558 personnes, représentant une masse salariale de 4,8 milliards de FCFA.

Evolution de la seconde transformation des métaux

	2015	2016	2017	17/16
Production (en tonnes)	7 449	22 456	17 801	-20,7%
Tôles	2 399	3 134	1 718	-45,2%
Fers à béton	2 627	14 503	11 674	-19,5%
Tubes carrés	0	1 205	210	-82,6%
Lingots	2 423	3 613	4 200	16,2%
Batteries d'automobile (unités)	-	300	935	211,7%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	37 017	87 382	88 153	0,9%
Masse salariale (millions de FCFA)	4 877	4 490	4 849	8,0%
Effectifs (nombre d'agents)	247	513	558	8,8%

Sources: Sotralga, Acieries du Gabon, Friedlander, Comerg, Hai Sheng, CDG, Metalco, Sogametal, Africa Alloys

II.5.5.4 L'industrie minière

En 2017, la transformation de manganèse au sein du Complexe Métallurgique de Moanda (CMM) s'est caractérisée par une embellie de son activité, avec la montée en puissance des usines de silico-manganèse et de manganèse métal, dans un contexte favorable marqué par l'amélioration des prix sur le marché international de la sidérurgie. Ainsi, la production totale a progressé de 37,2% par rapport à 2016 pour atteindre 27 886 tonnes et ce, malgré les avaries des deux fours en cours d'année entraînant des interruptions de fonctionnement des machines. Cette évolution a été portée principalement par la production du Silico-manganèse qui a fait un bond de 43,2%, pendant que le manganèse métal augmentait de 20,1% à 6 310 tonnes

Parallèlement, le chiffre d'affaires s'est amélioré de 76,5% à 19,36 milliards de francs CFA, sous l'effet de la fermeté des prix mondiaux des alliages de manganèse. Les effectifs ont légèrement progressé de 1,15% à 440 employés.

Evolution de l'activité de transformation de manganèse (CMM)

	2015	2016	2017	17/16
Production Silico Manganèse (SiMn)	14 547	15 067	21 576	43,2%
Production Manganèse Métal (Mn Métal)	1 807	5 256	6 310	20,1%
Production Totale	16 354	20 323	27 886	37,2%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	7 389	10 970	19 359	76,5%
Effectifs	433	435	440	1,1%

Source : Complexe Métallurgique de Moanda (CMM)

II.5.6 L'imprimerie, l'édition et la presse

II.5.6.1 L'imprimerie

L'activité de l'imprimerie s'est détériorée au cours de l'année 2017, en raison de la contraction des commandes des principaux clients, notamment l'Etat. Cela a entraîné une chute du chiffre d'affaires de près de 30% à 7,6 milliards de FCFA.

Les investissements, en régression de 39,5%, ont été essentiellement orientés vers l'acquisition de nouveaux équipements pour une valeur de près de 2,5 milliards de FCFA. Cette tendance baissière a aussi affecté les effectifs qui se sont repliés de 12,5% à 196 personnes pour une masse salariale de 2,6 milliards de FCFA.

Evolution de l'imprimerie

	2015	2016	2017	17/16
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	9 951	10 908	7 649	-29,9%
Valeur ajoutée (millions de FCFA)	5 084	5 856	3 399	-42,0%
Investissements (millions de FCFA)	4 148	4 116	2 492	-39,5%
Masse salariale (millions de FCFA)	2 488	2 639	2 558	-3,1%
Effectifs (nombre d'agents)	206	224	196	-12,5%

Sources : Multipress, Sgit, Imprelux, Isj.

II.6 LE BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

En 2017, l'activité du secteur BTP a été morose en raison de la faiblesse de la commande publique, compte tenu des difficultés budgétaires. Ainsi, la production consolidée s'est inscrite en chute de 43% à 159,4 milliards de FCFA. Ce déclin est lié, entre autres, à l'arrêt de la plupart des chantiers de construction, au retard des paiements de l'Etat sur de nombreux projets, à la lenteur dans la passation des marchés publics et au ralentissement observé sur certains chantiers.

Dans ces conditions, on a enregistré la fermeture de certaines entreprises, la mise en chômage technique et le licenciement du personnel, entraînant une réduction des effectifs du secteur de 13,6% à 4 424 agents. Cela a induit une contraction de 16,6% de la masse salariale à 24,8 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité des BTP

(en millions de FCFA)	2015	2016	2017	17/16
Production vendue	167 189	279 820	159 430	-43%
- Bâtiment-génie-civil	156 531	256 219	145 180	-43,3%
- Lignes eau, électricité, téléphone	10 658	23 601	14 250	-39,6%
Valeur ajoutée	26 837	43 204	21 984	-49,1%
Investissements	16 873	25 693	14 406	-43,9%
Masse salariale	18 784	29 752	24 803	-16,6%
Effectifs permanents	1 933	5 123	4 424	-13,6%

Sources: SocobaEdtpl, Sericom-Santuillo, Colas Gabon, Sinohydro, MikaServices, Sobeia, Acciona, Cgpr, Avantis, Sogacer, Groa, Htpg, Cetex, Lnbtg, Socotp, Cseec, Nuez et Fils, Afcons, Crbc, SogafricServices, BouyguesEnergies et Services, Seteg, ETE, ShanghaiConstruction, Facoconstruction, DragagesGabon et Corail BTP.

II.7 LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT

Le secteur des transports au Gabon compte quatre branches, représentant les différents moyens de transport les plus courants. Il s'agit du :

- Transport ferroviaire ;
- Transport aérien ;
- Transport maritime et fluvial ;
- Transport terrestre.

Les auxiliaires de transport viennent en complément des opérateurs œuvrant dans les branches citées ci-dessus. Ces auxiliaires sont des partenaires spécialisés dans l'organisation du transport des marchandises (manutentionnaires, transitaires, commissaires de transport, etc..).

II.7.1 Le transport ferroviaire

L'activité ferroviaire a enregistré de bonnes performances en 2017 au regard de l'évolution ascendante des principaux indicateurs. En effet, le volume global de marchandises acheminées par rails a augmenté de 38,2%, soit 5,9 millions de tonnes contre 4,2 millions en 2016. Cette évolution est attribuable à la bonne tenue des principaux secteurs utilisateurs de ce moyen de transport, notamment la hausse d'activité enregistrée dans les mines et le bois.

Parallèlement, le nombre de passagers transportés s'est consolidé à 321 705 personnes, en hausse de 15,6%, en raison d'une meilleure régularité des trains voyageurs.

Evolution de l'activité du transport ferroviaire

(en tonne)	2015	2016	2017	17/16
Total marchandises transportées	4 321 361	4 245 112	5 866 173	38,2%
Grumes	340 039	375 603	404 977	7,8%
Bois débités	32 347	37 895	51 956	37,1%
Manganèse	3 663 951	3 411 479	5 000 488	46,6%
Produits pétroliers	60 851	50 740	63 924	26,0%
Autres marchandises	224 173	369 395	344 828	-6,7%
Passagers (en nombre)	215 221	278 316	321 705	15,6%

Sources : DGEPPF, Setrag

Sur le plan financier, le chiffre d'affaires s'est apprécié de près de 18% à 67 milliards de FCFA. Parallèlement, destinés en grande partie aux travaux de réfection de la voie ferrée, les investissements se sont accrus de 61% à 29 milliards de FCFA.

Evolution des performances du transport ferroviaire

(en milliards de FCFA)	2015	2016	2017	17/16
Chiffre d'affaires	51	57	67	17,7%
Valeur ajoutée	21	32	36	12,5%
Investissements	19	18	29	61,0%
Masse salariale	22	19	19	-
Effectifs (nombre d'agents)	1 238	1 110	1 032	-7,0%

Sources : DGEPPF, Setrag

II.7.2 le transport aérien

En 2017, l'activité de la branche du transport aérien s'est une nouvelle fois repliée. En effet, les mouvements commerciaux des avions ont baissé de 9,6%, imputable aussi bien au réseau domestique (-18,7%) qu'à l'international. Le nombre de passagers et le fret ont également reculé respectivement de 4,6% et 11,1%.

Evolution de l'activité aérienne

	2015	2016	2017	17/16
Mouvements avions commerciaux	26 316	21 510	19 444	-9,6%
- réseau domestique	13 268	10 369	8 432	-18,7%
- réseau international	13 048	11 141	11 012	-1,2%
Nombre passagers	939 699	855 145	815 938	-4,6%
- vols domestiques	267 179	228 489	192 363	-15,8%
- vols internationaux	540 774	488 769	500 231	2,3%
- en transit	131 746	137 887	123 344	-10,5%
Volume du fret (tonnes)	15 183	13 752	12 219	-11,1%
- réseau domestique	1 093	736	580	-21,2%
- réseau international	14 090	13 016	11 639	-10,6%

Source : Aéroport de Libreville (ADL)

II.7.2.1 Le trafic aérien national

Les mouvements commerciaux des avions au niveau du trafic aérien national ont baissé de 18,7% à 8 432 vols, suite à la cessation des activités d'Afric aviation. Le recul du nombre de passagers transportés confirme cette tendance en affichant une baisse de 15,8%.

II.7.2.2 Le trafic aérien international

Au niveau international, les mouvements commerciaux des avions ont connu une légère baisse de 1,2%, attribuable aux difficultés d'exploitation de South Africa qui n'a effectué que la moitié de ses mouvements et du manque de dynamisme d'Ethiopian Airlines. Cependant, le nombre de passagers a affiché une hausse de 2,3%, traduisant une amélioration du taux de remplissage des avions.

II.7.2.3 Les résultats des compagnies aériennes.

La tendance négative observée dans le secteur aérien s'est traduite par une baisse du chiffre d'affaires de 3,2% à 43,5 milliards de FCFA. Par ailleurs, les autres indicateurs ont affiché des résultats en hausse, notamment les effectifs (+2,8%) et la masse salariale (+4,1%).

Evolution des performances du transport aérien

(en milliards de FCFA)	2015	2016	2017	17/16
Chiffre d'affaires	52,94	44,94	43,5	-3,2%
Masse salariale	1,8	1,71	1,78	4,1%
Effectifs (nombre d'agents)	221	218	224	2,8%

Sources : Air France, NRT, SOLENTA

II.7.3 Le transport maritime

II.7.3.1 Le transport maritime

En 2017, le transport maritime s'est caractérisé par des contre-performances, induisant une régression du chiffre d'affaires de 32,6% à 52,2 milliards de FCFA. Cette situation se justifie par un effritement des parts de marché des principaux opérateurs, du fait principalement du ralentissement de l'activité économique globale.

Evolution des performances du transport maritime

(en milliards de FCFA)	2015	2016	2017	17/16
Chiffre d'affaires	89,3	77,47	52,21	-32,6%
Valeur ajoutée	20,6	18,64	18,16	-2,6%
Masse salariale	27,7	20,93	19,6	-6,4%
Investissements	7,5	2,87	1,18	-58,9%
Effectifs (nombre d'agents)	842	1449	1389	-4,1%

Sources : CMA CGM Gabon, MCTT Gabon, Bolloré Gabon, SMIT Inter, ORTEC, Maersk

II.7.3.2 Les activités portuaires

L'activité dans les différents ports du pays s'est affermie en 2017. En effet, les mouvements des bateaux se sont accrus de 15,2%, tandis que le volume global de marchandises manipulées a augmenté de 54,6% à 14,78 millions de tonnes. Ces résultats appréciables sont en lien avec la bonne tenue de l'activité minière et de la mise en service des nouveaux ports du groupe Olam.

Bilan activité portuaire

(en tonnes)	2015	2016	2017	17/16
Mouvements des bateaux (nombre)	1 603	1 683	1 938	15,2%
Volume total de marchandises	10 879 095	9 556 634	14 777 536	54,6%
Produits forestiers	520 173	450 730	331 150	-26,5%
Manganèse	3 807 520	3 060 503	6 350 986	107,5%
Autres marchandises	6 551 402	6 045 401	8 095 400	33,9%

Sources : Port d'Owendo, Port de Port-Gentil, Port Mole et le Port Minéralier d'Olam

Le port d'Owendo

L'activité du port sous douane d'Owendo s'est affermie en 2017. Ainsi, les mouvements des bateaux ont augmenté de 3,3%. Dans le même temps, le volume global de marchandises manipulées a progressé de 33,5%, soit 7,2 millions de tonnes, en raison du relèvement des quantités exportées de manganèse (72,2%).

Evolution de l'activité du port d'Owendo

(en tonnes)	2015	2016	2017	17/16
Mouvements des bateaux (nombre)	581	584	603	3,3%
Volume total de marchandises	5 626 190	5 393 525	7 200 309	33,5%
Bois débités	446 773	377 169	259 199	-31,3%
Manganèse	2 978 982	3 060 503	5 269 410	72,2%
Autres marchandises	2 200 435	1 955 853	1 671 700	-14,5%

Source : Oprag

Le port de Port-Gentil

L'activité au niveau du port sous douane de Port Gentil a affiché des résultats mitigés. Les mouvements de bateaux ont reflué de 5,4%, pendant que le volume global de marchandises a augmenté de 33,5%, sous l'effet du relèvement du niveau des autres marchandises.

Evolution de l'activité au port de Port-Gentil

(en tonnes)	2015	2016	2017	17/16
Mouvements des bateaux (nombre)	249	168	159	-5,4%
Volume total de marchandises	388 082	405 956	541 958	33,5%
Produits forestiers	57 475	73 561	71 951	-2,2%
Autres marchandises	330 607	332 395	470 007	41,4%

Source : OPRAG Libreville

Port Môle

L'activité consolidée entre le port Môle et les différents Beachs de Libreville laisse paraître une embellie en 2017. En effet, les rotations des bateaux ont augmenté de 22,6%, pendant que le volume global des marchandises s'est relevé de 50,3% à 5,5 millions de tonnes, sous l'effet de l'évacuation des granulats (gravier et latérite). De même, le volume livré de poisson a doublé pour atteindre 2 184 tonnes.

Evolution de l'activité au port Môle

(en tonnes)	2015	2016	2017	17/16
Mouvements des bateaux (nombre)	773	931	1 141	22,6%
Volume total de marchandises (en tonnes)	4 159 703	3 698 203	5 558 125	50,3%
Poissons	849	1 058	2 184	106,4%
Autres marchandises	4 158 854	3 697 145	5 555 941	50,3%
Nombre de passagers	11 229	11 454	10 800	-5,7%

Source : OPRAG Libreville

Port minéralier d'Olam

La mise en service des nouveaux ports minéraliers et cargo d'Olam ont dynamisé l'activité portuaire au niveau national à travers l'augmentation des capacités. Ainsi, le volume global de marchandises manipulées dans le port minéralier s'est situé à 1,5 million de tonnes, essentiellement des minerais de manganèse (Ndjolé et Franceville) et du clinker de Cimaf en provenance du Maroc.

II.7.4 Les auxiliaires de transport

La branche des auxiliaires de transport est très composite : Elle regroupe l'ensemble des entreprises dont l'activité est focalisée sur les différentes prestations de transport. On y retrouve :

- Les entités ayant en charge la gestion et l'entretien des domaines publics (OPRAG, GPM, ADL, ASECNA) ;
- Les agences de voyages (Mistral voyages, Eurafrique voyages, Global voyages, etc.) ;
- Les sociétés réalisant les opérations de déménagements nationaux et internationaux (AGS, CIG, etc.) ;
- Les sociétés de transit, d'acconage, de consignation, de manutention et logistique Maritime (SDV, TTG, NECOTRANS, etc.).

Les auxiliaires de transport ont continué de pâtir de la persistance du ralentissement général de l'économie, d'où les contreperformances observées durant l'année 2017. Par conséquent, le chiffre d'affaires cumulé a baissé de 7,8%, alors que les effectifs et la masse salariale progressaient respectivement de 5,7% et 2%.

Evolution de l'activité des auxiliaires de transport

(en milliards de FCFA)	2015	2016	2017	17/16
Chiffre d'affaires	82,9	75,9	70,0	-7,8%
Valeur ajoutée	52,1	30,3	28,8	-5,0%
Masse salariale	24,4	19,6	20,0	2,0%
Investissements	7,8	4,2	7,1	69,0%
Effectifs (nombre d'agents)	1 589,0	1 281,0	1 354,0	5,7%

Sources: Dps,Btl Gabon,Adl,Hpg,Saga Gabon, Snat Gabon,Oct Gabon

II.8 LES TELECOMMUNICATIONS

Le secteur courriers et télécommunications est constitué des sociétés intervenant dans :

- la transmission radiotélévisée et l'approvisionnement des fournitures d'accès à internet ;
- la distribution du courrier, des colis et la vente des boîtes aux lettres ;
- l'acheminement du courrier express ;
- la téléphonie mobile et filaire ;
- la commercialisation et l'installation des équipements pour le réseau de la télévision par satellite.

La branche des télécommunications a été marquée par le retrait de la licence à AZUR Gabon par l'ARCEP. Par ailleurs, les opérateurs de téléphonie mobile ont poursuivi la couverture nationale en technologie 3G/4G.

Le secteur des télécommunications a été globalement marqué par des performances mitigées en 2017. En effet, le nombre d'abonnés au mobile a reculé de 0,8% pour se situer à environ 2,7 millions. Cependant, le téléphone filaire a consolidé ses performances enregistrées en début d'année avec 21 235 abonnés, en progression de 12,6% par rapport à 2016. Parallèlement, les abonnés à internet GSM ont augmenté de 15,4% sur la période pour atteindre un peu plus de 1,76 million de personnes, en liaison avec le déploiement de la fibre optique et de la technologie 3G/4G.

Evolution du nombre d'abonnés

	2015/	2016	2017	17/16
Téléphone ordinaire	18 758	18 866	21 235	12,6%
Téléphone cellulaire	2 618 547	2 684 517	2 663 254	-0,8%
Total abonnés téléphone	2 637 305	2 703 383	2 684 489	-0,7%
Nombre abonnés ADSL	10 800	12 768	14 747	15,5%
Nombre abonnés Internet Mobile (GSM)	970 140	1 526 163	1 761 403	15,4%
Total abonnés Internet	980 940	1 538 931	1 776 150	15,4%
Nombre d'abonnés Télévision Satellitaire	243 852	252 344	285 747	13,2%

Sources : Gabon-télécom-Moov, air tel Gabon, groupe canal Gabon, digital africa(TNT), SAT con.

Le dynamisme des distributeurs de kits pour la télévision satellitaire, à travers de nombreuses offres promotionnelles, a induit une augmentation du nombre d'abonnés de 13,2%, soit 285 747 clients actifs.

Dans un contexte de concurrence et de tarifs promotionnels, le chiffre d'affaires des opérateurs s'est contracté de 2,3% pour s'établir à 258,9 milliards de FCFA. On note néanmoins une hausse de la part du chiffre d'affaires liée aux ventes d'internet.

Par contre, la valeur ajoutée du secteur télécommunications a enregistré une hausse de 35,5%, imputable à l'utilisation des services et prestations de haute technologie par les opérateurs.

Evolution des performances du secteur courriers et télécommunications

(en milliards de FCFA)	2015	2016	2017	17/16
Chiffre d'affaires	283,3	264,9	258,9	-2,3%
Valeur ajoutée	75,7	80,4	109,0	35,5%
Masse salariale	47,0	32,5	40,6	24,9%
Investissements	67,3	39,4	78,8	100%
Effectifs (nombre d'agents)	2 152	2 267	1 791	-21%

Sources : Gabon-télécom-Moov, air tel Gabon, groupe Canal Gabon, digital africa (TNT), SAT con, La Poste SA, Gabcel, l'Aninf et DHL.

Les investissements ont doublé pour se situer à 78,8 milliards de FCFA. Ils ont servi à la fiabilisation et à l'amélioration de la qualité du réseau, ainsi qu'à la poursuite de la couverture nationale en téléphonie mobile et en télévision satellitaire.

Les effectifs ont baissé de 21% à 1 791 employés, alors que la masse salariale a augmenté de 24,9% à 40,6 milliards de FCFA.

II.9 LE COMMERCE

Le secteur commerce est composé de l'ensemble des entreprises spécialisées dans le négoce. Il compte cinq branches :

- le commerce général structuré, qui concerne une gamme élargie de produits à savoir : l'alimentation, la quincaillerie, l'habillement et les cosmétiques ;
- le commerce des véhicules, représenté par les concessionnaires agréés regroupés au sein de l'Union des représentants des automobiles industriels (URAI) ;
- le commerce des produits pétroliers, assuré par le groupe des professionnels pétroliers (G.P.P) ;
- le commerce des produits pharmaceutiques, exercé par Pharmagabon et Ubipharm Gabon qui distribuent les produits pharmaceutiques à l'ensemble des pharmacies sur le territoire national ainsi que les organismes publics (CNSS).

Le chiffre d'affaires consolidé du commerce a reculé de 2,7% à 978,8 milliards de FCFA, suite au changement des habitudes des consommateurs induit par la crise. La valeur ajoutée a également régressé de 1,9% pour s'établir à 126,3 milliards de FCFA.

Pour la seconde année consécutive, les investissements ont baissé, en lien avec le report de nombreux projets. La masse salariale et les effectifs ont enregistré un repli respectivement de 1,6% et 5,6%.

Evolution des indicateurs consolidés du secteur commerce

(en milliards de FCFA)	2015	2016	2017	17/16
Chiffre d'affaires	1 198,3	1 006,1	978,8	-2,7%
Valeur ajoutée	116,4	128,7	126,3	-1,9%
Investissements	43,7	25,2	24,6	-2,3%
Masse salariale	46,9	38,6	38,0	-1,6%
Effectifs (nombre d'agents)	5 786	6 162	5 820	-5,6%

Source : L'échantillon d'entreprises du secteur commerce

II.9.1 Le commerce général structuré

En 2017, le commerce général structuré a enregistré un fléchissement de 9% de son chiffre d'affaires qui s'est établi à 466,6 milliards de FCFA. La branche continue de pâtir des effets de la morosité économique qui a affecté la demande domestique.

La valeur ajoutée a suivi la même tendance baissière, soit -15%, plombée par le poids des charges. Les investissements sont restés stables à 11,5 milliards de FCFA.

Les effectifs ont fléchi de 4,7% à 4 624 agents tandis que la masse salariale a augmenté de 2,9% du fait du paiement de primes exceptionnelles.

Evolution du commerce général structuré

(en milliards de FCFA)	2015	2016	2017	17/16
Chiffre d'affaires	527,7	512,7	466,6	-9,0%
Valeur ajoutée	53,0	79,1	67,3	-15,0%
Investissements	27,6	11,5	11,5	-
Masse salariale	24,8	20,2	20,8	2,9%
Effectifs (nombre d'agents)	4 382	4 851	4 624	-4,7%

Source : Ceca-Gadis, Bernabe Gabon, Bati-Plus, HMD, Nestlé Gabon, Cedicom, Sipagel, Gipa, Centre Affaires, Les Matériaux Réunis, Diesel Gabon, Bricorama, Gabon Meca, Royal Plaza, APC, Electra, Mbolo, San, Davum, CGE, Prix Import, Gabonaise de Chimie.

II.9.2 Le commerce des véhicules

Le commerce des véhicules utilitaires neufs a enregistré en 2017 une nouvelle contraction des quantités vendues, en raison de la faiblesse des commandes des ménages, des entreprises et de l'Etat, ainsi que du dynamisme du secteur informel, notamment des véhicules d'occasion. Ainsi, le nombre de véhicules neufs vendus en 2017 a chuté de 21,4% pour se situer à 2 508 unités. En conséquence, le chiffre d'affaires a reculé de 10,7% en liaison avec la contraction de la demande intérieure.

Dans le même temps, la valeur ajoutée s'est repliée de 2,2%. La masse salariale et les effectifs ont aussi diminué respectivement de 7,8% et 13,7%. A l'inverse, les investissements ont connu une évolution ascendante en se consolidant à 5,9 milliards de FCFA (+47,5%).

Evolution du commerce des véhicules

(en milliards de FCFA)	2015	2016	2017	17/16
Ventes de véhicules neufs (nombre)	3 627	3 190	2 508	-21,4%
Chiffre d'affaires	121,4	116,6	104,2	-10,7%
Valeur ajoutée	17,0	18,3	17,9	-2,2%
Investissements	5,7	4,0	5,9	47,5%
Masse salariale	9,7	8,9	8,2	-7,8%
Effectifs (nombre d'agents)	782	699	603	-13,7%

Source : Toyota Gabon, Sodim TP, CFAO, Tractafic Motors, Tractafic Equipement, Géant 241.

II.9.3 Le commerce des produits pétroliers

Les ventes des produits pétroliers se sont contractées de 3,4% pour s'établir à 653 443 tonnes métriques. Ce repli des ventes s'explique par la faible consommation par les principaux clients (SEEG, BTP et exploitants forestiers) des produits pétroliers, notamment du gasoil et surtout du kérosène en raison de la morosité de l'économie.

La valeur ajoutée a augmenté de 40% à 33,2 milliards de FCFA, tandis que les investissements ont reculé de 2,9% et ont concerné l'équipement et la réfection des stations. La masse salariale et les effectifs ont baissé respectivement de 7% et 1,7%.

Evolution du commerce des produits pétroliers

(en milliards de FCFA)	2015	2016	2017	17/16
Ventes en volumes (TM)	741592	676235	653443	-3,4%
Chiffre d'affaires	486,1	311,9	343,8	10,2%
Valeur ajoutée	39,2	23,7	33,2	40%
Investissements	8,7	6,8	6,6	-2,9%
Masse salariale	10,9	7 825,7	7 278,2	-7,0%
Effectifs (nombre d'agents)	400	421	414	-1,7%

Sources : Total Marketing, Petro Gabon, Engen, Olybia, SGEPP

II.9.4 Le commerce des produits pharmaceutiques

Le commerce des produits pharmaceutiques a généré un chiffre d'affaires de 60,2 milliards de FCFA en 2017 contre 59,8 milliards l'année précédente, soit une légère hausse de 0,6%, résultant, entre autres, de l'élargissement de la couverture santé par la CNAMGS, de l'amélioration du suivi de la clientèle et de l'accroissement du nombre de pharmacies.

La valeur ajoutée est en progression de 10,7% à 7,2 milliards de FCFA, contrairement aux investissements qui ont chuté de 78,5%, du fait de la finalisation des travaux de construction des nouveaux sièges des deux opérateurs en charge de la distribution des produits sur le marché national.

Les effectifs se sont légèrement consolidés de 2,1% au cours de la période sous-revue pour une masse salariale stable.

Evolution du commerce des produits pharmaceutiques

(en milliards de FCFA)	2015	2016	2017	17/16
Chiffre d'affaires	56,81	59,8	60,2	0,6%
Valeur ajoutée	6,19	6,5	7,2	10,7%
Investissements	1,61	2,8	0,6	-78,5%
Masse salariale	1,3	1,4	1,4	-
Effectifs (nombre d'agents)	184	142	145	2,1%

Sources : Pharmagabon, Ubipharma Gabon

II.9.5 La distribution des ouvrages et périodiques

En 2017, l'activité de la branche s'est caractérisée par la chute du chiffre d'affaires de 21,1% à 4 milliards de FCFA. Cette réduction de l'activité est liée au repli continu du pouvoir d'achat des ménages, ainsi qu'à la concurrence de l'internet et à l'émergence d'autres supports de communication. Par ailleurs, la contrefaçon des ouvrages scolaires est un des éléments explicatifs de cette évolution.

Evolution du commerce des ouvrages

(en millions de FCFA)	2015	2016	2017	17/16
Chiffre d'affaires	6 288	5 057	3 990	-21,1%
Valeur ajoutée	1 000	1 037	747	-28,0%
Investissements	34	68	6	-91,1%
Masse salariale	290	275	240	-12,7%
Effectifs (nombre d'agents)	38	49	34	-30,6%

Source : Sogapresse

II.10 LES AUTRES SERVICES

Le secteur des autres services regroupe les services rendus aux particuliers, les services de mécanique générale, les services immobiliers, les services rendus aux entreprises et les services parapétroliers. Globalement, le chiffre d'affaires du secteur des autres services est en repli de 5,8% à 122,6 milliards de FCFA.

Evolution des indicateurs consolidés des autres services

(en millions de F CFA)	2015	2016	2017	17/16
Chiffre d'affaires	125 840	130 219	122 616	-5,8%
Valeur ajoutée	55 287	44 215	47 995	8,5%
Investissements	16 181	6 444	5 031	-21,9%
Masse salariale	29 735	46 015	41 712	-9,4%
Effectifs (nombre d'agents)	4 718	8 796	8 493	-3,4%

Sources : Echantillon des entreprises des autres services.

II.10.1 Les services rendus aux particuliers

Les services rendus aux particuliers regroupent les activités de décoration, des jeux et loisirs, de la photographie, des auto-écoles, des services médicaux, des pompes funèbres, etc.

En 2017, le chiffre d'affaires des services rendus aux particuliers a reculé de 6,9% à 47,635 milliards de FCFA, en raison de l'atonie de l'activité économique dans certains secteurs et de la cessation au mois d'octobre de la deuxième activité (Bet 241) de la société PMUG compte tenu de la faible rentabilité.

Corrélativement, la valeur ajoutée a baissé de 8,5% à 21 milliards de FCFA. De même, les effectifs et la masse salariale ont diminué respectivement de 0,7% à 1 609 employés et de 5,2% à environ 10,8 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité des services rendus aux particuliers

(en millions de FCFA)	2015	2016	2017	17/16
Chiffre d'affaires	54 368	51 170	47 635	-6,9%
Valeur ajoutée	25 756	23 013	21 060	-8,5%
Investissements	4 447	3 436	3 038	-11,6%
Masse salariale	12 349	11 384	10 795	-5,2%
Effectifs (nombre d'agents)	1750	1621	1609	-0,7%

Sources : El Rapha, Médical Optique, Cabinet de groupe des Médecins, Staff, Sgjl, Sgcl, Pmug, Franstel, Evenements, Labo Color, Gabosep, Casepqa, Gesparc

II.10.2 Les services immobiliers

Les services immobiliers comprennent les transactions immobilières, le syndic d'immeubles, la location, la vente, la gestion du patrimoine et la maîtrise d'ouvrages.

En 2017, le chiffre d'affaires de la branche des services immobiliers a enregistré une régression de 28,6% à près de 3,8 milliards de FCFA. Cette contreperformance est liée à la morosité économique, en l'absence de nouvelles constructions portées par des entreprises majors et ce, malgré l'important déficit en logements.

Evolution de l'activité des services immobiliers

(en millions de FCFA)	2015	2016	2017	17/16
Chiffre d'affaires	5 557	5 317	3 797	-28,6%
Valeur ajoutée	2 063	2 339	662	-71,7%
Investissements	1 448	1 263	306	-75,8%
Masse salariale	2 691	1 737	1 603	-7,7%
Effectifs (nombre d'agents)	184	154	146	-5,2%

Sources : Agences n°1, AIL, Alliance, SNI, SCI Equateur IV, BICP, AICI

II.10.3 Les services rendus aux entreprises

Les services comptables, juridiques et fiscaux, les services informatiques, les bureaux d'études, de contrôles et d'expertises techniques, la location de matériels et la mise à disposition de personnels composent les services rendus aux entreprises.

Le chiffre d'affaires de la branche a décliné de 3,9% à 52,7 milliards de FCFA en 2017. Cette évolution est consécutive à la morosité du secteur pétrolier, à la perte et à la non-reconduction de certains contrats, mais également aux difficultés de recouvrement des créances et à la concurrence des structures informelles.

Evolution de l'activité des services rendus aux entreprises

(en millions de FCFA)	2015	2016	2017	17/16
Chiffre d'affaires	47 816	54 836	52 687	-3,9%
Valeur ajoutée	24 043	15 722	23 707	50,8%
Investissements	9 643	1 080	1 341	24,2%
Masse salariale	12 645	30 856	27 464	-11,0%
Effectifs (nombre d'agents)	2536	6758	6478	-4,1%

Sources : CFAO technologies, Deloitte Touche Tohmatsu, Deloitte juridique et fiscal, Ernst & Young, Bureau Veritas, PWC, PWC tax&legal, GPS, GBM, FEAG, CIS, SGS.

II.10.4 Les services de mécanique générale

Cette branche renferme les entreprises dont l'activité principale est la vente des pièces détachées et la réparation des véhicules, d'engins lourds et autres moteurs.

L'activité de la branche de mécanique générale s'est contractée en 2017, du fait de l'absence d'investissements d'envergure dans le secteur des BTP et de la crise dans le secteur pétrolier. Cela a entraîné la fermeture et la mise en liquidation de plusieurs entreprises, d'où une baisse des commandes en pièces détachées et l'annulation de certains contrats de réparation. Dans ce contexte, le chiffre d'affaires a baissé de 2,1% à 18,5 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité des services de mécanique générale

(en millions de FCFA)	2015	2016	2017	17/16
Chiffre d'Affaires	18 099	18 896	18 497	-2,1%
Valeur Ajoutée	3 425	3 140	2 566	-18,3%
Investissements	644	665	346	-48,0%
Masse salariale	2 050	2 039	1 851	-9,2%
Effectifs (nombre d'agents)	248	263	260	-1,1%

Sources: Pea, Gsa, Big, Ecig, Deselec, Mega Services, Sorelec

II.11 L'HOTELLERIE ET LA RESTAURATION

L'hôtellerie, la restauration, le tourisme et loisirs demeurent un secteur en perpétuelle évolution tant sur le plan du cadre juridique (révision de textes, lois et règlements) que sur le plan des infrastructures (poursuite des travaux de réhabilitation et /ou extension, implantation de nouvelles structures).

Sont concernés par ces mutations, les opérateurs économiques dont les activités portent sur :

- l'hébergement (hôtels, résidences, auberges, motels) ;
- la restauration (restaurants, snack bars, cafétérias) ;
- le tourisme (agences de voyage, réserves et sites touristiques, centres de loisirs).

II.11.1 L'hôtellerie

La branche est composée de trois segments :

- la grande hôtellerie (hôtels de dimension internationale gérés par des grands groupes tels que Waly hôtel and Resort, les chaînes intégrées de type Legacy et les privés) ;
- la moyenne hôtellerie (les structures de moyenne capacité d'une à trois étoiles) ;
- l'hébergement touristique commercial non hôtelier, souvent appelé petite hôtellerie (location saisonnière d'appartements meublés, les chambres et maisons d'hôtes).

II.11.1.1 L'hôtellerie de classe internationale

La branche hôtelière de dimension internationale a enregistré une embellie en 2017, du fait de la tenue d'évènements d'envergure tels que l'organisation de la course cycliste Amissa Bongo, des CAN de football senior, junior et d'handball, ainsi que les visites d'hôtes de marque, etc. Ainsi, le nombre des clients ayant séjourné dans les hôtels de dimension internationale a progressé de 13,3%, induisant une amélioration du taux d'occupation des chambres de 2,12 points à 41% contre 38,8% en 2016.

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires s'est amélioré de 19,5% à 24,5 milliards de FCFA, malgré la baisse du prix moyen de la chambre de 4% liée à la politique adoptée par les hôtels pour reconquérir la clientèle. Au cours de la même période, les effectifs ont été réduits de 3,1% entraînant un recul de 8,9% de la masse salariale.

Evolution de l'activité des hôtels de classe internationale

(en milliards de FCFA)	2015	2016	2017	17/16
Chiffre d'affaires	22,76	20,562	24,563	19,5%
Nombre de clients	175 572	146 940	166 487	13,3%
Taux d'occupation %	42,44	38,88	41	5,4%
Prix moyen/chambre (en FCFA)	109 968	89 580	85 980	-4,0%
Masse salariale	5,89	5,582	5,083	-8,9%
Effectifs (nombre d'agents)	860	900	872	-3,1%

Sources : le Geadro, SEHB, Radisson blu& Park inn, Etoile d'or, le Boulevard, le Cristal, Résidence hôtelière du phare, Nomad, ONOMO, Rê-Ndama

II.11.1.2 L'hôtellerie de moyenne capacité

Ce segment est en majorité contrôlé par les nationaux et se retrouve sur l'ensemble du territoire avec une capacité d'accueil en progression continue. En 2017, le chiffre d'affaires des hôtels de moyenne capacité s'est amélioré de 6,9% pour se situer à 1,636 milliard de FCFA. Cependant, au regard de la conjoncture nationale difficile, certaines unités hôtelières ont procédé aux licenciements économiques de leur personnel.

II.11.2 La restauration

Trois segments composent la branche de la restauration :

- les restaurants haut de gamme (situés dans les grands hôtels ou installés en autonomie) ;
- les restaurants de classe moyenne ;
- la restauration collective ou cartering.

Globalement, l'activité de cette branche a connu une embellie portée par d'importants événements ponctuels, notamment l'inauguration du nouveau port, les activités du COCAN liées à l'organisation des CAN de football et d'handball, notamment. Ainsi, malgré la fermeture de certaines structures, le chiffre d'affaires de la restauration collective a progressé de 37,1%, passant de 7,4 milliards de FCFA en 2016 à 10,2 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité de la restauration collective

(en milliards de FCFA)	2015	2016	2017	17/16
Chiffre d'affaires	6,9	7,43	10,19	37,1%
Masse salariale	3,286	2,169	2,519	16,1%
Effectifs (nombre d'agents)	473	397	458	15,4%

Sources : Servair, Ayoba, Newrest

II.12 LES INSTITUTIONS FINANCIERES

Selon la nomenclature officielle, sont considérées comme institutions financières :

- les Banques Créatrices de Monnaie (BCM) ou banques commerciales ;
- les Autres Institutions Bancaires Eligibles au refinancement de la BEAC (AIBE) ou banques de développement ;
- les Autres Institutions Bancaires non Eligibles au refinancement (AIBN) : Caisses Nationales d'Epargne ;
- les Institutions Bancaires en Liquidation (IBL) ;
- les Institutions Financières non Bancaires (IFNB) : Etablissements Financiers, Compagnie d'Assurance et de Réassurance, le Marché financier (Bourse de valeurs) ;
- les Etablissements de Microfinance (EMF).

II.12.1 Les banques commerciales

Au cours de l'année 2017, dix (10) banques en activité ont été recensées dans le secteur bancaire gabonais. Parmi ces dix banques, une (1) est sous administration provisoire et deux (2) sont en cours de liquidation.

Le ralentissement de l'activité constaté sur le précédent exercice s'est poursuivi en 2017. Toutefois, la mise en œuvre des mesures de relance économique initiées par le Gouvernement au cours de l'année et la remontée des cours des matières premières laissent présager d'une vitalité de l'environnement économique et des perspectives plus favorables pour les années suivantes.

En termes de développement de l'offre de services, les établissements de crédits ont enregistré une baisse conjuguée du nombre d'espaces guichets automatiques bancaires (-14,2%) et du nombre de clients bancarisés (-3,3%), malgré la création de deux nouvelles agences.

Structure du secteur bancaire

	2015	2016	2017	17/16
Nombre d'agences	116	133	135	1,5%
Nombre de GAB	217	289	248	-14,2%
Nombre de clients	680 748	752 940	727 822	-3,3%
Effectifs	1 964	2 301	2 318	0,7%
Masse salariale (en milliards de FCFA)	47,0	52,7	53,3	1,1%

Sources : Banques, DGEPP

Les opérations bancaires

L'activité des banques s'articule principalement autour de la collecte des fonds et de l'octroi des crédits aux agents économiques.

Les ressources

En 2017, les ressources bancaires, constituées essentiellement des dépôts à vue et des dépôts à terme de la clientèle (Etat, ménages et entreprises) ont baissé de 10,4% pour s'établir à 1 857,9 milliards de FCFA.

Les dépôts de l'Etat ont régressé de 43,2% à 199,9 milliards de FCFA contre 351,7 milliards un an auparavant. Par ailleurs, les dépôts des ménages et des entreprises ont respectivement baissé de 5,2% à 581,8 milliards de FCFA et de 11,3% à 965,2 milliards.

Evolution des dépôts de la clientèle par type de déposants (en milliards de FCFA)

Clients	2015	2016	2017	17/16
Etat	264,5	351,7	199,9	-43,2%
Ménages	617,0	614,0	581,8	-5,2%
Entreprises	1 187,0	1 088,5	965,2	-11,3%
Autres	35,2	70,8	111,0	-
Total	2 103,7	2 073,8	1 857,9	-10,4%

Sources : Banques, COBAC, DGEPP

Crédits distribués

A fin décembre 2017, l'encours des crédits distribués a reculé de 8,9% à 1 633,2 milliards de FCFA, en rapport avec la politique de rationnement du crédit adopté par les différents établissements bancaires.

Les crédits octroyés à l'Etat ont fléchi de 15,2% à 489,7 milliards de FCFA en décembre 2017. Cette évolution est essentiellement imputable à la mise en application de l'instruction du Régulateur visant à réduire l'exposition des banques sur l'Etat, compte tenu de la dégradation de son coefficient de pondération.

De même, les crédits accordés aux entreprises se sont repliés de 2,3% à 827,5 milliards de FCFA. En revanche, les crédits consentis aux ménages ont augmenté de 31,7% à 224,1 milliards contre 170,2 milliards de FCFA un an plus tôt.

Evolution des crédits distribués par type de client (en milliards de FCFA)

Clients	2015	2016	2017	17/16
Etat	367,8	577,5	489,7	-15,2%
Ménages	223,9	170,2	224,1	31,7%
Entreprises	1 071,9	846,7	827,5	-2,3%
Autres	17,8	198,2	91,9	-53,6%
Total	1 681,4	1 792,6	1 633,2	-8,9%

Sources : Banques, DGEPPF

Les opérations de gestion

Au cours de la période sous revue, les créances en souffrance représentant 12,8% des crédits bruts ont augmenté de 19,8% à 208,5 milliards de FCFA. Ainsi, la qualité apparente du portefeuille s'est dégradée par rapport à la situation qui prévalait à fin décembre 2016. Le taux de couverture des créances en souffrance par les provisions s'est situé à 64,9% en décembre 2017 contre 60,1% en décembre 2016. En glissement annuel, le besoin de provisions complémentaires reste stable autour de 17 milliards de FCFA.

Le Produit Net Bancaire (PNB) a très légèrement progressé de 0,5% à 216,9 milliards de FCFA, traduisant une résilience du secteur bancaire malgré un contexte économique difficile.

Evolution des indicateurs des banques (en milliards de FCFA)

Indicateurs	2015	2016	2017	17/16
Total des actifs	2 428,5	2 409,7	2 196,2	-8,9%
Fonds propres	278,0	325,8	285,4	-12,4%
Fonds propres/Total actifs	11,4%	13,5%	13,0%	-0,5 pt
Prêts bancaires improductifs (créances en souffrance)	161,2	174,0	208,5	19,8%
Total prêts	1 681,4	1 792,6	1 633,2	-8,9%
Prêts bancaires improductifs/total prêts	9,6%	9,7%	12,8%	3,1 pts
Provisions pour prêts improductifs	76,3	104,4	135,9	30,1%
Résultats nets	44,2	39,0	33,8	-13,3%
PNB	187,6	215,9	216,9	0,5%

Sources : Banques, DGEPPF

Les opérations de trésorerie

Les ressources des banques ont diminué de 35,3% à 178,9 milliards de FCFA. Elles sont essentiellement constituées de ressources à terme (64,8%) et de ressources à vue (34,7%).

Dans le même temps, les emplois se sont contractés de 11,7% à 697,2 milliards de FCFA. Ils sont répartis entre les emplois à terme (22,1%) et les emplois à vue (77,9%). Par conséquent, le déficit de trésorerie s'est accru de 1% à 518,3 milliards de FCFA sur la période de référence.

Evolution des indicateurs des banques (en milliards de FCFA)

Indicateurs	2015	2016	2017	17/16
Emplois de trésorerie	928,5	789,8	697,2	-11,7%
Ressources de trésorerie	255,2	276,4	178,9	-35,3%
Excédent/déficit de trésorerie	-673,3	-513,4	-518,3	1,0%

Sources : COBAC, DGEPE

II.12.2 La situation des établissements financiers

Les deux (2) établissements financiers recensés sur le marché gabonais ont pour principales activités les opérations de leasing, les crédits automobiles, le crédit-bail, les crédits d'équipements, les crédits d'investissements et de location longue durée.

A fin décembre 2017, l'activité des établissements financiers est caractérisée par une baisse des ressources, une contraction des emplois, un niveau d'investissement nul et un repli des créances impayées.

Le total bilan des établissements financiers a enregistré un fléchissement de 17,5% à 103,7 milliards de FCFA en décembre 2017, essentiellement attribuable à l'amenuisement des crédits-bails (-22,9%). Cette situation traduit un contexte économique difficile et une atonie de l'environnement économique, entraînant des difficultés dans la production et le recouvrement des créances.

II.12.2.1 Les ressources

Les ressources mobilisées par les établissements financiers se sont contractées de 26,7% à 50,2 milliards de FCFA, suite à la baisse conjuguée de la dette bancaire (-30,3% à 35,1 milliards de FCFA) et des capitaux propres (-16,6% à 15,1 milliards de FCFA).

Evolution des ressources (en milliards de FCFA)

	2016	2017	17/16
Capitaux propres	18,1	15,1	-16,6%
Dettes bancaires	50,4	35,1	-30,3%
Ressources	68,5	50,2	-26,7%

Source : établissements financiers

II.12.2.2 Les emplois

Au 31 décembre 2017, les emplois ont reculé de 27,6% à 62,1 milliards de FCFA, en rapport avec la baisse simultanée des opérations à moyen terme (-48,0% à 9,6 milliards de FCFA) et du crédit-bail (-22,9% à 51,2 milliards de FCFA). Cette évolution s'explique par la morosité de l'activité économique induisant un resserrement des conditions d'accès au crédit pour la clientèle.

Evolution des emplois (en milliards de FCFA)

Indicateurs	2016	2017	17/16
Crédits à court terme	0,9	1,3	44,4%
Crédits à moyen terme	18,4	9,6	-48,0%
Crédits à long terme	-	-	-
Crédits-bails	66,4	51,2	-22,9%
Total	85,7	62,1	-27,6%

Source : établissements financiers

II.12.2.3 Les investissements et les créances impayées

Sur la période, aucun investissement n'a été effectué. Parallèlement, les titres de participation sont restés stables autour de 0,3 milliard de FCFA.

Les créances impayées ont quant à eux diminué de 20% à 20,8 milliards de FCFA en 2017, consécutivement à la titrisation sur le marché secondaire des crédits octroyés aux agents publics ayant préalablement connu un retard de remboursement par le Trésor Public.

Evolution des investissements et créances impayées (en milliards de FCFA)

Indicateurs	2016	2017	17/16
Investissements	1,4	0,0	-
Titre de participation	0,3	0,3	0,0%
Créances impayées	26	20,8	-20%

Source : établissements financiers

II.12.3 Les activités de microfinance

L'activité d'intermédiation des établissements de microfinance (EMF) a enregistré des résultats mitigés au cours de l'année 2017. Toutefois, les données ci-dessous n'intègrent pas Alpha-Finances, structure nouvellement, installée ainsi que CFEC et CECAG, en pleine restructuration.

La configuration du secteur

Au 31 décembre 2017, suite au retrait d'agrément des EMF Gamifi et Excillis-Finance, l'offre de services financiers de proximité est assurée par 14 EMF (comme en décembre 2016) dont cinq (5) coopératives d'épargne et de crédit et neuf (9) sociétés anonymes.

Structure du secteur

Indicateurs	décembre 2016	décembre 2017	17/16
Coopératives d'épargne et de crédit	4	5	25%
Sociétés anonymes	10	9	-10%
Nombre d'EMF	14	14	0

Sources : EMF/Cellule Microfinance

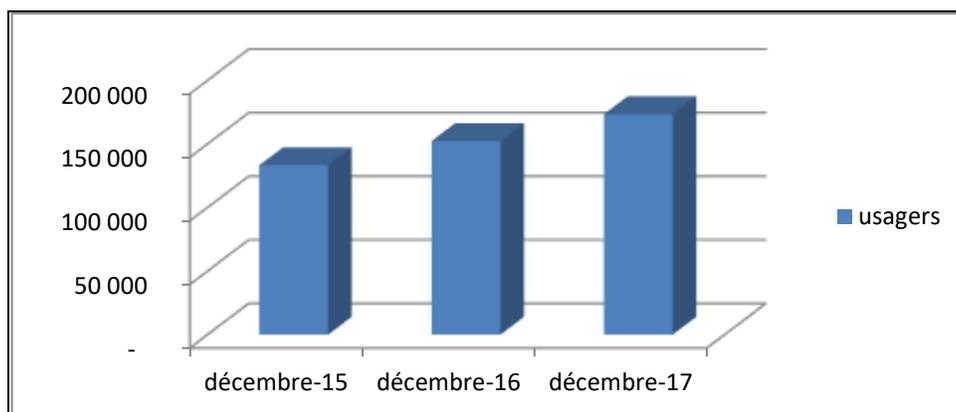
Cette répartition consacre la prééminence des sociétés anonymes, qui collectent l'épargne et accordent des crédits aux tiers, au sein du secteur.

La couverture géographique et la clientèle des EMF

En 2017, les établissements de microfinance ont élargi leur présence sur le marché national. Le secteur a enregistré l'ouverture de quatre (4) nouvelles agences, suite au démarrage effectif des activités d'un nouvel opérateur et à l'extension des activités des autres établissements.

Néanmoins, l'activité reste concentrée sur les grands centres urbains que sont Libreville, Port-Gentil, Franceville et Oyem. Sur 68 agences et guichets recensés contre 64 en 2016, seuls 18 sont implantés hors de ces principales villes.

L'augmentation du nombre d'agence vise à améliorer la proximité avec une clientèle en augmentation. En effet, le nombre de bénéficiaires s'est élevé à 173 320 à fin décembre 2017 contre 152 511, un an plutôt. La cible des EMF est composée de particuliers salariés ou justifiant d'un revenu permanent régulier, PME/PMI, commerçants et artisans, retraités et étudiants boursiers.

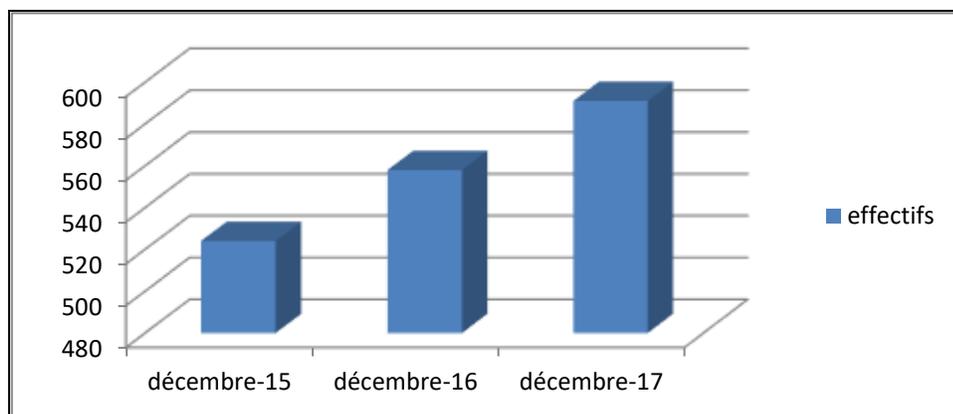


Les effectifs du secteur se sont renforcés pour atteindre 591 agents contre 558 en 2016, suite aux nouveaux recrutements pour les besoins de fonctionnement des structures.

Evolution des usagers et des effectifs

	décembre 2016	décembre 2017	17/16
Clients et membres	152 511	173 320	13,6%
Effectifs	558	591	5,9%

Sources : EMF/Cellule Microfinance



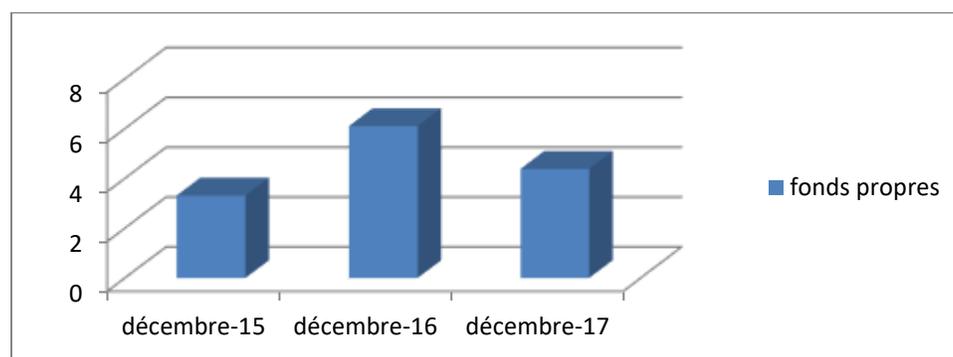
Les capitaux propres

Les capitaux propres des EMF se sont érodés au cours de l'année. Ils ressortent à 4,38 milliards de FCFA au 31 décembre 2017 contre 6,10 milliards un an plus tôt. Ce recul de 28,2% s'explique par la situation financière préoccupante de certains EMF. Trois EMF en situation difficile, présentent un montant de fonds propres négatifs à fin 2017.

Evolution des ressources propres

En milliards de FCFA	décembre 2016	décembre 2017	17/16
Fonds propres	6,10	4,38	28,19%

Sources : EMF/Cellule Microfinance



Les activités d'intermédiation financière

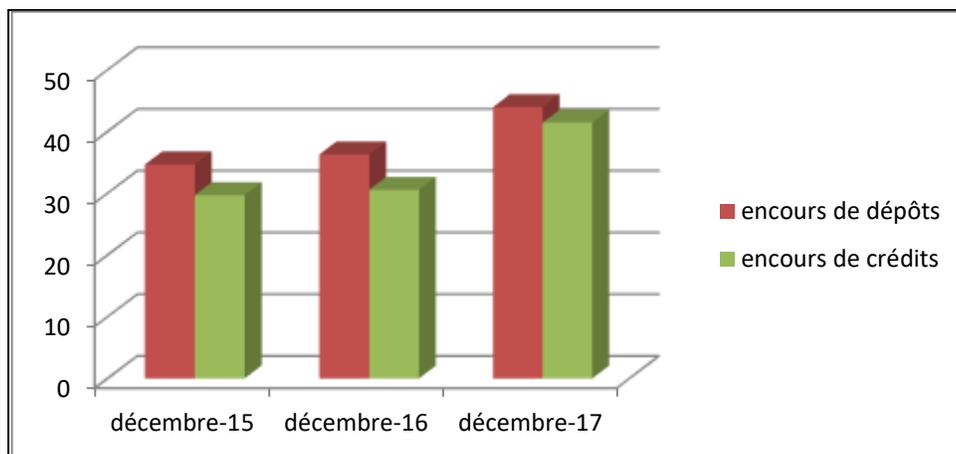
L'analyse des indicateurs d'intermédiation fait apparaître une hausse d'activité, traduisant une amélioration de l'inclusion financière. En effet, les ressources collectées auprès de la clientèle ont progressé de 21,2% pour atteindre 43,98 milliards de FCFA en décembre 2017. Cette croissance est impulsée par Finam, Loxia, CSG, EDG et Express-Union.

La structure des ressources n'a pas évolué. Les dépôts à vue demeurent prépondérants. Ils représentent 72% des dépôts collectés et se sont consolidés de 13,3%. Dans le même temps, les ressources à terme, constituées des comptes à terme et des comptes de dépôts à régime spécial, ont presque doublé.

Évolution des dépôts des clients et membres par type de comptes

En milliards de FCFA	décembre 2016	décembre 2017	17/16
Comptes à vue	27,93	31,65	13,32%
Comptes à terme	4,19	4,03	53,72%
Comptes de dépôts à régime spécial	3,46	7,73	
Autres comptes	0,72	0,57	
Total des dépôts	36,3	43,98	21,15%

Sources : EMF / Cellule Microfinance



L'activité de distribution du crédit quant à elle, évolue dans des proportions plus importantes. Les crédits nets sont en hausse de 35,7% sur la période, passant de 30,57 milliards de FCFA à 41,47 milliards de FCFA.

Evolution des crédits nets

En milliards de FCFA	décembre 2016	décembre 2017	17/16
Crédits bruts	33,38	39,18	17,3%
Créances en souffrance	6,38	4,9	23,2%
Provisions pour dépréciation des comptes de la clientèle	2,81	4,03	43,4%
Crédits nets	30,57	41,47	35,7%

Sources : EMF/Cellule Microfinance

La structure des taux d'intérêts est restée identique par rapport à ce qu'elle était en décembre 2016 et cela, malgré une forte concurrence entre les différents établissements. Ils oscillent entre 1,5% et 7% par mois pour les intérêts débiteurs et entre 4% et 7% par an pour les intérêts créditeurs.

Opération de gestion et de trésorerie

La qualité du portefeuille des EMF s'est améliorée. Les créances en souffrance sont passées de 6,38 milliards de francs CFA à 4,9 milliards de francs CFA sur la période, soit une baisse de 23,9%. Elles représentent 12,5% des crédits bruts en 2017 et ont été approvisionnées à hauteur de 82,2% (soit 4,03 milliards de francs CFA). Néanmoins, on enregistre une baisse du taux de recouvrement des créances sur les fonctionnaires, suite à la suspension par l'Etat des précomptes solde.

Les ressources et les emplois de trésorerie du secteur se sont accrus respectivement de 19,9% et 2,3%. Cependant, l'excédent de trésorerie a baissé de 27,6% pour s'établir à 4,77 milliards de francs CFA, contre 6,59 milliards de francs CFA en décembre 2016.

Les opérations de trésorerie

En milliards de FCFA	décembre 2016	décembre 2017	17/16
Emplois de trésorerie	17,81	18,22	2,3%
Ressources de trésorerie	11,22	13,45	19,9%
Excédent/déficit de trésorerie	6,59	4,77	-27,6%

Sources : EMF/Cellule Microfinance

Rentabilité du secteur

Après un résultat déficitaire de 242,4 millions de FCFA en 2016, le secteur a réalisé en 2017 un résultat bénéficiaire de 299,4 millions de FCFA. Le produit net financier (PNF) s'est établi à 11,8 milliards de FCFA, contre 9,48 milliards de FCFA en 2016, soit une hausse de 24,5%. Il est alimenté essentiellement par les intérêts sur crédits et les commissions sur transferts.

Le produit net financier

En milliards de FCFA	décembre 2016	décembre 2017	17/16
Résultat net	-0,24	0,29	-
Produit net financier	9,48	11,8	24,5%

Sources : EMF/Cellule Microfinance

II.12.4 Les compagnies d'assurance

Le nombre d'acteurs sur le marché des assurances gabonaises s'est élargi avec l'arrivée de trois nouveaux opérateurs « SUNU ASSURANCES IARD », « SAHAM VIE » et « ONE-RE ». Ce marché est très concurrentiel et compte désormais onze compagnies d'assurance dont (sept Non Vie et quatre Vie) ; deux compagnies de réassurance ; trente-quatre courtiers ; sept agents généraux¹. Sur la période étudiée, le marché est majoritairement dominé par le groupe OGAR, les compagnies ASSINCO et AXA qui représentent 60,3% des parts de marché en termes de primes collectées.

II.12.4.1 Les Activités du pôle assurance

L'activité assurantielle a enregistré des contre-performances, au cours de l'année 2017 comme l'année précédente, en corrélation avec les effets persistants d'une conjoncture économique difficile, combinée à la situation de la dette de l'Etat auprès des compagnies d'assurance. Cette situation a entraîné une baisse concomitante du niveau de souscription d'assurances et du volume des émissions globales du secteur. Ainsi, le chiffre d'affaires consolidé s'est contracté de 8,9% à 94,41 milliards de FCFA en 2017 contre 103,6 milliards en 2016.

¹L'agent général d'assurance est un intermédiaire entre une société d'assurances et des clients. Il exerce des fonctions de commercial, de gestionnaire et de manager. L'agent général d'assurance propose des assurances permettant de répondre aux besoins de protection des biens et des personnes. Il procède également à l'encaissement des cotisations de sa clientèle ou prend également en charge leurs déclarations de sinistres.

Evolution du Chiffre d'affaires des compagnies d'assurance

(en milliards de FCFA)	2015	2016	2017*	2017/2016	Répartition du C.A par branche en 2017
Non Vie	101,20	84,02	71,70	-14,66%	76%
Vie	17,64	19,61	22,71	15,81%	24%
Total	118,8	103,60	94,41	-8,87%	100%

Sources : Groupes OGAR, NSIA et SAHAM, SUNU ASSURANCES, ASSINCO, ASSURANCES DU GABON, AXA
2017* = données estimées

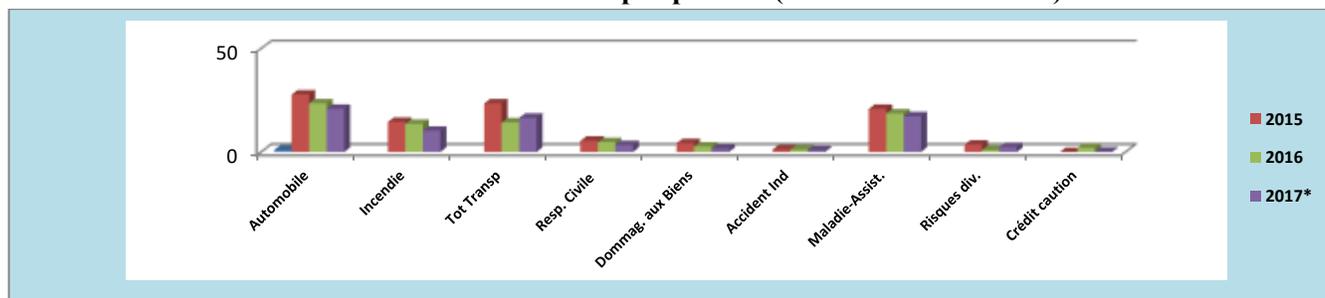
II.12.4.2 La Branche Non Vie

La Branche Non Vie regroupe les opérations, portant sur le Transport (aérien, maritime et autres transports), Incendie, Automobile, Responsabilité Civile, Dommage aux biens, Accident individuel, Maladie et Assistance, Assurance-crédit, Crédit caution, Assistance aux véhicules (aide au constat, remorquage et véhicule de remplacement), Assistance aux voyageurs, Multirisques habitation, Acceptations dommages, Risques divers, etc. Cette branche représente 76% du total du chiffre d'affaires du secteur, au cours de l'exercice sous revue.

Le chiffre d'affaires s'est replié de 14,6% à 71,7 milliards de FCFA en 2017, traduisant la faiblesse de la production de nouvelles affaires, liée aux tensions de trésorerie des clients. Ceux-ci ont procédé aux modifications ou résiliations des contrats. Le recul touche les produits traditionnels réputés rentables, notamment « Automobile, Maladie-Assistance et Incendie » qui ont régressé respectivement de 11,6% à 20,81 milliards, de 7,5% à 17,2 milliards, de 7,5% à 17,22 milliards et de 24,5% à 10,26 milliards.

En outre, on note une hausse du nombre d'individus qui ne souscrivent à aucune police d'assurance automobile pourtant obligatoire au regard de la loi. D'où la nécessité de création d'un « Fonds de Garantie Automobile » qui permet d'indemniser les victimes d'accidents causés par un conducteur (insolvable, et/ou non assuré, sans permis de conduire, en fuite).

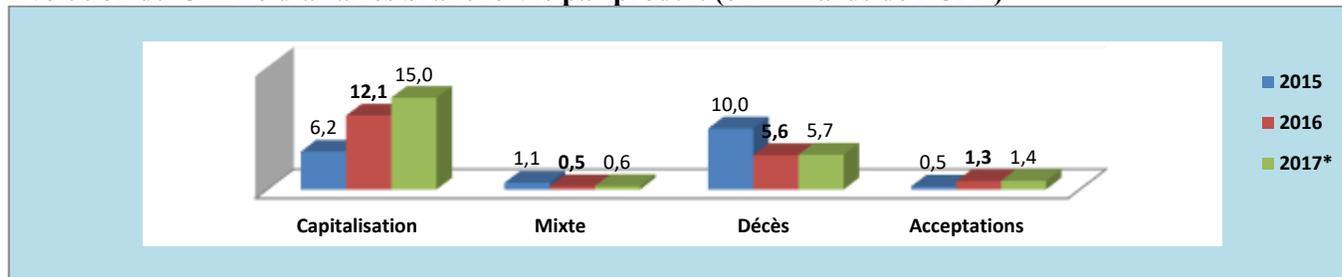
Evolution du Chiffre d'affaires branche Non Vie par produit (en milliards de FCFA)



II.12.4.3 La Branche Vie

La branche Vie couvre les opérations des produits capitalisation, décès et mixte. Cette branche représente 24% de l'encours des émissions du secteur. Son chiffre d'affaires a augmenté de 15,8% à 22,71 milliards de FCFA en 2017, grâce à la vigueur des produits d'épargne « Capitalisation » (24% à 15,04 milliards) et « décès » (1,5% à 5,71 milliards).

Evolution du Chiffre d'affaires branche Vie par produit (en milliards de FCFA)



II.12.4.4 Les Charges financières

Commissions Versées aux courtiers d'assurance

Le total des commissions versées aux courtiers d'assurance s'est contracté de 15,6% à 10,48 milliards de FCFA en 2017, traduisant la faiblesse du volume d'affaires nouvelles apportées par les courtiers aux compagnies d'assurance. Ainsi, les commissions versées en Non Vie et en Vie ont reculé respectivement de 17,1% à 9,31 milliards et de 1,7% à 1,17 milliard.

Sinistres réglés

La charge totale des sinistres réglés s'est appréciée de 8,7% à 41,36 milliards de FCFA en 2017 en rapport avec l'amélioration de la cadence de règlement des sinistres dans les deux branches Non Vie et Vie.

Les prestations servies aux assurés par la branche Non Vie représentent 68,1% du total des sinistres payés du secteur. Elles ont progressé de 1,4% à 28,2 milliards de FCFA en 2017 alors que cette branche a enregistré un tassement de son activité. Cette évolution touche essentiellement les produits phares, notamment « l'Automobile » (65,4% à 11,21 milliards) et « l'Incendie » (3,7% à 4,53 milliards).

Parallèlement, pour le compte Vie, les compagnies ont amélioré leur cadence de règlement des sinistres, en relation avec le dynamisme de leur activité. Ainsi, les indemnités versées à leurs clients ont progressé de 13,8% à 13,2 milliards de FCFA en 2017.

Les Investissements et Placements

Les compagnies ont réalisé des investissements pour une valeur de 5,28 milliards de FCFA, soit une baisse de 37,8% par rapport à 2016. Ils ont été destinés essentiellement à l'acquisition d'équipements informatiques (logiciel de gestion). Les placements ont chuté de 14,4% à 87,38 milliards de FCFA en 2016 du fait de la baisse des ressources.

Les placements au Gabon demeurent les plus importants (64% de l'encours). Les placements dans la zone CIMA et hors CIMA ont représenté respectivement 33% et 3% du volume global. Ceux de la branche Vie ont détenu 31% de l'encours total en 2017.

Répartition des placements du secteur par zone et par catégorie d'actifs Non Vie et Vie

Branches (Non Vie et Vie) en milliards de FCFA	Placements Globaux				Parts marché %
	2014	2015	2016	2017*	2017
Placements au Gabon	96,75	93,273	72,22	56,01	64%
.Immobiliers	16,62	51,282	32,05	20,75	
.Financiers	80,13	41,991	40,17	35,26	
Placements dans la zone CIMA	35,18	30,133	26,81	29,09	33%
.Immobiliers	0	0	5,72	4,08	
.Financiers	35,18	30,133	21,09	25,00	
Placements hors zone CIMA	1,74	0,75	3,01	2,28	3%
.Immobiliers	0	0	0	0	
.Financiers	1,74	0,749	3,01	2,28	
Total	133,67	124,156	102,04	87,38	100%

Source : compagnies d'assurance ; 2017* = données estimées

Effectifs et masse salariale

Le contexte de baisse significative du niveau d'activité a occasionné la réduction des effectifs de l'ordre de 2,3% à 520 personnes pour une masse salariale en recul de 3,5% à 8,37 milliards de FCFA.

II.12.4.5 L'activité de Réassurance

La Société Commerciale Gabonaise de Réassurance (SCG-RE) a été créée le 22 février 2012 dans le cadre d'un partenariat public-privé pour capter une partie des primes de réassurance versées hors du Gabon. Elle opère uniquement sur le marché de la réassurance. Son chiffre d'affaires a progressé de 20% à 13,56 milliards de FCFA en 2017, soutenu par la reprise de l'action commerciale auprès des cédantes nationales et du Continent.

Depuis le 1er janvier 2018, la Société Commerciale Gabonaise de Réassurance a mis en application son Plan de Développement Stratégique 2018-2022 dont l'objectif est de lui permettre de se faire une place dans le cercle fermé des réassureurs de premier choix sur le Continent.

Evolution des Principaux Agrégats de la S.C.G-RE

en milliards de FCFA	2015	2016	2017*	17/16
Chiffre d'affaires	13,47	11,30	13,56	20%
Primes cession légale	11,75	9,06	11,24	24,1%
Primes facultatives	1,59	2,24	2,32	3,6%
Commissions payées	2,15	1,84	2,30	25%
Sinistres réglés	1,75	2,58	3,19	23,6%
Charges de sinistres	3,85	4,19	3,77	-10%
Fonds propres	9,56	7,54	8,11	7,6%
Investissements physiques	0,92	0,53	1,38	160,4%
Résultat Net	2,13	0,57	0,71	24,6%
Placements Financiers	4,2	17,07	22,39	31,2%
Total Effectifs (nbre)	23	20	24	20%
Masse salariale	0,6	0,55	0,64	16,4%

Source : SCG-RE ; 2017* = données estimées

II.12.4.6 Les Sociétés de Courtage d'Assurance

Le marché compte trente-quatre (34) courtiers d'assurance agréés dont 24 membres de la Fédération Gabonaise de Courtage d'Assurance (FGCA). Les courtiers interviennent sur le marché en apportant des affaires aux compagnies d'assurances contre des rémunérations sous forme de commissions. En termes de parts de marché, « ASCOMA » occupe le premier rang, avec 87%. Cette activité génère près de 80% des primes des sociétés d'assurance.

Le chiffre d'affaires consolidé (primes encaissées pour le compte des compagnies d'assurance) s'est replié de 8,5% à 29,86 milliards de FCFA en 2017 contre 32,64 milliards un an plus tôt. Cette évolution traduit la faiblesse du volume d'affaires apportées aux compagnies d'assurance du fait des tensions de trésorerie des clients « premium » que sont l'Etat et les entreprises.

Evolution des Principaux Agrégats des Sociétés de courtage d'assurance

En milliards de FCFA	2014	2015	2016	2017*	17/16
Chiffre d'affaires	48,51	49,98	32,64	29,86	-8,52%
Commissions reçues	8,92	9,26	8,39	6,86	-18,24%
Placements	2,52	1,42	1,28	0,83	-35,16%
Investissements physiques	4,29	4,60	0,40	0,44	10,00%
Effectif féminin (nbre)	152	170	191	184	-3,66%
Total Effectifs (nbre)	286	283	323	296	-8,36%
Masse salariale	3,19	4,00	4,13	3,80	-7,99%

Source : Stat. recueillies auprès de 17/ 34 Sociétés de courtage d'assurance ; en 2017* = données estimées

TROISIEME PARTIE

LES GRANDEURS MACROECONOMIQUES

III LES GRANDEURS MACROECONOMIQUES

Tableau synoptique des agrégats macro-économiques

Grandeurs	Unités	2015	2016	2017	16/15	17/16
PIB en volume (aux prix de 2001)	Mds de FCFA	5347,1	5458,9	5485,9	2,1%	0,5%
PIB en valeur	Mds de FCFA	8503,5	8310,6	8668,9	-2,3%	4,3%
PIB hors pétrole (nominal)	Ratio au PIB	77,2%	81,2%	80,3%	-	-
PIB pétrole (nominal)	Ratio au PIB	22,8%	18,8%	19,7%	-	-
Importations en valeur	Mds de FCFA	2374,0	2168,9	2153,5	-8,6%	-0,7%
Importations	Ratio au PIB	27,9%	26,1%	24,6%	-	-
Total Ressources en valeur	Mds de FCFA	10877,4	10479,5	10822,4	-3,7%	3,3%
Consommation totale en valeur	Mds de FCFA	4477,5	4577,5	4612,0	2,2%	0,8%
Publique	Mds de FCFA	1259,9	1216,8	1147,0	-3,4%	-5,7%
Privée	Mds de FCFA	3217,6	3360,8	3464,9	4,5%	3,1%
Consommation	Ratio au PIB	52,7%	55,1%	53,2%	-	-
FBCF en valeur	Mds de FCFA	2485,6	2242,4	1856,2	-9,8%	-17,2%
Publique	Mds de FCFA	436,8	424,6	152,7	-2,8%	-64,0%
Publique/FBCF	%	17,6%	18,9%	8,1%	-	-
Privé	Mds de FCFA	2048,9	1817,8	1703,5	-11,3%	-6,3%
Dont Pétrole	Mds de FCFA	1232,0	932,0	791,1	-24,4%	-15,1%
FBCF	Ratio au PIB	29,2%	27,0%	21,4%	-	-
Dont Pétrole	Ratio au PIB	14,5%	11,2%	9,1%	-	-
Exportations en valeur	Mds de FCFA	3914,3	3659,6	4354,3	-6,5%	19,0%
Exportations	Ratio au PIB	46,0%	44,0%	50,2%	-	-
Absorption (hors variation des stocks)	Mds de FCFA	6963,1	6819,9	6468,2	-2,1%	-5,2%
Solde biens et services non-facteurs (X-M) en valeur	Mds de FCFA	1540,3	1490,7	2200,8	-3,2%	47,6%
Solde biens et services non-facteurs	Ratio au PIB	18,1%	17,9%	25,4%	-	-
Taux de couverture (Export./Import.)	%	164,9%	168,7%	202,2%	-	-
Emploi	Effectifs	202 452	199 309	200 329	-1,6%	0,5%
Public y.c. collectivités locales	Effectifs	109 565	108 150	109 752	-1,3%	1,5%
Dont MONP	Effectifs	15 257	15 227	14 888	-0,2%	-2,2%
Public/Emploi Total	%	54,1	54,3	54,8	-	-
Privé et parapublic	Effectifs	92 887	91 159	90 577	-1,9%	-0,6%
Masse salariale	Mds de FCFA	1989,3	1992,2	2002,7	0,1%	0,5%
Public y.c. collectivités locales	Mds de FCFA	746,7	768,6	767,6	2,9%	-0,1%
Privé et parapublic	Mds de FCFA	1242,6	1223,6	1235,1	-1,5%	0,9%
Masse monétaire (M2)	Mds de FCFA	2259,9	2075,1	2004,5	-8,2%	-3,4%
Vitesse de circulation de la monnaie	Mds de FCFA	3,8	4,0	4,4	-	-
Prix de détail (base 100 = 2004)	Indice	127,4	130,1	133,5	2,1%	2,6%

Sources : DGEPP, BEAC, DGBFIP

III.1 LE PRODUIT INTERIEUR BRUT

En 2017, l'activité économique nationale s'est caractérisée par un nouveau ralentissement de la progression du PIB, malgré un contexte d'affermissement de la croissance mondiale, de remontée des cours des principales matières et la mise en œuvre du plan de relance de l'économie, soutenue par les partenaires au développement. En terme réel, le produit intérieur brut a progressé de 0,5% en 2017 contre 2,1% en 2016. Cette faible croissance positive résulte du dynamisme des activités de certains secteurs hors pétrole, en dépit de la baisse de la production pétrolière. En effet, les activités du secteur pétrolier ont régressé de 8,5% alors que celles du secteur hors pétrole ont progressé de 1,8% en 2017.

Evolution du taux de croissance 2015-2017

	2015	2016	2017
PIB total	+3,9%	+2,1%	+0,5%
Pétrole	+8,6%	-3,7%	-8,5%
Hors pétrole	+3,2%	+3,0%	+1,8%

Source : DGEPPF

III.1.1 Le PIB par secteur d'activité

Du point de vue des ressources, l'activité économique nationale a été essentiellement portée par les secteurs tertiaire (+7,8%) et primaire (+1,1%), malgré le repli des activités du secteur secondaire (-8,2%).

En effet, dans **le secteur primaire**, la hausse de la valeur ajoutée s'explique par la bonne tenue des activités des Mines (+42,5%), de l'Exploitation forestière (+13,5%) et de l'Agriculture, Elevage et Pêche (+11,9%), malgré le déclin des activités des secteurs pétrolier (-8,5%) et gazier (-7,3%).

L'embellie dans la branche mines résulte de la consolidation de l'activité de la Comilog, de la reprise de la production de la mine de Ndjolé et du démarrage de l'exploitation de la mine de Franceville, dans un contexte de hausse des cours de minerai de manganèse sur le marché international. Ainsi, la production de manganèse brut est passée de 3,586 millions de tonnes en 2016 à 5,109 millions de tonnes en 2017.

Le regain d'activité dans la branche Agriculture, Elevage et Pêche s'explique par une forte progression de la production aussi bien de l'agriculture vivrière que de la rente. Les bons résultats de la production vivrière proviennent des récoltes issues du programme GRAINE, atteignant 1 054 tonnes en 2017 ainsi que de l'augmentation des rendements des cultures maraichères développées par l'IGAD. De même, la hausse substantielle de la production des cultures de rente est consécutive à l'entrée en production des champs de palmiers à huile d'Awala (Estuaire) et de Mouila (Ngounié), portant ainsi la production nationale d'huile brute à 22 385 tonnes contre 6 972 tonnes en 2016.

La bonne tenue de l'exploitation forestière résulte d'une demande soutenue en grumes des industries locales de bois, en liaison avec l'accroissement du tissu industriel et une conjoncture internationale favorable.

En revanche, la production de la branche pétrolière a connu son niveau le plus bas depuis 2015, suite aux reports et retards dans la réalisation de plusieurs projets susceptibles d'apporter une production additionnelle, aux dysfonctionnements des équipements de production et au déclin naturel des champs arrivés à maturité, dans un contexte de quotas de production fixés par l'OPEP.

Le secteur secondaire s'est caractérisé par une forte contraction de sa production en 2017 (-8,2% contre +3,3% en 2016), imputable à la contreperformance dans la plupart de ses composantes, notamment les BTP (-21,3%), le raffinage (-21,2%), la Recherche et Services Pétroliers (-7,7%), les autres industries (-4,4%) et l'agro-industrie (-2,2%). Cependant, les industries du bois et des mines ont connu une amélioration de leur production respectivement de 10,3% et de 37,2%.

La baisse de la production dans le secteur des BTP s'explique essentiellement par la chute de l'investissement public notamment sur financement extérieur et le ralentissement global de l'activité économique, malgré la poursuite de certains projets tels que le renforcement de la voie ferrée, la route PK 5-PK12 et celle de Port-Gentil-Omboué.

Les replis d'activité observés dans les autres industries, recherche et services pétroliers sont respectivement corrélés aux performances des branches BTP et du secteur pétrole, malgré un contexte de remontée du prix de baril de l'or noir. Le tassement de l'activité des agro-industries est consécutif à la faiblesse de la demande locale notamment pour les boissons gazeuses et alcoolisées. Le recul de l'activité de raffinage s'explique par l'arrêt programmé de l'outil de production pour besoin d'entretien.

L'activité **du secteur tertiaire** s'est consolidée suite à la bonne tenue des transports et communications (+30,9%), principal moteur de la croissance de ce secteur. Cependant, on note une évolution négative des autres services (-3,6%) et du commerce (-0,3%) et une faible progression des services bancaires (+0,5%).

En effet, l'activité du Transport a bénéficié de la disponibilité de deux nouvelles infrastructures portuaires (Port General Cargo & GSEZ Port Minéralier) conjugué au dynamisme de l'activité minière et du bois. Quant aux Communications, la hausse de la valeur ajoutée est consécutive au déploiement de la fibre optique à l'intérieur du pays (Estuaire, Oyem, Franceville et Port-Gentil) et la diffusion de la 4G.

Evolution du PIB par secteur d'activité de 2015 à 2017

En milliards de FCFA	PIB Nominal (au Prix du Marché)					PIB en volume (au Prix de 2001)				
	2015	2016	2017	16/15	17/16	2015	2016	2017	16/15	17/16
Produit Intérieur brut	8503,5	8310,6	8668,9	-2,3%	4,3%	5347,1	5458,9	5485,9	2,1%	0,5%
PIB marchand	7164,0	6942,0	7292,4	-3,1%	5,0%	4300,9	4414,2	4425,4	2,6%	0,3%
Secteur Primaire	2458,4	2103,6	2370,4	-14,4%	12,7%	1069,3	1066,9	1078,3	-0,2%	1,1%
Agriculture, élevage, Pêche	291,6	322,2	349,8	10,5%	8,6%	236,8	266,2	297,8	12,4%	11,9%
Exploitation Forestière	75,0	91,1	106,6	21,5%	17,0%	57,8	62,7	71,2	8,5%	13,5%
Pétrole Brut	1937,3	1566,1	1708,6	-19,2%	9,1%	696,2	670,7	613,4	-3,7%	-8,5%
Mines	154,5	124,2	205,3	-19,6%	65,3%	78,5	67,4	96,0	-14,2%	42,5%
Gaz	0,0166	0,0183	0,0165	9,8%	-9,7%	0,0194	0,0220	0,0204	13,6%	-7,3%
Secteur Secondaire	2005,5	2056,7	2027,6	2,6%	-1,4%	1023,8	1057,3	970,8	3,3%	-8,2%
Industrie agro-al, boissons	151,2	161,8	162,1	7,0%	0,2%	110,5	117,7	115,2	6,5%	-2,2%
Industrie du bois	139,7	153,1	160,1	9,6%	4,6%	77,0	90,6	100,0	17,7%	10,3%
Industrie minière	6,3	6,9	9,4	11,0%	35,0%	5,4	6,7	9,2	23,3%	37,2%
Autres industries	231,6	273,3	259,4	18,0%	-5,1%	126,4	142,0	135,7	12,3%	-4,4%
Raffinage	8,9	10,0	9,8	13,0%	-2,5%	8,7	9,7	7,6	11,0%	-21,2%
Electricité, eau	91,0	96,5	106,7	6,0%	10,6%	51,7	53,4	53,8	3,2%	0,7%
BTP	495,5	505,4	393,2	2,0%	-22,2%	287,4	284,2	223,7	-1,1%	-21,3%
Service pétroliers	881,4	849,6	926,9	-3,6%	9,1%	356,7	352,9	325,7	-1,1%	-7,7%
Secteur Tertiaire	1979,4	2096,4	2320,7	5,9%	10,7%	1647,4	1730,4	1865,2	5,0%	7,8%
Transport & communicat°	476,1	515,8	753,0	8,4%	46,0%	492,5	521,8	683,1	6,0%	30,9%
Services	934,3	990,3	976,3	6,0%	-1,4%	759,2	785,3	757,0	3,4%	-3,6%
Commerce	440,8	448,7	444,2	1,8%	-1,0%	280,0	278,8	278,0	-0,4%	-0,3%
Banques et Assurances	232,3	247,7	254,6	6,6%	2,8%	245,4	261,7	263,0	6,6%	0,5%
SIFIM	-104,1	-106,1	-107,4	2,0%	1,2%	-129,7	-117,2	-115,9	-9,6%	-1,1%
DTI et TVA	720,7	685,3	573,6	-4,9%	-16,3%	560,4	559,5	511,1	-0,1%	-8,7%
Services non Marchands	1339,5	1368,6	1376,5	2,2%	0,6%	1046,2	1044,7	1060,5	-0,1%	1,5%

Source : DGEPPF

III.1.2 Le PIB par la demande

En 2017, la croissance du PIB par la demande a reposé sur la dynamique externe (+3,4%) contre une baisse de la demande intérieure (-4,0%).

La progression de la demande extérieure s'explique par le rebond des exportations hors pétrole (+29,3%), notamment les produits sidérurgiques (+48,3%), de rente (+47,9%) et du bois débité (+2,5%), en raison d'une conjoncture internationale favorable et d'une amélioration des voies d'évacuation portuaire.

La contraction de la demande intérieure est consécutive au retrait de la consommation publique (-1,3%) et à la forte baisse de l'investissement public (-60,2%). Ce, en dépit d'une légère hausse de la consommation privée (+0,4%) et de l'investissement privé (+1,6%).

En effet, suite à la faible mobilisation des financements et des ressources, l'État a procédé à l'ajustement des dépenses courantes et surtout d'investissement, impactant ainsi la demande intérieure.

Evolution du PIB par la demande de 2015 à 2017

En milliards de FCFA	En nominal (au prix du marché)					En volume (au prix de 2001)				
	2015	2016	2017	16/15	17/16	2015	2016	2017	16/15	17/16
PRODUIT INTERIEUR BRUT	8503,5	8310,6	8668,9	-2,3%	4,3%	5347,1	5458,9	5485,9	2,1%	0,5%
DEMANDE NETTE INTERIEURE	6963,1	6819,9	6468,2	-2,1%	-5,2%	5584,4	5595,1	5371,2	0,2%	-4,0%
DEMANDE NETTE EXTERIEURE	1540,3	1490,7	2200,8	-3,2%	47,6%	-237,3	-136,2	114,7	42,6%	184,2%
CONSOMMATION TOTALE	4477,5	4577,5	4612,0	2,2%	0,8%	3651,6	3677,6	3674,3	0,7%	-0,1%
Ménages	3217,6	3360,8	3464,9	4,5%	3,1%	2546,8	2605,4	2616,3	2,3%	0,4%
Administrations	1259,9	1216,8	1147,0	-3,4%	-5,7%	1104,8	1072,3	1058,0	-2,9%	-1,3%
INVESTISSEMENT TOTAL	2485,6	2242,4	1856,2	-9,8%	-17,2%	1932,7	1917,5	1696,9	-0,8%	-11,5%
Privé	2048,9	1817,8	1703,5	-11,3%	-6,3%	1489,1	1510,0	1534,7	1,4%	1,6%
Dont : Pétrole	1232,0	932,0	791,1	-24,4%	-15,1%	617,1	500,2	489,4	-18,9%	-2,2%
Hors Pétrole	816,9	885,8	912,4	8,4%	3,0%	872,0	1009,8	1045,3	15,8%	3,5%
Administration	436,8	424,6	152,7	-2,8%	-64,0%	453,6	407,3	162,2	-10,2%	-60,2%
EXPORTATIONS TOTALES	3914,3	3659,6	4354,3	-6,5%	19,0%	2319,0	2252,6	2329,6	-2,9%	3,4%
Pétrole	2931,8	2704,7	3186,5	-7,7%	17,8%	1505,5	1439,3	1291,0	-4,4%	-10,3%
Hors Pétrole	783,7	749,6	968,4	-4,4%	29,2%	764,0	765,0	988,9	0,1%	29,3%
Dont : Rentes et autres produits d'exportations	166,8	181,1	294,2	8,6%	62,5%	178,6	184,3	272,5	3,2%	47,9%
Mines	269,9	219,3	373,2	-18,7%	70,1%	301,8	264,1	391,7	-12,5%	48,3%
Bois transformé	344,8	346,5	297,6	0,5%	-14,1%	281,1	313,6	321,4	11,5%	2,5%
Produits manufacturiers	2,3	2,7	3,5	19,8%	28,2%	2,4	3,0	3,3	25,7%	8,0%
IMPORTATIONS TOTALES	2374,0	2168,9	2153,5	-8,6%	-0,7%	2556,3	2388,8	2214,8	-6,6%	-7,3%
Dont Consommations	457,2	452,7	479,0	-1,0%	5,8%	394,2	384,1	392,9	-2,6%	2,3%
Equipements	970,6	820,9	952,3	-15,4%	16,0%	1204,5	1059,6	1092,4	-12,0%	3,1%
Intermédiaires	631,6	586,5	434,0	-7,1%	-26,0%	657,2	636,8	437,7	-3,1%	-31,3%

Source : DGEPPF

III.2 LE BUDGET DE L'ETAT

Pour tenir compte de la mise en œuvre du Plan de Relance Economique (PRE) et de la conjoncture aussi bien sur le plan national qu'international, le budget de l'Etat a fait l'objet d'une modification en 2017.

III.2.1 L'équilibre budgétaire

Le budget révisé de l'année 2017 a été arrêté à 3 198,3 milliards de FCFA en ressources et emplois. Il enregistre un accroissement de 29,1%, par rapport à l'initiale.

Budget prévisionnel de l'Etat

En milliards de FCFA	LFI 2017	LFR 2017	LFR 2017/LFI 2017
Nature des ressources			
Recettes propres	1 858,4	1 714,6	-7,7%
Pétrole	478,6	520,1	8,7%
Hors pétrole	1 379,8	1 194,5	-13,4%
Ressources d'emprunt	619,1	1 483,7	139,6%
Total des ressources	2 477,5	3 198,3	29,1%
Nature des charges			
Service de la dette	900,1	1572,6	74,7%
Fonctionnement	1199,2	1151,9	-3,9%
Investissement	372,1	443,8	19,3%
Autres dépenses	6,0	30,0	-
Total des charges	2 477,5	3 198,3	29,1%

Source : DGBFIP

III.2.1.1 Les Ressources

Les prévisions budgétaires révisées de l'année 2017 tablaient sur des ressources qui se situeraient à 3 198,3 milliards de FCFA, en augmentation de 29,1% comparativement aux prévisions initiales, en raison du renforcement des ressources d'emprunt, malgré la contraction des ressources propres.

Les ressources d'emprunt (+864,6 milliards de FCFA) proviennent aussi bien des emprunts d'équilibre (+485,6 milliards de FCFA) que des tirages sur emprunts extérieurs (+379,0 milliards de FCFA).

La baisse des ressources propres par rapport aux prévisions initiales résulte des perspectives de diminution des recettes hors pétrole, en corrélation avec la diminution des recettes fiscales (-228,8 milliards de FCFA) et des cotisations sociales (-6,9 milliards de FCFA).

En revanche, l'accroissement des recettes pétrolières est consécutif au renforcement des recettes hors fiscales (+75,6 milliards de FCFA) en dépit de la baisse des impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital (-34,2 milliards de FCFA).

III.2.1.2 Les Emplois

Pour tenir compte de l'accroissement des ressources, le service de la dette, les dépenses d'investissement et les autres dépenses ont été ajustées à la hausse, contrairement aux dépenses de fonctionnement revues à la baisse.

La hausse du service de la dette provient de l'augmentation conjointe des règlements du principal et des intérêts. En effet, le remboursement du principal s'accroît de 86,1% à 1 305,4 milliards de FCFA suite au renforcement de l'amortissement des emprunts intérieurs (+149,8% à 826,5 milliards de FCFA) et des emprunts extérieurs (+29,2% à 478,9 milliards de FCFA). Le règlement des intérêts s'accroît de 34,6% du fait de l'accroissement des intérêts sur les emprunts intérieurs (+68,0% à 75,1 milliards de FCFA) et les emprunts extérieurs (+24,9% à 192,1 milliards de FCFA).

L'augmentation des dépenses d'investissement s'explique par l'accroissement de l'enveloppe dédiée au financement des projets par les ressources propres (+29,0% à 150,6 milliards de FCFA) et par les ressources extérieures (+3,9% à 286,0 milliards de FCFA). Aussi, l'affectation de 7,2 milliards de FCFA au titre des dépenses des comptes d'affectation spéciale « Formation pour l'emploi » et « Promotion audiovisuelle et cinématographique » contribue à cette évolution.

L'accroissement des autres dépenses est inhérent à la hausse des coûts sociaux relatifs à la restructuration des entreprises (+24,0 milliards de FCFA).

Au niveau des dépenses de fonctionnement, toutes les composantes ont été ajustées à la baisse. Cette diminution est liée au recul des dépenses de personnel (-0,3% à 710,0 milliards de FCFA), des biens et services (-1,3% à 250,7 milliards de FCFA) et des transferts et subventions (-20,7% à 191,2 milliards de FCFA).

III.2.2 L'exécution du budget

A fin décembre 2017, l'exécution du budget s'est soldée par un excédent primaire et des déficits base engagement et base caisse.

Le solde primaire a affiché un excédent de 58,1 milliards de FCFA contre un déficit de 215,8 milliards de FCFA en 2016. Cette amélioration est consécutive à l'accroissement des recettes et à la diminution des dépenses primaires. En ratio du PIB, le solde primaire est passé de -2,6% à 0,7%.

Le solde base engagement, incluant la charge de la dette publique, a enregistré un déficit moins important que l'année précédente. Il a reculé de 248,1 milliards de FCFA pour s'établir à 160,9 milliards de FCFA, soit -1,9% du PIB contre -4,9% en 2016.

Le déficit budgétaire base caisse s'est établi, quant à lui, à 299,2 milliards de FCFA après s'être situé à 542,2 milliards de FCFA une année auparavant. Son atténuation résulte essentiellement de la réduction des instances du Trésor (-125,4 milliards de FCFA contre -151,3 milliards en 2016). En ratio du PIB, ce déficit a reculé de 3 points pour s'établir à 3,5% en 2017.

Evolution des soldes

En milliards de FCFA	2015	2016	2017	17/16
Recettes pétrolières	603,3	423,1	574,4	35,8%
Recettes hors pétrole	1194,0	1134,3	1026,7	-9,5%
Recettes totales	1797,3	1557,3	1601,1	2,8%
Dépenses de fonctionnement	1 277,0	1219,5	1131,4	-7,2%
Dépenses d'investissement	423,4	405,1	132,7	-67,2%
Autres dépenses*	16,7	148,5	278,8	87,7%
Dépenses primaires totales	1717,0	1773,2	1542,9	-13,0%
Solde primaire	80,3	-215,8	58,1	-126,9%
Solde base engagement	-91,9	-409,0	-160,9	-60,7%
Solde base caisse	-350,7	-542,2	-299,2	-44,8%
En ratio du PIB nominal				
Solde primaire	0,9%	-2,6%	0,7%	
Solde base engagement	-1,1%	-4,9%	-1,9%	
Solde base caisse	-4,1%	-6,5%	-3,5%	
PIB nominal (pour mémoire)	8503,5	8310,6	8668,9	

* Hors paiement des intérêts sur la dette publique

Sources : DGCPT, DGEPF

III.2.2.1 Les recettes budgétaires

En hausse de 2,8% par rapport à l'année précédente, le budget en recettes s'est établi à 1 601,1 milliards de FCFA en 2017. Cette évolution découle de l'accroissement des recettes pétrolières, nonobstant la diminution des recettes hors pétrole. En pourcentage du PIB, les recettes budgétaires sont passées de 18,7% à 18,5%. La pression fiscale a baissé de 1,1 point à 10,8% en deçà de la norme communautaire ($\geq 17\%$).

III.2.2.1.1 Les recettes pétrolières

Après quatre années de baisses successives, les recettes pétrolières collectées se sont améliorées en 2017. Comparativement à l'année 2016, les recettes pétrolières ont augmenté de 35,8% suite à la remontée du cours du baril du pétrole sur les marchés internationaux, malgré le repli de la production pétrolière et la dépréciation du Franc CFA par rapport au dollar. Elles ont représenté 33,6% du PIB pétrole en 2017 contre 27% l'année précédente.

Evolution des recettes pétrolières

En milliards de FCFA	2015	2016	2017	17/16
Impôts sur les sociétés	44,3	1,2	84,4	-
Redevance Minière Proportionnelle	221,3	203,9	228,8	12,2%
Autres	260,8	169,8	206	21,3%
Transferts SOGARA	76,9	48,3	55,3	14,5%
Total des recettes pétrolières	603,3	423,1	574,4	35,8%
En ratio du PIB pétrole				
Recettes pétrolières	31,1%	27,0%	33,6%	
PIB pétrole (pour mémoire)	1937,3	1566,1	1708,6	

Sources : DGCPT, DGEPF

III.2.2.1.2. Les recettes hors pétrole

Amorcée en 2015, la baisse des recettes hors pétrole s'est poursuivie en 2017. En effet, les recettes hors pétrole ont diminué de 9,5% pour s'établir à 1026,6 milliards de FCFA. Leur repli résulte essentiellement de la diminution du recouvrement des droits de douanes (-11,2%), des impôts sur les personnes physiques (-20,6%) et des recettes des comptes spéciaux (-37,2%). Leur part dans le PIB hors pétrole s'est aussi replié, perdant 2,1 points pour se situer à 14,7%.

Evolution des recettes hors pétrole

En milliards de FCFA	2015	2016	2017	17/16
Droits de douanes	354,8	277,2	246,2	-11,2%
Taxes sur les biens et services	167	218,5	215,4	-1,4%
<i>dont TVA</i>	<i>100,7</i>	<i>154,7</i>	159,2	2,9%
Impôts directs	397,7	299,9	270,9	-9,7%
Autres recettes	171	205,5	210,5	2,4%
Recettes hors comptes spéciaux	1 090,50	1 001,20	943	-5,8%
Comptes spéciaux	103,5	133,1	83,6	-37,2%
Total des recettes hors - pétrole	1 194,00	1 134,30	1 026,60	-9,5%
En ratio du PIB hors pétrole				
Total des recettes hors pétrole	18,2%	16,8%	14,7%	
Recettes hors comptes spéciaux	16,6%	14,8%	13,5%	
PIB hors pétrole (pour mémoire)	6566,2	6744,5	6960,3	

Sources : DGCPT, DGEPE

III.2.2.2 Les dépenses publiques

Les dépenses budgétaires ont enregistré une diminution de 10,4% à 1 762,0 milliards de FCFA en 2017 comparativement à 2016, suite à la baisse des dépenses primaires (-13,0%), nonobstant l'accroissement du paiement des intérêts (+13,4%). Leur poids dans le PIB a baissé de 3,3 points à 20,3%.

III.2.2.2.1 Les dépenses de fonctionnement

En 2017, les dépenses de fonctionnement ont été exécutées à hauteur de 1 131,4 milliards de FCFA contre 1 219,5 milliards de FCFA en 2016, soit un repli de 7,2%. Cette régression résulte du repli aussi bien des dépenses en biens et services que des transferts et subventions. En ratio du PIB, elles ont reculé de 1,6 point à 13,1%.

En raison de la maîtrise de l'évolution de la solde permanente (+0,6%), de la diminution du traitement de la main-d'œuvre non permanente (-17,1%) et de l'accroissement des autres dépenses de personnel (+34,1%), les dépenses de personnel hors collectivités locales se sont stabilisées à 0,3% pour s'établir à 732,8 milliards de FCFA. En conséquence, les dépenses de personnel ont représenté 79,1% des recettes fiscales contre 80,2% l'année précédente. Elles demeurent encore largement au-dessus de la norme communautaire (35,0% au maximum).

Les dépenses d'équipement et de règlement des services fournis à l'Etat se sont établies à 167,4 milliards de FCFA en 2017. Elles se sont repliées de 33,5% comparativement à 2016 en raison de la baisse constatée dans toutes les composantes.

Les dépenses réalisées au titre des transferts et interventions ont été exécutées à hauteur de 231,2 milliards de FCFA. Elles ont baissé de 2,4% suite à la diminution des autres transferts et interventions (-23,9%) et des ressources allouées au Fonds de sécurité/souveraineté (-27,4%), nonobstant le renforcement des subventions (+34,7 milliards de FCFA) et du soutien aux prix des carburants (+8,0 milliards de FCFA).

III.2.2.2 Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement ont enregistré une diminution de 67,2% pour s'établir à 132,7 milliards de FCFA en 2017. Cette baisse est consécutive au recul de la mobilisation des financements aussi bien sur les ressources propres (-59,4%) que sur les ressources d'emprunt extérieures (-72,7%). En ratio du PIB, les dépenses d'investissement se sont contractées de 3,4 points à 1,5%.

III.2.2.3 Les autres dépenses

Les autres dépenses (hors intérêts de la dette) ont été exécutées à hauteur de 278,8 milliards de FCFA en 2017 contre 148,5 milliards de FCFA une année plus tôt. Leur augmentation s'explique, d'une part, par le renforcement des postes « Prêts nets y compris prise de participation » (+54,2 milliards de FCFA) et « Comptes spéciaux » (+42,4 milliards de FCFA). Elle procède, d'autre part, de l'affectation de 18,2 milliards de FCFA à la Caisse Nationale d'Assurance Maladie et de Garantie Sociale (CNAMGS) et de 15,1 milliards de FCFA au Fonds National pour le Développement du Sport (FNDS). Leur part dans le PIB s'est consolidée passant de 1,8% à 3,2%.

III.2.2.4 Les intérêts de la dette

Les dépenses effectuées au titre du paiement des intérêts de la dette se sont élevées à 219,0 milliards de FCFA contre 193,2 milliards de FCFA en 2016. Le règlement des intérêts sur la dette publique a augmenté de 13,4% en raison de l'accroissement aussi bien du règlement des intérêts sur la dette intérieure (+30,9%) que sur la dette extérieure (+5,3%). En ratio des recettes budgétaires, le paiement des intérêts de la dette publique a augmenté de 1,3 point par rapport à 2016 pour représenter 13,7% des recettes collectées en 2017, soit 3,7 points de plus que la norme en matière de liquidité. En pourcentage du PIB, la charge financière de la dette a représenté 2,5% en 2017 contre 2,3% l'année précédente.

Evolution des dépenses budgétaires

En milliards de FCFA	2015	2016	2017	17/16
Fonctionnement	1 277,00	1 219,50	1131,4	-7,2%
Salaires et traitements (hors collectivités locales)	714,7	730,9	732,8	0,3%
Biens et services	241,2	251,7	167,4	-33,5%
Transferts et subventions	321,1	236,9	231,2	-2,4%
Investissements	423,4	405,1	132,7	-67,2%
Ressources propres	240,9	165,9	67,4	-59,4%
Finex	182,5	239,2	65,3	-72,7%
Autres dépenses	16,7	148,5	278,8	87,7%
Protocole transactionnel	8,4	-	-	-
Prêts nets yc prise de participation	-13	24,7	78,9	219,4%
FER	17,5	19,5	20	2,5%
CNAMGS yc FNDS	-	-	33,3	-
Comptes spéciaux	-	104,3	146,7	40,7%
Prise en charge Engagement EPP	3,7	-	-	-
Total dépenses primaires	1 717,00	1 773,20	1542,9	-13,0%
Intérêts sur la dette	172,2	193,2	219	13,4%
Total des dépenses	1 889,20	1 966,30	1762	-10,4%
En ratio du PIB nominal				
Fonctionnement	15,0%	14,7%	13,1%	
Investissements	5,0%	4,9%	1,5%	
Autres dépenses	0,2%	1,8%	3,2%	
Intérêts sur la dette	2,0%	2,3%	2,5%	
PIB nominal (pour mémoire)	8503,5	8310,6	8668,9	

Sources : DGCPT, DGEPEF

III.2.2.3 La dette publique

L'année 2017 a été caractérisée par un règlement de la dette en augmentation et un renforcement du stock de la dette publique.

III.2.2.3.1 Le règlement de la dette

En 2017, une enveloppe de 777,0 milliards de FCFA a été consacrée au paiement de la dette publique contre 343,1 milliards de FCFA l'année précédente. Cette augmentation (+126,5%) est imputable à la hausse conjointe du règlement de la dette extérieure et intérieure.

L'augmentation du paiement de la dette extérieure est liée à l'accroissement du règlement dans toutes ses composantes. Celle du paiement de la dette publique intérieure résulte de la hausse du règlement de la dette bancaire, des divers intérieurs et de celle contractée auprès du marché financier sous régional, malgré la diminution du paiement de la dette moratoire.

Dans ce contexte, la pression du service de la dette sur les recettes budgétaires a été importante, passant de 22,0% en 2016 à 48,5% en 2017. Celle des intérêts sur les recettes budgétaires a légèrement augmenté

de 1,7 point à 11,4%. Ces hausses de ratios s'expliquent par l'accroissement plus significatif du règlement du principal (+209,7%) et des intérêts (+20,7%) comparativement à celui des recettes budgétaires (+2,8%).

Evolution du règlement

En milliards de FCFA	2015	2016	2017	17/16	Poids
Dettes extérieures	344,0	211,6	485,3	129,4%	62,5%
Multilatérale	35,6	24,5	51,0	108,0%	6,6%
Bilatérale	50,1	47,4	83,7	76,6%	10,8%
Commerciale	157,4	51,8	151,5	192,5%	19,5%
Marché financier	100,9	87,9	199,2	126,6%	25,6%
Dettes intérieures	147,9	131,5	291,7	121,8%	37,5%
Bancaire	81,0	42,4	64,57	52,3%	8,3%
Divers intérieur	22,7	11,2	133,1	1088,2%	17,1%
Moratoire	41,1	43,2	13,1	-69,7%	1,7%
Marché financier	3,1	34,7	80,91	133,2%	10,4%
Total	491,9	343,1	777,0	126,5%	100,0%

Source : DGD

III.2.2.3.2 L'encours de la dette

A fin 2017, le stock de la dette publique a augmenté de 17,5% pour s'établir à 4 807,6 milliards de FCFA. Cette évolution s'explique à la fois par le renforcement de l'encours extérieur (+8,0%) et intérieur (+47,3%).

La hausse de l'encours extérieur est due à l'accroissement des emprunts multilatéraux, en dépit du repli des emprunts contractés sur le marché financier international et auprès des créanciers bilatéraux et commerciaux. Celle de l'encours intérieur s'explique essentiellement par l'augmentation de la dette bancaire et du moratoire. Tout comme les années précédentes, le portefeuille de la dette publique est dominé par la dette extérieure. Toutefois, le poids de la dette intérieure a cru de 6,1 points à 30,2%.

Au total, le taux d'endettement s'est renforcé de 6,3 points pour s'établir à 55,5%. Bien qu'en deçà du seuil communautaire (+70,0%), il a dépassé de 14,5 points le seuil stratégique du Gouvernement. Cette situation est consécutive au recours régulier à l'emprunt pour le financement des projets structurants, dans un contexte de ralentissement de l'activité économique.

Evolution du stock de la dette

En milliards de FCFA	2015	2016	2017	17/16	Poids
Dette extérieure	2 884,5	3 107,1	3 355,8	8,0%	69,8%
Multilatérale	383,3	376,9	913,5	142,4%	19,0%
Bilatérale	695,9	742,8	678,9	-8,6%	14,1%
Commerciale	496,6	641,4	566,5	-11,7%	11,8%
Marché financier	1 308,7	1 346,0	1 196,9	-11,1%	24,9%
Dette intérieure	281,3	985,8	1 451,9	47,3%	30,2%
Bancaire		358,2	826,4	130,7%	17,2%
Moratoire	41,3	20,0	240,9	1104,5%	5,0%
Divers	75,3	313,2	14,0	-95,5%	0,3%
Marché financier	164,7	294,4	370,6	25,9%	7,7%
Total	3 165,8	4 092,9	4 807,6	17,5%	100,0%
En ratio du PIB nominal					
Stock de la dette	37,2%	49,2%	55,5%		
Dette extérieure	33,9%	37,4%	38,7%		
Dette intérieure	3,3%	11,9%	16,7%		
PIB nominal (pour mémoire)	8503,5	8310,6	8668,9		

Sources : DGD, DGEPP

III.3 LA MONNAIE ET LE CREDIT

Au 31 décembre 2017, la situation monétaire large corrélée à l'évolution du secteur réel, des finances publiques et des échanges avec l'extérieur est marquée par :

- une baisse de la masse monétaire ;
- un amenuisement du crédit intérieur ;
- une appréciation des avoirs extérieurs nets ;
- une détérioration de la Position Nette du Gouvernement ;
- un assouplissement de la politique monétaire.

Situation monétaire large

Trimestre	déc-14	déc-15	déc-16	déc-17
Avoirs extérieurs nets	1303,8	1119,1	446,6	549,9
Banque centrale	1221,6	1001,1	358,3	307,3
Banques commerciales	82,2	118	88,3	242,6
Crédits intérieurs nets	1207,6	1359,8	1761,9	1712,5
Créances nettes sur l'Etat	-183,5	55,8	589,4	592,5
<i>dont Position Nette du Gouvernement (PNG)</i>	<i>-193,7</i>	<i>136,2</i>	<i>547,8</i>	<i>658,9</i>
<i>dont Créances nettes sur les organismes publics</i>	<i>10,2</i>	<i>-80,4</i>	<i>41,6</i>	<i>-66,4</i>
Créances sur le reste de l'économie	1391,1	1304	1172,5	1120,0
Ressources = Contreparties	2511,4	2478,9	2208,5	2262,4
Monnaie au sens large	2271	2259,9	2080,8	2004,5
Circulation fiduciaire	402,1	379	358,1	329,0
Dépôts	1868,9	1880,9	1722,7	1675,5
<i>dont Quasi monnaie</i>	<i>817,4</i>	<i>794,6</i>	<i>719,3</i>	<i>696,6</i>
Ressources extra-monétaires	240,4	219,0	127,7	257,9
Avoirs extérieurs nets	-8,2%	-14,2%	-58,9%	23,1%
Crédits intérieurs nets	6,6%	12,6%	28,9%	-2,8%
Créances nettes sur l'Etat	<i>-47,0%</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>0,5%</i>
Créances sur le reste de l'économie	<i>-5,9%</i>	<i>-6,3%</i>	<i>-10,3%</i>	<i>-4,5%</i>
Ressources = Contreparties	-1,6%	-1,3%	-10,9%	2,4%
Masse monétaire	-0,4%	-0,5%	-9,0%	-3,7%
Circulation fiduciaire	<i>4,5%</i>	<i>-5,7%</i>	<i>-5,4%</i>	<i>-8,1%</i>
Dépôts	<i>-1,4%</i>	<i>0,6%</i>	<i>-9,7%</i>	<i>-2,7%</i>

Source : Beac

III.3.1. La masse monétaire (M2)

Elle a diminué de 3,7% à 2 004,5 milliards FCFA en décembre 2017, consécutivement au fléchissement du crédit intérieur (-2,8%). Au niveau de ses composantes, on note une baisse concomitante de la circulation fiduciaire (-8,1% à 329 milliards de FCFA) et des dépôts collectés (-2,7% à 1 675,5 milliards de FCFA).

III.3.1.1 La quasi-monnaie

La quasi-monnaie a reculé de 3,2% à 696,6 milliards de FCFA en décembre 2017, suite au repli de l'épargne des agents économiques, notamment dans le secteur privé.

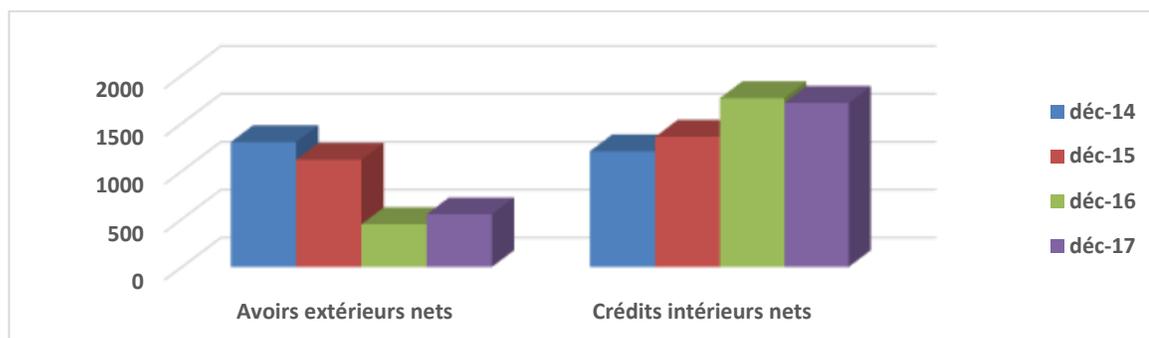
III.3.1.2 Les ressources extra-monétaires

Elles ont fortement augmenté, passant de 127,7 milliards de FCFA en décembre 2016 à 257,9 milliards de FCFA en décembre 2017. Cette forte hausse est attribuable à l'amélioration des autres postes nets (passant de -251,8 milliards de FCFA en décembre 2016 à -117,6 milliards de FCFA en décembre 2017).

III.3.2 Les contreparties des ressources du système monétaire

Au cours de la période sous revue, les contreparties des ressources monétaires ont progressé de 2,4% à 2 262,4 milliards de FCFA, corrélativement à l'accélération des avoirs extérieurs nets (+23,1%).

Evolution des contreparties de la masse monétaire (en milliards de FCFA)



III.3.2.1 Les avoirs extérieurs nets

Sur la période de référence, les avoirs extérieurs nets du système bancaire se sont appréciés de 23,1% à 549,9 milliards de FCFA, sous l'effet de la hausse exponentielle des avoirs extérieurs nets des banques primaires (242,6 milliards de FCFA en décembre 2017 contre 88,3 milliards de FCFA un an plus tôt).

III.3.2.2 Le crédit intérieur

A fin décembre 2017, le crédit intérieur a baissé de 2,8% à 1 712,5 milliards de FCFA, du fait de l'amenuisement des créances sur l'économie (-4,5%).

Les créances nettes sur l'Etat

La situation nette débitrice de l'Etat envers le système bancaire s'est établie à +592,5 milliards de FCFA en décembre 2017 contre +589,4 milliards de FCFA un an plus tôt, traduisant ainsi une légère augmentation de la dette de l'Etat vis-à-vis du secteur bancaire local.

Par conséquent, la Position Nette du Gouvernement (PNG) s'est détériorée, passant de 547,8 milliards de FCFA en décembre 2016 à 658,9 milliards de FCFA en décembre 2017.

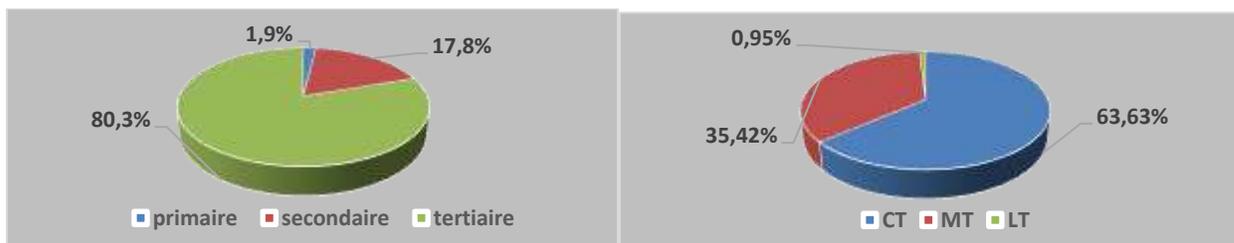
Les créances sur l'économie

Elles ont diminué de 4,5% à 1 120 milliards de FCFA en décembre 2017, en liaison avec la baisse des crédits consentis au secteur privé non financier, qui représentent 90% des crédits bancaires.

Le financement de l'économie

Au 31 décembre 2017, l'encours des crédits à l'économie recensés par la Centrale des Risques de la Beac, s'est établi à 1 142,1 milliards de FCFA, en baisse de 17,3%.

Répartition des crédits bancaires par secteur et par terme



Le secteur primaire

Les crédits accordés à ce secteur représentent 1,9% de l'ensemble des prêts bancaires en décembre 2017. Ils ont régressé de 42,1% à 21,9 milliards de FCFA au cours de cette période, suite à la baisse des prêts octroyés à la sylviculture et l'exploitation forestière, qui concentrent 78,5% de l'encours des crédits qui bénéficient au secteur.

Les crédits à court et moyen terme se sont respectivement situés à 13,4 milliards et 3,8 milliards de FCFA, soit 81,2% et 70,4% des prêts alloués à ce secteur. Sur le long terme, le secteur n'a bénéficié d'aucun financement.

Le secteur secondaire

Les crédits octroyés au secteur secondaire représentent 17,8% du total des concours bancaires. Ces prêts ont reculé de 37,3% à 202,9 milliards de FCFA en décembre 2017. Cette situation est liée au repli des crédits consentis à la branche du bâtiment, absorbant 34,9% du financement du secteur.

Les crédits à court et moyen terme se sont respectivement chiffrés à 61 milliards et 9,7 milliards de FCFA ; soit 38,8% et 21,7% des crédits octroyés à ce secteur. Sur le long terme, le secteur n'a bénéficié d'aucun financement.

Le secteur tertiaire

Au cours de la période sous revue, ce secteur a reçu 80,3% de l'encours des crédits distribués. Les crédits accordés au tertiaire ont fléchi de 10% à 917,3 milliards de FCFA en décembre 2017, consécutivement à l'amenuisement des crédits concédés aux Services, qui concentrent 74,4% de l'encours du secteur.

Les crédits à court et moyen terme se sont respectivement situés à 359,4 milliards de FCFA et 313,5 milliards FCFA ; soit 65% et 88,5%. Sur le long terme, les crédits ont atteint 9,7 milliards de FCFA ; soit 96% du total des crédits octroyés au secteur.

III.3.3 La politique monétaire

La politique monétaire de la Beac a reposé sur un relèvement du TIAO (Taux d'Intérêt des Appels d'Offres), un maintien de l'objectif de refinancement, des autres taux directeurs et de la politique des réserves obligatoires.

III.3.3.1 Le refinancement bancaire

Le marché interbancaire est caractérisé par un niveau de liquidité suffisant. Aussi, l'Institut d'Emission a-t-il maintenu son objectif de refinancement à 80 milliards de FCFA.

III.3.3.2 La politique des taux d'intérêt

Au plan sous régional, le Comité de politique monétaire du 19 décembre 2017 a relevé une timide reprise des équilibres macroéconomiques se traduisant par une croissance nulle en 2017, un taux d'inflation de 0,7%, un recul du déficit du solde budgétaire base engagements hors dons à 3,1% du PIB, un déficit du solde courant autour de 6,2% du PIB et une stabilisation du taux de couverture extérieure de la monnaie autour de 60%.

Sur cette base, le Comité de Politique Monétaire a fixé les principaux taux d'intervention ainsi qu'il suit :

- Taux d'Intérêt des Appels d'Offres (TIAO) : 2,95% ;
- Taux des Prises en Pension : 4,20% ;
- Taux Crédeur Minimum : 2,45%.

De même, les taux d'intérêt sur les placements ont été arrêtés comme suit :

- Placements à 7 jours : 0% ;
- Placements à 28 jours : 0% ;
- Placements à 84 jours : 0%.

III.3.3.3 La politique des réserves obligatoires

Les coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT), sur les Dépôts à Vue (DAV) et le taux de rémunération des réserves obligatoires sont restés identiques et se présentent comme suit :

- Coefficients applicables sur les Dépôts à Vue (DAV) : 11,75% ;
- Coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT) : 9,25% ;
- Taux de rémunération des réserves obligatoires : 0,05%.

III.4 LA BALANCE DES PAIEMENTS

En 2017, le solde global de la Balance Des Paiements s'est établi à 3,2 milliards contre un déficit de 811,9 milliards de FCFA en 2016. Cette forte amélioration du secteur extérieur provient du raffermissement des deux principaux comptes : le compte courant et le compte des capitaux.

III.4.1 La balance des transactions courantes

Le solde du compte courant est demeuré déficitaire en 2017, mais en amélioration de 7,2% à -381,1 milliards de FCFA, suite à la hausse observée du solde commercial, en dépit d'une détérioration de la balance des services et des revenus.

III.4.1.1 La balance commerciale

L'excédent commercial a augmenté pour se situer à 1 384,8 milliards contre 1 017,8 milliards de FCFA en 2016. Cette évolution est liée à l'augmentation des exportations (+18,3%), malgré la hausse des importations (+6,8%). Ainsi, le taux de couverture s'est amélioré de 17,8 points à 182,7%.

En effet, les exportations en valeur se sont établies à 3 058,6 milliards de FCFA, en augmentation de 18,3%. Cette évolution est essentiellement liée à la progression des ventes de pétrole (+8,4%) dans un contexte de hausse du prix moyen du brut gabonais de 29,6% à 52,54 dollars le baril.

En outre, les importations ont cru de 6,8% à 1 673,8 milliards de FCFA en 2017, du fait de la hausse des approvisionnements en outils et équipements, essentiellement dans les secteurs mines et bois.

Evolution de la balance commerciale de 2015 à 2017

En milliards de FCFA	2015*	2016*	2017*	17/16
Exportations (fob)	3023,9	2585,9	3058,6	18,3%
<i>Pétrole</i>	2282,3	1940,5	2104	8,4%
<i>Manganèse</i>	315,9	321,5	617,8	92,2%
<i>Or</i>	15,4	11,1	5,3	-52,2%
<i>Bois</i>	233,4	278	284	2,2%
<i>Autres</i>	176,8	34,7	47,6	37,2%
Importations (fob)	1875,6	1568	1673,8	6,8%
Balance commerciale	1148,3	1017,8	1384,8	36,1%
Taux de couverture	161,2%	164,9%	182,7%	-

*Estimations ; Source : BEAC

III.4.1.2 La balance des services

Le solde déficitaire des services s'est creusé davantage en 2017, pour se situer à 1 108,7 milliards contre 995,1 milliards de FCFA en 2016. En effet, les activités de la totalité des postes ont été fortement impactées par les effets de la morosité économique.

III.4.2 La balance des revenus

Le déficit de la balance des revenus a augmenté, affichant un montant de 601,7 milliards contre 379,4 milliards de FCFA en 2016. Cette situation est attribuable, en partie, à la hausse des paiements des rémunérations des salariés (+6,5%), des intérêts sur la dette publique (+22,0%) et des revenus du capital (+60,4%). En outre, le solde déficitaire des transferts courants s'est détérioré davantage, en corrélation aussi bien avec la hausse des transferts publics qu'avec les transferts privés.

III.4.3 La balance des capitaux

Déficitaire en 2016, la balance des capitaux est devenue excédentaire passant de -211,1 milliards à 176,6 milliards de FCFA en 2017. Cette progression fait suite à un accroissement des capitaux entrant au titre des Investissements Directs Etrangers (+19,9%), des investissements de portefeuille (+12,0%) et des autres investissements (+36,8%).

La hausse des IDE procède essentiellement du dynamisme observé dans les secteurs comme les transports et les télécommunications qui ont tiré profit des améliorations enregistrées dans les filières minière, bois et agricole.

En outre, l'amélioration du déficit du poste « autres investissements » est notamment liée à la position nette des banques et institutions financières qui est devenue créditrice de 154,3 milliards de FCFA. Cette évolution résulte d'une diminution des engagements extérieurs des banques vis-à-vis de leurs correspondants, qui sont passés de 29,6 milliards en 2016 à -154,3 milliards de FCFA en 2017.

Evolution de la balance globale de 2015 à 2017

En milliards de FCFA	2015*	2016*	2017*	17/16
1- Transactions courantes	103,2	-410,7	-381,1	7,2%
balance commerciale	1148,3	1017,8	1384,8	36,1%
balance des services	-946,7	-995,1	-1108,7	-11,4%
balance des revenus	-43,9	-379,4	-601,7	-58,6%
balance des transferts	-54,5	-54,1	-55,6	-2,8%
2- Balance des capitaux	211,4	-211,1	176,6	183,7%
- Investissements directs	14,9	445,8	534,7	19,9%
- Investissements de portefeuille	106,5	117	131	12,0%
- Autres investissements	-330,6	-773,9	-489,1	36,8%
<i>Secteur privé</i>	-682,3	-748,7	-729,1	2,6%
<i>Secteur public</i>	214,5	-4,8	244,3	-
<i>Banques commerciales</i>	-35,8	29,6	-154,3	-
3- Erreurs et Omissions	-587,5	-190	207,7	209,3%
BALANCE GLOBALE	-272,9	-811,9	3,2	100,4%

* Estimations ; Source : BEAC

III.4.4 La balance globale

En définitive, les paiements globaux du Gabon sont devenus excédentaires en 2017 de 3,2 milliards contre un déficit de 811,9 milliards de FCFA en 2016, suite à l'amélioration du compte courant et des capitaux.

III.5 L'EMPLOI, LES SALAIRES ET LES PRIX

III.5.1 L'emploi

En 2017, les effectifs globaux ont évolué de 0,5% pour se situer à 200 329 emplois. Ce léger gain d'emplois provient de la hausse des effectifs dans le secteur public (+1,5%), en dépit d'une perte d'emplois dans les sociétés (-0,6%).

Evolution de l'emploi dans le secteur moderne

Désignation	2015	2016	2017	17/16
Sociétés	92 887	91 159	90 577	-0,6%
Parapublique	5 052	4 051	3 889	-4,0%
Privées	87 835	87 108	86 688	-0,5%
Secteur public	109 565	108 150	109 752	1,5%
Fonction publique	87 076	85 697	87 638	2,3%
MONP	15 257	15 227	14 888	-2,2%
Collectivités locales	7 232	7 226	7 226	-
Total général	202 452	199 309	200 329	0,5%

Sources : DGBFIP, DGEPPF

III.5.1.1 L'emploi dans le secteur public

L'emploi du secteur public, composé de la fonction publique, de la Main d'Œuvre Non Permanente (MONP) et des collectivités locales, s'est situé à 109 752 en 2017 contre 108 150 en 2016. Cette variation est liée exclusivement à l'augmentation des agents de la fonction publique (+2,3%), consécutivement aux recrutements effectués dans des administrations jugées prioritaires. Les effectifs de la MONP ont connu une baisse de 2,2%, tandis que ceux des collectivités locales sont restés stables.

L'évolution de l'emploi dans la fonction publique

Au terme de l'année 2017, les effectifs de la fonction publique ont varié de 2,3% à 87 638 agents comparativement à la même période en 2016. Cette variation est fortement influencée par plusieurs départements qui ont connu une forte augmentation : Administration économique (+10,9%) ; Administration centrale (+7,5%) ou encore l'Administration de Développement (+3,0%). Il s'agit pour l'essentiel de l'intégration des agents déjà en présalaire. D'autres Départements ont observé une diminution ou encore une quasi-stagnation de leurs effectifs : Administration des Transports (-2,2%), Pouvoirs Publics (+0,3%) ou Administration Sociale (+0,5%). La mesure officielle de suspendre les recrutements au sein de la fonction publique pour une durée d'un an, explique cette situation.

Evolution des effectifs de la Fonction publique par département

Départements	2015	2016	2017	17/16
Pouvoirs publics	25 351	23 689	23 750	0,3%
Administration centrale	11 427	13 662	14 687	7,5%
Administration économique	7 666	6 778	7 517	10,9%
Administration du développement	4 127	3 787	3 902	3,0%
Administration des transports	1 325	1 202	1 176	-2,2%
Administration de l'éducation	25 068	24 900	24 940	0,2%
Administrations sociales	11 995	11 475	11 533	0,5%
Autres	117	204	133	-34,8%
Total	87 076	85 697	87 638	2,3%

Sources : ANINF, DGEPPF

L'évolution de l'emploi de la MONP

Les effectifs de la Main d'Œuvre Non Permanente ont baissé de 2,2% à fin décembre 2017 pour se situer à 14 888 agents. Cette régression est nettement observée dans les Administrations économiques (-15,7%) et les Administrations de l'Education (-10,5%). Ce fléchissement s'explique essentiellement par le non remplacement systématique des agents admis à faire valoir leurs droits à la retraite, conformément aux exigences du Plan de Relance Economique (PRE).

Evolution de l'emploi de la MONP par département

Départements	2016	2017	17/16
Pouvoirs publics	1 068	1 084	1,5%
Administration générale	1 214	1 243	2,4%
Administration économique	2 624	2 211	-15,7%
Administration du développement	3 379	3 316	-1,9%
Administration des transports	202	198	-2,0%
Administration de l'éducation	2 956	2 647	-10,5%
Administrations sociales	3 742	4 148	10,8%
Autres	42	41	-2,4%
Total	15 227	14 888	-2,2%

Source : DGBFIP

III.5.1.2 L'emploi dans les sociétés

En 2017, l'emploi dans les sociétés a enregistré une baisse de 0,6% par rapport à 2016 pour se situer à 90 557 emplois. Cette situation est liée à la baisse de l'activité économique sur le plan national. Plusieurs secteurs d'activité ont été fortement impactés par cette conjoncture économique : Pétrole (-15,2%), Bâtiments et Travaux Publics (-13,6%), Agriculture (-12,3%), Transport et Télécommunications (-6,7%) et Commerce (-5,5%).

Dans le même temps, les emplois du parapublic, ont connu une diminution de 4,0% par rapport à 2016. Cette baisse est observée depuis trois ans en raison de certaines difficultés de fonctionnement.

Toutefois, d'autres secteurs ont enregistré des créations d'emploi : Industries Agro-alimentaires (+15,3%), Bois (+13,9%), Banques et Assurances (+10,8%), Mines (+9,9%). La poursuite de la politique de transformation des matières premières sur le plan local dont les mines et le bois ainsi que la matérialisation du projet GRAINE sont autant de politiques qui ont soutenu la création d'emplois en 2017.

Évolution de l'emploi privé par secteur d'activité

Désignation	2015*	2016*	2017*	17/16
Sociétés	90 327	91 224	88 905	-2,5%
Parapubliques	5 052	4 051	3 889	-4,0%
Privées	85 275	87 173	85 016	-2,5%
<i>Agriculture</i>	8 917	12 523	10 964	-12,4%
<i>Pétrole</i>	5 501	4 291	3 637	-15,2%
<i>Mines</i>	4 575	4 352	4 560	4,8%
<i>Bois</i>	12 219	12 606	13 274	5,3%
<i>Industries Agro-alimentaires</i>	5 095	5 812	5 531	-4,8%
<i>Autres industries</i>	4 277	5 085	5 111	0,5%
<i>Eau, électricité et raffinage</i>	4 758	4 726	4 745	0,4%
<i>Bâtiment et travaux publics</i>	6 823	6 717	5 547	-17,4%
<i>Transports et Télécom</i>	9 094	7 919	8 261	4,3%
<i>Services</i>	9 954	9 337	9 735	4,3%
<i>Commerce</i>	10 787	10 331	9 800	-5,1%
<i>Banques et Assurances</i>	3 275	3 474	3 850	10,8%

*Estimations ; Source : DGEPP

III.5.2 Les salaires

L'année 2017 a eu comme leitmotiv l'atteinte des objectifs fixés par le Gouvernement dans le Plan de Relance Economique (PRE), notamment la maîtrise des dépenses publiques, dont la masse salariale.

La masse salariale du secteur moderne exécutée en 2017 a enregistré une hausse de 0,5% pour atteindre 2 002,7 milliards de FCFA comparativement à 2016. Cette augmentation provient de la hausse du niveau de rémunérations des sociétés (+0,9%), malgré le recul du volume des salaires du secteur public (-0,1%).

Evolution de la masse salariale du secteur moderne

(En milliards de FCFA)	2015	2016	2017	17/16
Sociétés	1 242,6	1 223,6	1 235,1	0,9%
Privées	1 075,1	1 061,1	1 074,7	1,3%
Parapubliques	167,5	162,5	160,4	-1,3%
Secteur Public	746,7	768,6	767,6	-0,1%
Fonction publique	562,9	646,6	650,2	0,6%
MONP	69,6	59,5	49,3	-17,1%
Autres	82,3	24,8	33,3	34,3%
Collectivités locales	31,9	37,7	34,8	-7,7%
TOTAL	1 989,3	1 992,2	2 002,7	0,5%

Sources : DGCPT, DGEPP

III.5.2.1 La masse salariale du secteur public (y compris collectivités locales)

En 2017, la masse salariale du secteur public a légèrement baissé de 0,1% pour s'établir à 767,6 milliards de FCFA. Cette fluctuation est liée à la baisse des rémunérations de la main-d'œuvre non permanente (-17,1%) et celle des collectivités locales (-7,7%), malgré la quasi-stabilité de l'Administration centrale (+0,6%).

III.5.2.2 La solde permanente par département

Dans l'Administration centrale, 650,2 milliards de FCFA ont été mobilisés en 2017 pour la solde permanente contre 646,6 milliards de FCFA en 2016. Cette légère progression est liée, d'une part, à la régularisation des situations administratives des agents en présalaires, d'autre part, aux recrutements effectués en particulier dans l'Administration générale (+13,1%).

En revanche, la masse salariale a baissé notamment au sein des administrations du transport (-8,3%) et du développement (-4,1%) en raison de la mise à la retraite systématique des agents de la fonction publique.

Evolution de la solde permanente par département

Départements	2015	2016	2017	17/16
Pouvoirs publics	168,2	179,0	174,2	-2,7%
Administration générale	73,1	89,5	101,2	13,1%
Administration économique	46,1	51,7	52,2	1,0%
Administration du développement	27,0	29,5	28,3	-4,1%
Administration des transports	8,0	8,4	7,7	-8,3%
Administration de l'éducation	160,3	202,7	203,1	0,2%
Administrations sociales	79,1	83,1	81,9	-1,4%
Autres	1,1	2,7	1,6	-40,7%
Total	562,9	646,6	650,2	0,6%

Sources : DGBFIP, DGCPPT

III.5.2.3 La masse salariale de la Main d'Œuvre Non Permanente par administration

La baisse des rémunérations de la Main d'Œuvre Non Permanente (MONP) de 17,1% en 2017 a été effective dans toutes les administrations, notamment l'administration de l'éducation (-24,7%), l'administration économique (-21,1%) et de développement (-19,0%). Ce repli est le résultat de la maîtrise des effectifs de cette catégorie d'agents suite au gel des recrutements.

Evolution de la masse salariale de la main d'œuvre non permanente par administration

Départements	2016	2017	17/16
Pouvoirs Publics	3,9	3,4	-13,0%
Administration Générale	4,3	3,7	-13,9%
Administration Economique	10,9	8,6	-21,1%
Administration du Développement	12,7	10,3	-19,0%
Administration des Transports	0,7	0,6	-14,3%
Administration de l'Education	11,3	8,5	-24,7%
Administration Sociale	15,5	14,1	-9,0%
Autres	0,2	0,1	-50,0%
Total	59,5	49,3	-17,1%

Sources : DGCPPT, DGBFIP

III.5.2.4 La masse salariale des collectivités locales

La dépense des rémunérations des personnels des collectivités locales a baissé de 7,7% pour se situer à 34,8 milliards de FCFA en 2017.

III.5.2.5 La masse salariale des sociétés

En 2017, le volume global de la masse salariale des sociétés a augmenté de 0,9% à 1 235,1 milliards de FCFA, suite à la tendance haussière observée dans les entreprises privées (+1,3%), malgré la baisse des rémunérations dans le Parapublic (-1,3%).

La progression des salaires des entreprises privées est liée aux recrutements enregistrés dans les secteurs suivants : Industries Agro-alimentaires (+15,3%), Bois (+13,9%), Banques et Assurances (+10,8%) et Mines (+9,9%).

Toutefois, l'on relève la baisse de la masse salariale dans certains secteurs tels que le Pétrole (-11,7%), le BTP (-16,6%), les Services (-1,8%) et le Commerce (-2%), suite à la fermeture de certaines entreprises et la réduction des effectifs. Parallèlement, les rémunérations du secteur parapublic baissent de 1,3% en raison de la réduction des effectifs.

Evolution de la masse salariale des sociétés

Désignation	2015*	2016*	2017*	17/16
Sociétés	1 242,6	1 223,6	1 235,1	0,9%
Parapubliques	167,5	162,5	160,4	-1,3%
Privées	1 075,1	1 061,1	1 074,7	1,3%
Agriculture	66,2	78,1	77,8	-0,4%
Pétrole	111,4	98,0	86,5	-11,7%
Mines	85,1	88,4	105,7	19,6%
Bois	37,5	41,5	47,1	13,5%
Industries Agro-alimentaires	50,7	53,9	55,0	2,0%
Autres industries	19,5	18,3	18,4	0,5%
Eau, électricité et raffinage	74,0	82,1	86,4	5,2%
Bâtiment et travaux publics	59,3	61,0	50,2	-17,7%
Transports et Télécom	220,8	194,3	205,1	5,6%
Services	201,3	190,4	186,9	-1,8%
Commerce	82,7	83,0	81,3	-2,0%
Banques et Assurances	66,6	72,1	74,3	3,1%

Source : DGEPPF*Estimation

III.5.3 Les prix

L'inflation mesurée par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation des ménages (IHPC) a affiché un taux de 2,7% contre 2,1% en 2016, sous l'effet de l'accroissement des prix relatifs au logement (+9,9%), au transport (+4,2%) et dans l'enseignement (+12,6%).

Les tensions inflationnistes persistantes, enregistrées de nouveau dans le logement, résultent du déficit structurel entre l'offre et la demande de logements, notamment dans la région de Libreville.

Le renchérissement des prix du transport est essentiellement attribuable à la baisse de l'offre (grèves à la SOGATRA confrontée à une faiblesse des équipements) et à la hausse des prix à la pompe des produits pétroliers (+7,7% pour le litre d'essence et +9,4% pour le litre de gasoil en moyenne annuelle).

L'augmentation des prix dans l'enseignement est due aux évolutions à la hausse des frais d'inscription dans les établissements primaires et secondaires du privé ainsi qu'au supérieur.

En revanche, le fléchissement des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (-0,7%) découle essentiellement du maintien des mesures luttant contre la vie chère et du renforcement des activités de contrôle des prix, en dépit d'un relèvement des cours internationaux des produits de base (indice FAO).

Ainsi, l'inflation sous-jacente (i.e. hors alimentation) a continué de croître en 2017, passant de 2,0% en 2016 à 4,6% en 2017. Par conséquent, le taux d'inflation reste encore en dessous du critère de convergence CEMAC ($\leq 3\%$).

Evolution de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation des Ménages entre 2015 et 2017

Regroupement	Pondération	Moyenne Annuelle			Taux d'inflation			Glissement (%)
		2015	2016	2017	2015	2016	2017	
INDICE GLOBAL	10000	127,4	130,1	133,5	-0,3%	2,1%	2,7%	1,1
Produits alimentaires et boissons non alcool..	3291	139,9	139,8	138,7	3,0%	-0,1%	-0,7%	-2,2
Pains et céréales	673	127,0	128,9	128,4	1,8%	1,5%	-0,4%	-2,5
Viandes	720	136,1	135,5	132,9	5,2%	-0,4%	-2,0%	-5,2
Poissons et fruits de mer	446	184,6	185,6	187,9	1,4%	0,6%	1,2%	4,7
Lait, fromage et œufs	243	125,5	124,7	127,2	2,7%	-0,6%	2,0%	4,3
Huiles et graisses	183	138,7	128,7	131,8	6,7%	-7,2%	2,4%	0,4
Légumes et tubercules	534	152,2	152,8	144,9	4,0%	0,4%	-5,2%	-11,2
Boissons alcoolisées et tabac	185	119,6	122,6	125,5	1,6%	2,5%	2,4%	1,9
Articles d'habillement et chaussures	794	135,8	135,9	137,7	16,8%	0,1%	1,3%	0,7
Logement, eau, gaz, électricité....	2053	125,7	127,5	140,1	-10,3%	1,4%	9,9%	2,5
Meubles, articles de ménages, entretien...	561	117,7	122,6	123,4	-0,6%	4,2%	0,7%	1,6
Santé	357	105,0	99,4	101,1	-11,4%	-5,4%	1,7%	2,8
Transports	990	129,3	143,0	148,9	1,8%	10,5%	4,2%	3,5
Communications	355	80,5	61,8	61,7	-23,8%	-23,3%	-0,2%	4,9
Loisirs et cultures	503	118,4	121,6	121,4	10,1%	2,7%	-0,2%	2,9
Enseignement	170	107,8	112,1	126,2	0,6%	3,9%	12,6%	34,5
Restaurants et hôtels	466	125,4	130,5	129,9	0,5%	4,1%	-0,4%	-1,1
Biens et services divers	275	106,5	143,9	147,1	7,1%	35,2%	2,3%	1,8

Sources : DGS/DGEPF

**LA POLITIQUE ECONOMIQUE
DU GOUVERNEMENT EN 2017**

IV. LA POLITIQUE ECONOMIQUE DU GOUVERNEMENT EN 2017

La politique de développement économique du Gabon repose, depuis 2010, sur la mise en œuvre du Plan Stratégique Gabon Emergent (PSGE). En 2017, elle s'est traduite par l'accélération de la valorisation des ressources naturelles, principalement dans les secteurs de la forêt et des mines ainsi que par la construction et la mise aux normes des infrastructures socio-économiques. Cependant, comme en 2016, la poursuite de l'exécution du PSGE reste ralentie par la baisse des recettes budgétaires.

En vue de faire face à cette conjoncture, le Gouvernement a élaboré en 2017 et démarré la mise en œuvre du Plan de Relance Economique (PRE) triennal pour la période 2017-2019. Le PRE qui est un ajustement de la mise en exécution du PSGE avec pour priorités :

- l'optimisation des recettes et le financement de l'économie ;
- la maîtrise des dépenses ;
- le renforcement de la compétitivité des filières « moteurs de croissances » ;
- l'amélioration du cadre des affaires afin de faciliter l'initiative privée et attirer plus d'investissements étrangers ;
- et l'amélioration de la qualité des services aux citoyens.

IV.1 La politique budgétaire

En 2017, la politique du Gouvernement en matière de finances publiques avait pour objectif d'assurer l'équilibre des comptes tout en préservant un effort d'allocation de ressources suffisant en faveur de d'investissement, afin de garantir une accélération de la croissance économique. Les réformes décisives qui ont été mises en œuvre ont permis de placer les finances publiques sur une trajectoire viable à moyen et long termes, en vue de ramener le déficit budgétaire à 3% à l'horizon 2019.

IV.1.1 L'optimisation des recettes

Dans l'optique de l'optimisation des recettes, le Gouvernement a mis l'accent sur l'élargissement de l'assiette des recettes non pétrolières et l'amélioration de l'administration des douanes et des impôts. Avec le concours de la Banque Mondiale et la Banque Africaine de Développement, les services fiscaux ont mis en place le programme de renforcement des administrations qui porte sur :

- la formalisation d'un protocole de collaboration douanes-impôts pour la mise place des méthodes d'interventions communes à travers notamment les brigades conjointes. L'objectif recherché est d'accroître la lutte contre l'évasion fiscale et d'augmenter les recettes contentieuses des douanes ainsi que le nombre des redressements fiscaux ;
- l'extension des télé-procédures à tous les impôts et l'interconnexion de l'ensemble des services fiscaux ;
- la modernisation des actions de recouvrement ;
- le renforcement des capacités des agents de la DGDDI avec l'assistance technique de l'Organisation Mondiale des Douanes.

A cet effet, une enveloppe additionnelle de 4,8 milliards de F CFA a été allouée pour améliorer la mobilisation des recettes hors pétrole.

IV.1.2 La maîtrise des dépenses

En matière de dépenses, l'action du Gouvernement s'est inscrite en 2017 dans une stratégie de maîtrise des dépenses de fonctionnement, afin de créer des marges budgétaires susceptibles de financer les investissements en cours dans le domaine des infrastructures ainsi que les dépenses sociales.

Le Gouvernement, dans son objectif d'inverser la tendance haussière du train de vie de l'Etat et baissière des dépenses de développement, a préconisé des mesures d'ajustement qui portent principalement sur des postes de dépenses spécifiques : les dépenses du personnel, les dépenses de biens et services et les dépenses de transferts.

Les mesures de dépenses du personnel

La maîtrise de la masse salariale prévue dans le PRE est un enjeu déterminant dans le processus d'assainissement des dépenses publiques. Pour ce faire, le Gouvernement a engagé des réformes en 2017. Les mesures ci-dessous initiées par les autorités rentrent dans le cadre de l'atteinte de cet objectif. Il s'agit notamment :

- de l'audit et la réforme du système de rémunération des agents de l'Etat ;
- de l'assainissement du fichier de l'Etat ;
- de la suspension systématique des traitements des agents ayant atteint l'âge de la mise en retraite ;
- de la dénonciation ou le non renouvellement des contrats des agents contractuels hors catégorie ayant atteint l'âge de 60 ans ;
- du renforcement de la lutte contre le cumul des salaires ;
- de la lutte contre le cumul de l'aide à la propriété et / ou au transport avec le bénéfice d'un logement, d'un bail ou d'un véhicule administratif ;
- de la restriction du recrutement dans la fonction publique uniquement aux secteurs prioritaires ;
- du conditionnement de l'organisation des concours la mise à disposition effective des postes budgétaires.

Les dépenses des biens et services et les dépenses de transferts

La principale mesure concernant la maîtrise des biens et services en 2017 a été la libéralisation des prix de l'essence et du gasoil tout en maintenant la subvention des deux produits "sociaux", à savoir : le pétrole lampant et le gaz butane. Par ailleurs, la suppression du Soutien à l'Activité du Raffinage (SAR) accordé à la SOGARA se traduira, à elle seule, par une économie de l'ordre de 54,3 milliards FCFA pour un total de 108,2 milliards FCFA enregistré sur l'ensemble de ce poste de dépense.

IV.1.3 Les nouvelles sources de financement

Afin de financer les programmes de réformes économiques, financières et budgétaires, plusieurs emprunts ont été effectués en 2017 auprès des institutions financières internationales. Ceux-ci se sont élevés à 1 297 900 000 euros.

Les emprunts obtenus par le gouvernement

Montant de l'emprunt	Monnaie	Banques	OBSERVATIONS
200 000 000	Euros	Banque Africaine de Développement	Pour le financement du programme de réformes économiques et financières (PAREF)
51 500 000	Euros	Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement	Financement du projet e-Gabon et du projet CAB4
20 200 000	Euros	Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement	Financement pour le projet e-Gabon et du projet CAB4
93 000 000	Euros	Agence Française de Développement	Pour le projet de réhabilitation du Transgabonais
84 630 000	Euros	Banque Africaine de Développement	Financement du projet de renforcement des capacités pour l'employabilité des jeunes et la protection sociale
109 170 000	Euros	Banque Islamique de Développement	Projet de soins de santé primaires
45 700 000	Euros	Banque Islamique de Développement	Projet de développement des statistiques
225 000 000	Euros	Agence Française de Développement	Mise en œuvre du plan de relance de l'économie (PRE)
168 700 000	Euros	Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement	PRE et PAREF II
300 000 000	Euros	Banque Africaine de Développement	PRE et PAREF II
1 297 900 000	Euros		

Source : DGEPPF

IV.2 Les politiques sectorielles

Pour accélérer la diversification de l'économie, le Gouvernement a axé son action sur le secteur productif, les infrastructures et l'amélioration de l'environnement des affaires. Une attention particulière a été accordée aux secteurs sociaux.

Le développement du secteur productif

En matière de diversification de la base productive, le Gouvernement a focalisé ses efforts sur la poursuite de l'impulsion du secteur productif à travers l'appui à l'agriculture, la pêche, l'industrie du bois, les autres industries ainsi que la conservation de la biodiversité. Ces efforts ont également porté sur les secteurs de l'énergie, des télécommunications, de l'économie numérique et du tourisme.

L'agriculture vivrière

Le Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage, Chargé du Programme GRAINE a signé avec l'Organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) un Cadre de Programmation Pays en 2017. Le Cadre de Programmation Pays (CPP) 2017-2022 est le fruit d'une concertation et d'un accord entre le Gouvernement, les partenaires au développement, les représentants

de la société civile et des organisations de producteurs, en conformité avec le Plan Cadre des Nations-Unies pour l'Aide au Développement (PCNUAD) et les objectifs stratégiques de la FAO.

Le CPP reflète les points de convergence des orientations nationales contenues dans le Plan Stratégique Gabon Emergent (PSGE) en matière de développement du secteur agricole. Il permet une meilleure planification, coordination, synergie et harmonisation des interventions en vue d'atteindre, sur le quinquennat 2017-2022, des résultats significatifs devant contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations gabonaises et à « faire de l'agriculture un véritable levier de diversification de l'économie nationale », entre autres. Pour ce faire, le Gouvernement et la FAO ont convenu dans le cadre du présent CPP, de combiner leurs efforts pour mobiliser les ressources nécessaires à la réalisation des produits attendus.

Par ailleurs, suite à un partenariat public-privé, Olam a pu mener à terme la construction de la deuxième usine d'huile de palme. Cette nouvelle usine, d'une capacité de production de 198 700 tonnes métriques d'huile par an, contribue à la création d'emplois et à l'augmentation de la production agro-industrielle dans la capitale de la province de la Ngounié.

S'agissant du programme GRAINE, les récoltes dans différentes provinces ont commencé en 2017, améliorant ainsi la contribution du secteur au PIB et à l'emploi, ainsi que l'indépendance alimentaire à long terme et la sédentarisation des populations dans les zones rurales. Un prêt a été accordé par la Banque Africaine de Développement pour soutenir et accélérer ce programme, en contribuant au financement des infrastructures sociales et agricoles nécessaires à la promotion des coopératives et de l'entreprenariat agricoles des jeunes et des femmes, des actions de formation, d'organisation et de professionnalisation des bénéficiaires.

La forêt

En 2017, le Gouvernement a maintenu ses mesures administratives favorables au développement des industries du bois. De plus, de nombreuses dispositions de contrôle ont été mises en place afin d'inciter à la formalisation des activités d'exploitation et de transformation des produits forestiers. Par ailleurs, une journée d'information et de sensibilisation dénommée « Gabon wood-show » a été organisée dans le but de présenter aux jeunes gabonais les opportunités de la filière bois et les activités des différentes entreprises spécialisées dans la transformation du bois.

Les infrastructures

En vue de soutenir sa politique de diversification de l'économie nationale, le gouvernement a poursuivi des travaux de rénovation /construction des infrastructures routières et ferroviaires en 2017.

Les Infrastructures routières et ferroviaires

Outre la réhabilitation du tronçon Ndjolé-Médoumane et la rénovation de la ligne ferroviaire, le Gouvernement s'est attelé à :

- l'assainissement de la ville de Port-Gentil ;
- la poursuite des travaux du tronçon PK5-PK12 à Libreville ;

-la poursuite des travaux de construction de la route Port-Gentil-Omboué ;

-la finalisation des travaux du CHU Mère-Enfant ;

IV.3 La politique sociale

L'éducation

Sur le plan de l'éducation, l'action du Gouvernement a porté sur :

- l'amélioration des conditions d'apprentissage des élèves ;
- la mise en place des politiques pour renforcer l'adéquation formation-emploi ;
- le renforcement de la gouvernance des institutions scolaires.

L'enseignement supérieur

Outre les activités académiques traditionnelles, l'année 2017 a été marquée par les réformes engagées dans le cadre de la politique générale, avec pour objectif l'amélioration de la gouvernance universitaire. Parmi les mesures les plus emblématiques figurent, notamment, l'adoption de nouvelles modalités de désignation des chefs d'établissement (Recteurs et Directeurs Généraux des Grandes Ecoles), le réajustement à la hausse des droits universitaires, la révision des procédures de recrutement des enseignants-chercheurs, la révision du volume horaire statutaire des enseignants-chercheurs. Toutefois, il a été noté une suspension des travaux d'investissement inscrits dans le plan d'urgence des universités depuis 2013, pour défaut de financements.

La santé

En partenariat avec l'UNICEF et l'OMS, le Gouvernement a organisé en 2017 une campagne de vaccination contre la poliomyélite sur toute l'étendue du territoire national. En outre, un Plan National de Développement Sanitaire a été mis en place. Ce document qui constitue l'unique cadre référentiel des stratégies et intervention dans la mise en œuvre de la politique nationale de santé de 2017 à 2021 comprend neuf axes stratégiques en rapport avec la cible (mère, enfant, adolescent, personnes jeune et âgée). Ces neuf axes sont entre autres de la préparation, la surveillance et la riposte aux flambées épidémiques, la lutte contre les maladies non transmissibles, la lutte contre la mortalité infantile et contre les maladies infectieuses et parasitaires.

La protection sociale

Sur le plan social, l'année 2017 a été marquée par la mise en place d'un nouveau code de protection sociale qui prend en compte toutes les catégories sociales. L'innovation au niveau des bénéficiaires dans ce nouveau code est la prise en compte des chômeurs qui pourront être couverts en contrepartie des cotisations. En outre, les victimes des calamités naturelles seront dorénavant prises en charge par le mécanisme d'une aide ponctuelle financée par un fonds dédié.

Le nouveau code intègre les risques qui justifient un besoin de protection individuelle, familiale ou collective. Ces risques comprennent neuf branches à savoir : la maternité, la santé en termes de soins, les maladies en termes d'indemnités, l'invalidité, l'accident du travail et maladies professionnelles, les charges familiales, les décès, le chômage et la vieillesse.

Pour la mobilisation des ressources, la nouvelle loi dispose que les cotisations sont recouvrées par la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) et la Caisse nationale d'assurance maladie et de garantie sociale (CNAMGS) et par l'Etat qui reversent ensuite aux organismes de gestion pour ce qui est des dispositifs de garantie sociale, de l'action sociale et de l'action sanitaire.

LES PERSPECTIVES 2018-2019

V LES PERSPECTIVES 2018-2019

V.1 L'ÉCONOMIE MONDIALE EN 2018 ET 2019

La croissance de l'économie mondiale demeurerait robuste en 2018 et 2019 en raison des conditions financières mondiales favorables, d'une accélération de la demande et d'une hausse de l'investissement dans les pays avancés. Cette embellie de l'activité serait également favorisée par la réforme attendue de la politique fiscale américaine et une progression significative du commerce mondial, dans un contexte de relèvement progressif des prix des produits de base.

Cette croissance de l'économie mondiale devrait entraîner une baisse significative du taux de chômage dans les pays avancés. Dans la zone euro, le taux de chômage baisserait à 7,2% en 2018 et 7,0% en 2019 contre 7,9% en 2017. Aux Etats-Unis, le marché du travail enregistrerait également des résultats positifs car le taux de chômage serait de 3,8% en 2018 et 3,5% en 2019.

L'inflation globale par régions progresserait, mais les salaires et l'inflation hors alimentation et énergie demeureraient faibles. Les taux d'intérêts seraient revus à la hausse dans certains pays avancés et émergents en vue de maintenir les taux d'inflation et les taux de change à des niveaux adéquats.

Toutefois, cette bonne tenue de la croissance mondiale s'accompagnerait de niveaux d'endettement élevés et de déficits commerciaux importants. Les tensions géopolitiques dans certains pays du Proche et Moyen-Orient freineraient la progression du produit intérieur brut mondial. Dans ces conditions, le taux de croissance du PIB mondial se maintiendrait à 3,7% en 2018 et 2019 comme en 2017.

V.1.1 La conjoncture dans les principaux pays avancés

La bonne tenue de l'économie mondiale en 2018 et 2019 serait impulsée par les performances des pays avancés qui enregistreraient une croissance de 2,4% en 2018 et 2,1% en 2019. En effet, les conditions financières mondiales favorables et le climat de marché contribueraient à maintenir l'accélération de la demande, de l'investissement et des exportations.

Aux Etats-Unis, la croissance économique resterait soutenue avec un taux de 2,9% en 2018 et un léger recul en 2019 de 2,5% en 2019 dans un contexte de pression commerciale avec la Chine principalement. Une relance budgétaire de grande envergure, conjuguée à une demande finale privée robuste, porterait la production au-delà de son potentiel et réduirait le taux de chômage de manière significative ; ce qui pourrait engendrer des tensions inflationnistes supplémentaires.

La croissance de l'ensemble des pays de la zone euro se consoliderait de 2,0% en 2018 et 1,9% en 2019. Ces évolutions s'expliqueraient par une meilleure dynamique conjoncturelle en Europe et un redressement plus marqué que prévu de l'activité économique mondiale et des échanges commerciaux internationaux.

En France, en 2018 et 2019, le taux de croissance serait de 1,6% en raison d'un environnement mondial favorable, d'une hausse de la reprise de la croissance dans la zone euro, un regain du moral des investisseurs et une hausse de la demande globale.

En Allemagne, l'économie enregistrerait une évolution de son PIB de 2,5% en 2018 et 1,9% en 2019. Ces taux de croissance vigoureux seraient soutenus par l'investissement privé. De plus, les exportations du pays tireraient profit des réformes américaines et de la reprise des activités en Europe.

Le PIB de l'économie italienne devrait ralentir de 1,2% en 2018 et 1,0% en 2019 contre 1,5% en 2017 suite au redressement du marché de l'emploi et l'amélioration du climat des affaires dans le pays. En Espagne, le taux de croissance de l'économie reculerait à 2,7% en 2018 et 2,2% en 2019 en raison de l'incertitude liée à la situation en Catalogne en proie à une grave crise indépendantiste. La Grande-Bretagne, qui quittera l'Union européenne en 2019, enregistrerait une baisse de sa croissance à 1,4% en 2018 et 1,5% en 2019 contre 1,7% en 2017.

Au Japon, du fait de l'amélioration du climat des affaires des grandes entreprises de l'industrie manufacturière, des exportations nettes plus vigoureuses et de l'embellie du commerce extérieur, les taux de croissance prévus seraient de 1,1% pour 2018 et de 0,9% pour 2019.

V.1.2 La conjoncture dans les pays émergents et en développement

Dans l'ensemble des pays émergents et en développement, la croissance s'établirait à 4,9% en 2018 et 4,7% en 2019 grâce à la reprise de l'activité économique dans les pays exportateurs de produits de base.

En Chine, les attentes de la croissance du secteur immobilier, les dépenses en infrastructures et la décélération du crédit privé entraîneraient une progression du PIB de 6,6% en 2018 et 6,2% en 2019. De fait, la consommation resterait ferme et les exportations devraient reprendre, tandis que la refonte des politiques publiques et l'amélioration des infrastructures relanceraient les investissements. Par ailleurs, les taux de croissance de l'économie indienne seraient de 7,3% en 2018 et de 7,4% en 2019.

Les prévisions de croissance du PIB de la Russie seraient de 1,7% pour 2018 et de 1,8% pour 2019, en raison d'une hausse significative des prix des matières premières, du pétrole, de la baisse de l'inflation, d'une croissance du commerce et des investissements, ainsi que la situation globalement positive de l'économie mondiale.

En Amérique latine et Caraïbes, la croissance de la région passerait de 1,3% en 2017 à 1,2% en 2018 et 2,2% en 2019, portée par la hausse de la consommation des ménages et des investissements, en particulier dans les pays exportateurs de produits de base. Au Brésil, en 2018 et 2019 les prévisions de croissance seraient respectivement de 1,4% et de 2,4%, en lien avec un faible niveau des investissements, une participation réduite au commerce international, des barrières douanières élevées et une insertion limitée au sein des chaînes de valeurs mondiales. Au Mexique, la croissance devrait s'accélérer à 2,2% en 2018 et 2,5% en 2019 contre 2,0% en 2017.

La croissance de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord s'accélérait pour atteindre 2,4% en 2018 et 2,7% en 2019 contre 2,2% en 2017. Ces évolutions seraient favorisées par la poursuite des réformes, la remontée des prix du pétrole et l'amélioration du tourisme qui stimuleraient la croissance dans les pays non tributaires des exportations de pétrole. Cependant, la poursuite des conflits géopolitiques et un affaiblissement des prix du pétrole sont autant de facteurs susceptibles de freiner la croissance économique de la zone. Par pays, en Arabie saoudite, la croissance se situerait à 2,2% en 2018 et 2,4% en 2019 tandis que l'Égypte devrait afficher un taux de croissance de 5,3% en 2018 et 5,5% en 2019 contre 4,2% en 2017.

En Afrique subsaharienne, la croissance devrait progresser de 3,1% en 2018 et 3,8% en 2019. Cette évolution serait soutenue par le raffermissement des prix des produits de base et la mise en œuvre de nombreuses réformes. Toutefois, une baisse attendue des prix de certains produits de base, une

augmentation plus forte que prévu des taux d'intérêt mondiaux et des mesures insuffisantes pour améliorer la dynamique de la dette tempérait la croissance économique.

L'économie sud-africaine progresserait de 0,8% en 2018 et de 1,4% en 2019. Ces taux de croissance seraient portés par l'investissement privé et le commerce, grâce à la confiance soutenue des entreprises et des ménages.

Le Nigeria enregistrerait une croissance économique de l'ordre de 1,9% en 2018 et 2,3% en 2019. L'activité serait soutenue par l'amélioration des délais d'exécution budgétaire et la baisse des attaques menées par des extrémistes sur des oléoducs pétroliers, nonobstant des conditions financières défavorables.

V.1.3 La conjoncture dans les pays de la CEMAC

Les perspectives macroéconomiques de la Sous-région pour 2018, font ressortir une accélération des activités avec un taux de croissance de 1,9 % (+ 4,7 % pour le secteur pétrolier et + 1,3 % pour le secteur non pétrolier), contre +0,2 % en 2017, une progression du niveau général des prix autour de 1,5 % en moyenne annuelle, contre 0,9 % en 2017, un accroissement de l'excédent du solde budgétaire base engagements, dons compris, à 1,4 % du PIB, contre - 3,1 % du PIB en 2017, tandis que le déficit du compte courant se contracterait à - 1,8 % du PIB, contre 4,3 % du PIB en 2017, et un accroissement de la masse monétaire autour de 7,4 %, pour un taux de couverture extérieure de la monnaie qui s'établirait environ à 63,5 %.

Ces prévisions se fondent sur un recul du rythme de progression de la production pétrolière, à 44,6 millions de tonnes, une baisse moins prononcée de l'investissement public, un dollar qui s'échangerait autour de 546,9 FCFA, et un cours du pétrole brut à 70,3 dollars le baril.

A moyen terme, sur la période 2019-2021, les perspectives économiques et financières des pays de la CEMAC seraient marquées par une accélération de la croissance, qui résulterait principalement du dynamisme des secteurs pétrolier et non pétrolier pendant.

Cependant, quelques risques subsistent quant à ces perspectives, à savoir : un dérapage dans l'exécution des programmes avec le FMI, une chute brutale et imprévue des prix du baril de pétrole brut, et une résurgence des tensions de trésorerie dans le système bancaire sous-régional.

V.1.4 L'évolution des produits de base

En 2018, les prix des matières premières enregistreraient une hausse plus importante que prévue. En effet, l'accélération de la croissance mondiale et la hausse de la demande joueront un rôle important dans cette augmentation générale des prix de la plupart des matières premières. Cette tendance haussière devrait se poursuivre.

Ainsi, les prix des produits énergétiques (pétrole, gaz naturel et charbon) progresseraient de 19,8% en 2018. De leur côté, les matières premières agricoles, notamment les produits alimentaires et non alimentaires, devraient se redresser de plus de 2% avec la réduction des perspectives d'ensemencement. Les perturbations liées aux conditions météorologiques devraient être minimales. Par ailleurs, les prix des métaux se redresseraient de 8,6%, tirés par la hausse des autres métaux de base.

Le pétrole

Le baril de pétrole devrait osciller entre 62,3 dollars et 65 dollars soit une hausse respective de 18% et 23,1% en 2018. Le maintien des accords de diminution des volumes de production par les pays de l'OPEP et les autres pays producteurs ainsi que la solidité de la demande soutiendront les prix du pétrole. Ce, malgré le ralentissement attendu au deuxième semestre, notamment en raison de la hausse des prix et du rebond de la production du pétrole de schiste aux Etats-Unis. Par ailleurs, les tensions géopolitiques dans certains pays producteurs (Venezuela) et la sortie des États-Unis de l'accord sur le nucléaire iranien pourraient conforter ces prévisions.

Le manganèse

Après un redressement important des prix du manganèse enregistré en 2017 (6 USD/dmtu en moyenne), le cours de ce minerai pour 2018 devrait rester stable et encouragerait la production et les investissements.

Les oléagineux

Les prix des céréales, huiles et tourteaux remonteraient en 2018, sous l'effet d'anticipations d'ensemencement moins fortes qu'attendues. Par contre, les cours de l'huile de palme reculeraient de 3,5% en 2018 à 690 dollars US la tonne, en raison de la contraction des commandes d'huile de palme par l'Inde, premier consommateur mondial. Par ailleurs, le relèvement des tarifs douaniers par les États-Unis, visant les importations de biodiesel en provenance d'Argentine et d'Indonésie, expliquerait cette évolution.

Le caoutchouc

Les conditions climatiques favorables liées à la fin du phénomène "el niño" induiraient un relèvement de l'offre mondiale de caoutchouc naturel durant la campagne 2017/2018. Malgré la décision adoptée par les producteurs de retirer 350 000 tonnes du marché dans les premiers mois de 2018, les cours du caoutchouc naturel enregistreraient un repli de 10% à 80,9 cents la livre.

Le café

L'évolution des cours mondiaux du café devrait être contrastée en 2018. En effet, le prix de l'Arabica progresserait de 14,4% à 175,9 cents la livre, en raison de la chute de la production d'Arabica du Brésil, premier producteur mondial. Par contre, la hausse de la production de Robusta prévue au Vietnam, leader mondial, grâce à une bonne pluviométrie, entraînerait un repli de 2,1% des cours de cette variété à 104,3 cents la livre.

La production mondiale de café est estimée à 159,66 millions de sacs en 2017/18, soit 1,2% de plus qu'en 2016/17 face à une augmentation de la consommation mondiale estimée à 1,6%. La production d'Arabica est estimée à 97,43 millions de sacs, soit une baisse de 4,6%, notamment des productions latino-américaines, tandis que celle de Robusta (+12,1%) est estimée à 62,24 millions de sacs.

Le cacao

En raison du temps sec qui a sévi en Afrique de l'Ouest au début de 2018, la récolte de cacao devrait chuter dans tous les pays producteurs, y compris la Côte d'Ivoire, premier producteur, même si au niveau

mondial, les projections annoncent une surproduction en 2017-18. La réduction de l'offre anticipée, conjuguée à une forte demande, permettrait d'améliorer les cours du cacao de 8,4% en 2018 à 2 200 dollars la tonne.

Le sucre

Les cours du sucre se contracteraient de 14,3% à 13,2 cents la livre en 2018, sous l'effet de la révision à la hausse de la surproduction mondiale anticipée pour 2017-18, notamment en Inde où la production dépasserait d'environ 40% celle de la campagne précédente. De même, l'éventualité d'une offre importante en provenance du Brésil et de l'Europe en 2018-19 se traduirait par une nouvelle année excédentaire.

L'or

Le marché aurifère mondial se caractériserait par un relèvement des cours de l'once de 3,4% à 1 300 dollars en 2018, en raison de la hausse prévisible des taux d'intérêt aux États-Unis et des scénarii plus inflationnistes. A cela, s'ajoutent la dépréciation du dollar et les tensions géopolitiques liées à la politique d'armement en Corée du Nord et à la sortie de l'accord sur le nucléaire iranien par les États-Unis.

V.2 LE CONTEXTE NATIONAL

V.2.1 L'activité sectorielle

V.2.1.1 Le pétrole

En 2018, la production nationale de pétrole brut devrait se situer à 10,05 millions de tonnes (73,35 millions de barils), soit une baisse de 4,3% par rapport 2017. Cette évolution proviendrait du vieillissement des champs matures, des dysfonctionnements opérationnels et incidents techniques, des grèves des employés de l'ONEP dans un contexte de maintien du quota de l'Organisation des Pays Producteurs de Pétrole (OPEP) à 9 000 barils/jour pour réduire l'offre mondiale de pétrole.

Dans le même temps, le prix moyen du brut gabonais s'établirait à 68 dollars en 2018 contre 52,5 dollars en 2017, soit une hausse de 29,4%. Par contre, le dollar américain s'échangerait à 546,9 FCFA, soit une dépréciation de 5,9% par rapport au taux de change de 2017.

V.2.1.2 Les mines

L'embellie de l'activité du secteur minier se poursuivrait en 2018, en raison du contexte économique mondial favorable marqué par la bonne tenue de l'industrie sidérurgique et la fermeté des cours des minerais et agglomérés de manganèse. Ainsi, la production nationale de manganèse devrait se situer à 5,253 millions de tonnes, soit un relèvement de 2,8%, grâce à la montée en puissance des gisements de Ndjolé et Franceville, conjuguée aux bonnes performances de la Comilog.

V.2.1.3 La filière bois

L'exploitation forestière devrait connaître une amélioration de son activité en 2018, soutenue par la demande croissante des industries locales en grumes, notamment celles installées dans la zone économique spéciale de Nkok. Ainsi, la production progresserait de 4,7%.

Parallèlement, les industries de transformation du bois afficheraient de bonnes performances industrielles et commerciales, en liaison avec un meilleur approvisionnement des unités de transformation en matières premières et le renforcement du tissu industriel, notamment dans la zone industrielle de Nkok. Ainsi, la production de bois débités, tous segments confondus, devrait augmenter de 6,0%.

V.2.1.4 L'agriculture

Les bonnes performances enregistrées par le secteur agriculture et pêche se consolideraient en 2018. En effet, l'accroissement des récoltes des plantations de Kango et Mouila induirait une amélioration de la production d'huile de palme à 49 949 tonnes. Dans le même temps, les cultures vivrières et maraichères tireraient profit de la poursuite des activités des exploitants individuels et du programme GRAINE, dont 8 400 tonnes de tubercules de manioc et 391 tonnes de régimes de banane sont attendues en 2018.

V.2.1.5 Les Agro-industries

L'activité de la branche des industries agroalimentaires se raffermirait en 2018, en liaison avec la consolidation des performances du groupe Olam. En effet, le raffinage de l'huile de palme en oléine et savon devrait doubler pour se situer à 26 000 tonnes, suite aux travaux de renforcement de l'outil de production et à un meilleur approvisionnement de l'usine en huile de palme brute. De même, la demande soutenue du marché local couplée à l'agrandissement des usines et au contexte électoral induirait une amélioration de la production d'eau minérale et des boissons gazeuses.

V.2.1.6 Les autres industries

Les résultats des autres industries de transformation s'amélioreraient en 2018, tirés notamment par les matériaux de construction (ciment et fer à béton), dont l'activité serait favorisée par la décision gouvernementale interdisant les importations de ciment et de fer à béton depuis juillet 2017. Ainsi, la production de ciment est projetée à 600 000 tonnes en 2018. De même, la production des gaz industriels et celle des lubrifiants progresseraient respectivement de 10% et 100%.

V.2.1.7 Le raffinage

Le raffinage du pétrole brut se caractériserait par un redressement de l'activité en 2018 à la suite des travaux de maintenance de l'outil de production réalisés en 2017 et du traitement du pétrole brut importé du Nigeria (Bonny Light). Cette qualité de brut a l'avantage de produire moins de RAT (résidu atmosphérique) et plus de produits blancs, permettant ainsi à la société de couvrir la demande du marché national. Dans ce contexte, le volume du brut traité progresserait de 40,1% pour atteindre 1,113 million de tonnes métriques.

V.2.1.8 L'énergie

Le secteur de l'énergie et de l'eau consoliderait ses performances en 2018. Celles-ci se traduiraient par une hausse de la production nette d'électricité de 2,7%, en liaison avec la réhabilitation de l'outil de production et la mise en exploitation de groupes thermiques. De même, la mise en œuvre du projet de pompes hydrauliques renforcerait les capacités de pompage dans certaines localités du pays, induisant ainsi une augmentation de la production d'eau de 2,4%.

V.2.1.9 Les BTP

En 2018, le secteur des BTP serait marqué par une reprise de son activité après quatre ans de morosité. En effet, la poursuite de certains chantiers soutiendrait ce secteur, notamment les travaux de construction des tronçons routiers PK5-PK12, l'extension du port minéralier d'Owendo, le démarrage des travaux d'aménagement du tronçon PK12-PK105 de la route nationale et du nouvel aéroport de Libreville. Ainsi, la production de ce secteur augmenterait de 1% en 2018.

V.2.1.10 Les transports et les auxiliaires de transport

Le secteur des transports et auxiliaires de transport serait marqué par un nouvel affermissement de son volume d'activité en 2018, du fait de l'accroissement des évacuations du minerai de manganèse, d'huile de palme et de bois. Dans ce contexte, le volume global de marchandises évacuées par voie maritime progresserait de 11,4% en 2018. Celui des marchandises transportées par chemin de fer s'accroîtrait de 2,2%.

V.2.1.11 Les télécommunications

La branche des télécommunications afficherait des résultats positifs en 2018. En effet, le nombre d'abonnés au téléphone mobile progresserait de 5,4% et celui des abonnés au téléphone filaire de 23,3%. Quant au nombre d'abonnés à internet (GSM et ADSL), il augmenterait de 30%.

V.2.1.12 Le commerce

En 2018, le secteur commerce afficherait une activité en légère hausse de 0,8%, pour un chiffre d'affaires de 970,2 milliards de FCFA, en lien avec la remontée de la demande globale générée par le regain de l'activité économique, dans un contexte d'année électorale.

V.2.1.13 L'hôtellerie

L'activité du secteur hôtellerie, restauration et tourisme connaîtrait un recul en raison de l'absence d'évènements d'envergure. En conséquence, le chiffre d'affaires se contracterait d'environ 8,5%.

V.2.2 La Microfinance

L'activité du secteur poursuivrait son expansion, en 2018, en raison de :

- l'arrivée de nouveaux Etablissements de Microfinance (EMF) dont les dossiers sont actuellement en instruction à la COBAC ;
- la poursuite de l'assainissement du secteur ;
- la consolidation de l'assise financière des EMF en difficulté.

V.2.3 Les estimations macroéconomiques en 2018 et 2019

V.2.3.1 Les principales hypothèses

En 2018 et 2019, l'économie nationale bénéficierait de la robustesse de l'économie mondiale (+3,8% en 2018 et 2019 comme en 2017), ainsi que de l'amélioration des cours de matières premières, notamment du pétrole.

Sur le plan interne, la politique du Gouvernement se caractériserait par la poursuite des efforts de réformes engagés dans le cadre du Plan de Relance Économique (PRE). Il s'agit principalement de rétablir durablement l'équilibre des finances publiques en mobilisant les recettes non-pétrolières, en maîtrisant les dépenses publiques tout en protégeant les dépenses sociales. Cette politique vise aussi à accroître la transparence, améliorer la gestion de trésorerie et à accélérer le remboursement des arriérés intérieurs, facteur de relance d'activité du secteur privé. Dans le même temps, le Gouvernement renforcera sa politique ciblée sur les facteurs de croissance en améliorant la programmation des projets d'investissement et en favorisant le développement des partenariats public-privé, tout en poursuivant ses efforts de diversification économique.

Dans ce contexte, les prévisions macroéconomiques de 2018 et 2019 se basent sur les hypothèses contenues dans le tableau ci-après :

Principales hypothèses de 2018 à 2019

	2017	2018	2019	18/17	19/18
Production pétrolière (en millions de tonnes)	10,5	10,0	11,1	-4,3%	10,2%
Prix du baril du pétrole gabonais (en \$US)	52,5	68,0	68,0	29,4%	0,0%
Exportation de manganèse (en milliers de tonnes)	5050,4	5185,9	6036,2	2,7%	16,4%
Prix de vente de manganèse (en \$US/tonne)	206,2	225,6	224,0	9,4%	-0,7%
Taux de change	580,9	546,9	549,0	-5,9%	0,4%
Production industrie minière (milliers de tonnes)	27,9	33,9	54,6	21,7%	60,9%
<i>Silico manganèse (milliers de tonnes)</i>	21,6	22,3	41,6	3,4%	86,4%
<i>Manganèse métal (milliers de tonnes)</i>	6,3	11,6	13,0	84,1%	11,9%

Source : DGEPPF

V.2.3.2 La formation du PIB prévisionnel en 2018 et 2019

Au regard des hypothèses ci-dessus, la faiblesse du niveau d'activité devrait se renforcer en 2018. Le Produit Intérieur Brut s'accroîtrait de 1,2% en 2018 et de 3,6% en 2019. La croissance de la production réelle serait liée aux bonnes performances du secteur hors-pétrole (+1,9% en 2018 et +2,9% en 2019) en dépit d'une reprise prévue de l'activité pétrolière en 2019 (-4,3% en 2018 et +10,2% en 2019 contre -8,5% en 2017).

Evolution du taux de croissance de 2018 à 2019

	2017	2018	2019
PIB total	+0,5%	+1,2%	+3,6%
PIB pétrole	-8,5%	-4,3%	+10,2%
PIB hors pétrole	+1,8%	+1,9%	+2,9%

Source : DGEPPF

V.2.3.2.1 Les ressources du PIB prévisionnel en 2018 et 2019

Dans l'optique production, en 2018, tous les secteurs d'activité progresseraient comparativement à 2017. La croissance des secteurs primaire, secondaire et tertiaire s'établirait respectivement à 1,4%, 2,0% et 3,0% en 2018 et à 10,2%, 2,8% et 3,5% en 2019.

Dans le **secteur primaire**, l'accroissement de l'activité serait lié à la bonne tenue :

- de l'activité agricole à 13,6% en 2018 et 10,3% en 2019 avec l'entrée en production des champs d'hévéa d'OLAM (2018) et la montée en puissance des plantations de GRAINE et d'huile de palme mais aussi d'une mobilisation plus importante des ressources publiques, en lien avec la poursuite du Plan National d'Investissements Agricoles et de Sécurité Alimentaires et Nutritionnelles (PNIASAN) ;
- de la branche minière à 2,8% en 2018 et 17,2% en 2019, suite à la consolidation des activités de Ndjolé (CICMHZ), de Franceville (Nouvelle Gabon Mining) et à la montée des performances de COMILOG (projet Comilog 2020), en lien avec la politique de transformation locale de manganèse ;
- et de la branche « pétrole » +10,2% en 2019 contre une baisse de 4,8% en 2018, résultant des efforts de revalorisation des champs, dans un contexte de hausse du prix du baril sur le marché international et du maintien du quota de production de l'Organisation des Pays Producteurs de Pétrole (OPEP) (9 000 barils/jour).

Dans le **secteur secondaire**, la hausse enregistrée entre 2018 et 2019 s'expliquerait par une progression de l'ensemble de ses branches.

En effet, les industries minières progresseraient de 15,6% en 2018 et 7,0% en 2019, en liaison avec la montée en puissance du C2M de Moanda, la compétitivité des prix et le renforcement de la politique de transformation locale de manganèse.

La bonne tenue de l'industrie agro-alimentaire de 2,0% en 2018 et de 2,3% en 2019 serait favorisée par la montée en puissance de la nouvelle usine de production de farine de l'opérateur Foberd et l'entrée en production de l'usine de transformation d'huile de palme d'Awala et celle de Mouila.

L'embellie des activités de Raffinage (+20,1% en 2018 et +0,5% en 2019), résulterait de la mise à niveau de l'outil de production, suite aux travaux de maintenance réalisés en 2017.

La branche « Industrie du bois » s'accroîtrait de 6,0% en 2018 et 4,5% en 2019, en raison de la poursuite de la promotion des mesures incitatives à la transformation (2^{ème} et 3^{ème} transformation du bois, valorisation des produits du bois, etc.) et de la hausse de la demande internationale et locale (programme de réhabilitation et d'équipement en tables-bancs des écoles, collèges et lycées).

La consolidation de l'activité de la branche BTP (+0,9% en 2018 et +3,8% en 2019) résulterait de la reprise de l'investissement public et privé avec la poursuite des grands chantiers de la SNDI (route Port-Gentil - Omboué, PK5-PK12, la route nationale, construction, réhabilitation et équipement des salles d'informatique dans les écoles, collèges et lycées ...) et du développement des projets d'investissement par Partenariat Public-Privé (nouvel aéroport de Libreville, axe PK15-Owendo, programme de construction des stations de péage).

Entre 2018 et 2019, la performance du **secteur tertiaire** (+3,0% en 2018 et +3,5% en 2019) serait tirée par la totalité de ses branches, notamment les branches transport & communications (+5,5% en 2018 et +6,5 en 2019).

L'évolution des activités de la branche Transport (+5,0% en 2018 et +5,3% en 2019) serait consécutive au relèvement de l'activité du transport des marchandises en lien avec le dynamisme dans les branches des mines et du bois, ainsi que l'amélioration du réseau ferroviaire et portuaire avec la mise en exploitation des nouveaux ports.

La hausse de la branche Communications (+5,0% en 2018 et +4,1% en 2019) s'expliquerait par l'extension de la fibre optique, de la 3G et de la 4G à l'intérieur du pays ainsi que la mise en place d'une nouvelle infrastructure d'interconnexion sous régionale liant les 11 pays de la CEEAC (projet CAB), notamment entre le Gabon et le Congo. Les autres branches du secteur tertiaire tireraient profit de la reprise du secteur pétrolier et des BTP

Evolution du PIB par secteur d'activité de 2018 à 2019

En milliards de FCFA	PIB Nominal (au Prix du Marché)					PIB en volume (au Prix de 2001)					
	2017	2018	2019	18/17	19/18	2016	2017	2018	2019	18/17	19/18
Produit Intérieur brut	8668,9	9439,3	9894,8	8,9%	4,8%	5458,9	5485,9	5553,7	5756,4	1,2%	3,6%
PIB marchand	7292,4	8113,4	8577,2	11,3%	5,7%	4414,2	4425,4	4511,1	4726,1	1,9%	4,8%
Secteur Primaire	2370,4	2728,3	2968,3	15,1%	8,8%	1066,9	1078,3	1093,1	1204,3	1,4%	10,2%
Agriculture, élevage, Pêche	349,8	398,1	422,1	13,8%	6,0%	266,2	297,8	333,2	363,8	11,9%	9,2%
Exploitation Forestière	106,6	116,1	121,0	8,9%	4,2%	62,7	71,2	74,5	78,2	4,7%	5,0%
Pétrole Brut	1708,6	1983,7	2160,3	16,1%	8,9%	670,7	613,4	586,7	646,4	-4,3%	10,2%
Mines	205,3	230,3	265,0	12,2%	15,1%	67,4	96,0	98,7	115,7	2,8%	17,2%
Gaz	0,016	0,020	0,000	19,0%	-100,0%	0,022	0,020	0,022	0,023	7,1%	7,1%
Secteur Secondaire	2027,6	2263,8	2334,1	11,6%	3,1%	1057,3	970,8	990,1	1018,1	2,0%	2,8%
Industrie agro-al, boissons	162,1	169,7	173,2	4,7%	2,1%	117,7	115,2	117,5	120,2	2,0%	2,3%
Industrie du bois	160,1	162,7	168,1	1,6%	3,3%	90,6	100,0	106,0	110,8	6,0%	4,5%
Industrie minière	9,4	10,1	0,0	8,0%	-100,0%	6,7	9,2	10,6	11,3	15,6%	7,0%
Autres industries	259,4	271,6	282,8	4,7%	4,1%	142,0	135,7	137,9	143,9	1,6%	4,4%
Raffinage	9,8	14,1	14,2	43,8%	1,1%	9,7	7,6	9,2	9,2	20,1%	0,5%
Electricité, eau	106,7	111,7	118,4	4,7%	5,9%	53,4	53,8	54,3	55,3	1,0%	1,9%
BTP	393,2	407,0	429,3	3,5%	5,5%	284,2	223,7	225,7	234,4	0,9%	3,8%
Service pétroliers	926,9	1117,0	1148,1	20,5%	2,8%	352,9	325,7	329,0	332,9	1,0%	1,2%
Secteur Tertiaire	2320,7	2480,0	2621,9	6,9%	5,7%	1730,4	1865,2	1920,4	1987,1	3,0%	3,5%
Transport & communicat°	753,0	831,5	895,0	10,4%	7,6%	521,8	683,1	717,3	755,1	5,0%	5,3%
Services	976,3	1026,1	1084,4	5,1%	5,7%	785,3	757,0	768,4	788,4	1,5%	2,6%
Commerce	444,2	464,2	478,2	4,5%	3,0%	278,8	278,0	276,6	282,4	-0,5%	2,1%
Banques et Assurances	254,6	262,5	269,8	3,1%	2,8%	261,7	263,0	261,1	265,3	-0,7%	1,6%
SIFIM	-107,4	-104,4	-105,5	-2,8%	1,0%	-117,2	-115,9	-103,0	-104,0	-11,1%	1,0%
DTI et TVA	573,6	641,3	652,9	11,8%	1,8%	559,5	511,1	507,5	516,7	-0,7%	1,8%
Services non Marchands	1376,5	1326,0	1317,7	-3,7%	-0,6%	1044,7	1060,5	1042,6	1030,2	-1,7%	-1,2%

Source : DGEPPF

V.2.3.2.2 Les emplois du PIB prévisionnel en 2018 et 2019

Du point de vue de la demande, l'activité nationale reposerait sur la dynamique externe et interne. En effet, la demande nette intérieure et extérieure enregistrerait une progression respectivement de 0,5% et 0,8% en 2018 et de 1,5% et 8,8% en 2019. Les performances de la demande nette intérieure proviendraient de l'accroissement de l'investissement total (+4,8% en 2018 et +2,6% en 2019).

L'évolution de l'investissement résulterait de la reprise de l'investissement public (+7,2% en 2018 et +6,1% en 2019), influencée par la poursuite des chantiers du Schéma Directeur National d'Infrastructures (SDNI) et de la Stratégie d'Investissement Humain du Gabon (Pacte social). En effet, l'optimisation des

dépenses d'investissement permettrait le renforcement des infrastructures de base, avec la poursuite des travaux de construction des barrages hydroélectriques (Chutes de l'Impératrice, Fe II, Ngoulmendjim et Dibwangui) et des lignes de transport d'énergie, l'aménagement des bassins versants à Libreville et Port-Gentil, la réalisation des tronçons routiers et des autres infrastructures.

Concernant l'investissement privé (+4,5% en 2018 et +2,3% en 2019), son évolution découlerait de l'investissement du secteur pétrolier (+6,0% en 2018 et +0,8% en 2019), en lien avec la mise en œuvre de certains projets reportés en 2017. Dans le hors pétrole (+3,8% en 2018 et +3,0% en 2019), cette évolution est consécutive au démarrage de nouveaux travaux en Partenariat Public-Privé dans les sept secteurs stratégiques du PRE (Eau et l'Energie, Mines, Tourisme-Hôtellerie-Loisirs, Enseignement Technique et Formation Professionnelle, Agriculture, l'Immobilier et la Finance) parmi lesquels, la construction du nouvel aéroport de Libreville, des stations de pesage et de péage.

En revanche, la maîtrise de la dépense publique notamment en biens, services et transferts et la hausse modérée de l'activité économique globale expliqueraient le léger recul de la consommation totale en 2018 (-1,5%) et en 2019 (+1,0%).

L'accroissement de la demande extérieure (+0,5% en 2018 et +8,8% en 2019) serait soutenu notamment par la hausse de la demande des produits sidérurgiques, de rente (huile de palme) et des produits sylvicoles. Ces évolutions seraient liées à l'augmentation de l'activité économique mondiale, au raffermissement des cours du manganèse et des produits de rente (huile de palme).

Evolution du PIB par la demande de 2018 à 2019

En milliards de FCFA	En nominal (au prix du marché)					En volume (au prix de 2001)				
	2017	2018	2019	18/17	19/18	2017	2018	2019	18/17	19/18
PRODUIT INTERIEUR BRUT	8668,9	9439,3	9894,8	8,9%	4,8%	5485,9	5553,7	5756,4	1,2%	3,6%
DEMANDE NETTE INTERIEURE	6468,2	6701,1	6945,1	3,6%	3,6%	5371,2	5397,0	5479,7	0,5%	1,5%
DEMANDE NETTE EXTERIEURE	2200,8	2738,3	2949,7	24,4%	7,7%	114,7	156,7	276,7	36,6%	76,6%
CONSOMMATION TOTALE	4612,0	4721,5	4909,6	2,4%	4,0%	3674,3	3619,0	3654,6	-1,5%	1,0%
Ménages	3464,9	3580,2	3720,9	3,3%	3,9%	2616,3	2634,6	2659,2	0,7%	0,9%
Administrations	1147,0	1141,3	1188,7	-0,5%	4,2%	1058,0	984,3	995,4	-7,0%	1,1%
INVESTISSEMENT TOTAL	1856,2	1979,6	2035,5	6,6%	2,8%	1696,9	1778,1	1825,2	4,8%	2,6%
Privé	1703,5	1803,8	1817,2	5,9%	0,7%	1534,7	1604,1	1640,5	4,5%	2,3%
Dont : Pétrole	791,1	831,7	807,5	5,1%	-2,9%	489,4	518,8	522,8	6,0%	0,8%
Hors Pétrole	912,4	972,2	1009,7	6,5%	3,9%	1045,3	1085,3	1117,8	3,8%	3,0%
Administration	152,7	175,7	218,2	15,1%	24,2%	162,2	174,0	184,6	7,2%	6,1%
EXPORTATIONS TOTALES	4354,3	4806,9	5098,4	10,4%	6,1%	2329,6	2348,5	2554,7	0,8%	8,8%
Dont : Pétrole	3186,5	3521,1	3694,6	10,5%	4,9%	1291,0	1240,6	1317,0	-3,9%	6,2%
Rentes et autres produits d'exportations	294,2	334,6	407,7	13,8%	21,8%	272,5	325,7	401,4	19,5%	23,3%
Mines	373,2	436,9	478,9	17,1%	9,6%	391,7	402,2	449,3	2,7%	11,7%
Bois transformé	297,6	318,1	321,7	6,9%	1,1%	321,4	339,7	347,6	5,7%	2,3%
Produits manufacturiers	3,5	3,6	3,8	2,7%	6,1%	3,3	3,6	3,9	9,0%	8,1%
IMPORTATIONS TOTALES	2153,5	2068,6	2148,7	-3,9%	3,9%	2214,8	2191,8	2278,0	-1,0%	3,9%
Consommations	479,0	453,1	471,8	-5,4%	4,1%	392,9	383,1	394,1	-2,5%	2,9%
Equipements	952,3	898,0	926,5	-5,7%	3,2%	1092,4	1045,5	1094,7	-4,3%	4,7%
Intermédiaires	434,0	444,4	459,8	2,4%	3,5%	437,7	469,7	484,9	7,3%	3,2%

Source : DGEPPF

V.2.4 Le budget de l'Etat

Les perspectives budgétaires 2018 s'inscrivent, notamment, dans le cadre d'un accroissement sensible de la production pétrolière, d'une embellie des cours du baril du pétrole, d'une baisse sensible des exportations de manganèse, d'une stabilité du prix de la tonne de manganèse, d'une dépréciation du taux de change du dollar américain par rapport au FCFA, de la mise en œuvre du Plan de Relance Economique ainsi que la poursuite de la mise en œuvre de la politique sociale.

V.2.4.1 Les recettes budgétaires

Les recettes budgétaires s'établiraient à 1 949,0 milliards de FCFA contre 1 601,1 milliards de FCFA collectés en 2017, soit un accroissement de 21,7%. Cette embellie proviendrait du raffermissement aussi bien des recettes pétrolières que des recettes hors pétrole du fait de la bonne tenue de l'activité économique nationale.

En ratio du PIB, les recettes budgétaires se situeraient à 20,6% dont 13,2% des recettes hors pétrole. Rapportées au PIB pétrolier, les recettes pétrolières seraient à 35,2%. Le poids des recettes hors pétrole s'établirait à 16,8% du PIB hors pétrole.

Prévisions des recettes budgétaires

En milliards de FCFA	2016	2017	2018	18/17
Recettes pétrolières	423,1	574,4	698,3	21,6%
Recettes hors pétrole	1134,3	1026,7	1250,7	21,8%
Recettes totales	1557,3	1601,1	1949,0	21,7%
En ratio du PIB nominal				
Recettes pétrole	5,1%	6,6%	7,4%	
Recettes hors pétrole	13,6%	11,8%	13,2%	
Recettes totales	18,7%	18,5%	20,6%	
PIB nominal (pour mémoire)	8310,6	8668,9	9439,3	
En ratio du PIB pétrole				
Recettes pétrole	27,0%	33,6%	35,2%	
PIB pétrole (pour mémoire)	1566,1	1708,6	1983,7	
En ratio du PIB hors pétrole				
Recettes hors pétrole	16,8%	14,8%	16,8%	
PIB hors pétrole (pour mémoire)	6744,5	6960,3	7455,6	

Sources : DGBFIP, DGEFP

V.2.4.2 Les dépenses budgétaires

Les dépenses budgétaires primaires se renforceraient de 11,9% à 1 743,5 milliards de FCFA par rapport à celles exécutées en 2017. Cette évolution résulterait de l'accroissement conjoint des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital, nonobstant le repli des autres dépenses primaires.

La hausse des dépenses de fonctionnement proviendrait du renforcement des dépenses en biens et services et des dépenses de transfert, malgré la maîtrise des dépenses du personnel.

Le poids des dépenses de fonctionnement dans le PIB serait à 12,7%, soit 6,8% pour les traitements et salaires, 3,2% pour les biens et services et 2,8% pour les transferts et subventions. Le ratio masse salariale rapportée aux recettes fiscales se situerait à 61,6%.

Les dépenses en capital se renforceraient suite à l'accroissement conjoint des financements sur ressources propres et sur ressources extérieures. En pourcentage du PIB, les dépenses publiques seraient sensiblement plus financées sur ressources propres (2,5% du PIB) que sur ressources extérieures (1,2% du PIB). Les autres dépenses primaires seraient en baisse et représenteraient 1,8% du produit intérieur brut.

Prévisions des dépenses budgétaires

En milliards de FCFA	2016	2017	2018	18/17
Fonctionnement	1 219,5	1 128,4	1 198,9	6,2%
Salaires et traitements	730,9	732,8	640,9	-12,5%
Biens et services	251,7	157,2	297,6	89,3%
Transferts et subventions	236,9	238,4	260,4	9,2%
Investissements	405,1	149,7	375,8	151,0%
Dont Ressources propres	165,9	84,4	237,5	181,4%
Finex	239,2	65,3	108,6	66,3%
Autres dépenses primaires	148,5	280,3	168,8	-39,8%
Total dépenses hors paiement d'intérêts	1 773,2	1 558,4	1 743,5	11,9%
En ratio du PIB nominal				
Fonctionnement	14,7%	13,0%	12,7%	
Investissements	4,9%	1,7%	4,0%	
Autres dépenses primaires	1,8%	3,2%	1,8%	
PIB nominal (pour mémoire)	8 310,6	8 668,9	9 439,3	

Sources : DGBFIP, DGEPPF

V.2.4.3 La dette publique

En 2018, le service prévisionnel de la dette publique diminuerait de 13,9% à 748,7 milliards de FCFA. Cette évolution est attribuable à la baisse de l'amortissement et des charges financières relatives à la dette extérieure, en dépit du service de la dette intérieure qui connaît une hausse conjointe du principal et des intérêts.

La baisse du règlement du principal de la dette extérieure (-46,3%) résulte du recul de l'amortissement des prêts auprès de la quasi-totalité des composantes. La hausse du principal de la dette intérieure (+59,7%) est consécutive à l'amortissement des emprunts courants et au remboursement des arriérés.

La baisse du paiement des intérêts de la dette extérieure (-16,5%) s'explique par le reprofilage. La hausse du règlement de la charge financière de la dette publique intérieure (+93,3%), quant à elle, est liée au reprofilage de la dette et aux nouveaux décaissements financiers.

Evolution du service prévisionnel de la dette

En milliards de FCFA	2016	2017	2018	18/17
Dette extérieure	341,8	669,9	416,4	-37,8%
Intérêts	142,4	191,0	159,4	-16,5%
Principal	199,4	478,9	257,0	-46,3%
Dette intérieure	312,3	199,5	332,2	66,5%
Intérêts	37,8	40,5	78,3	93,3%
Principal	274,5	159,0	253,9	59,7%
Total	654,1	869,4	748,7	-13,9%

Sources : DGD, DGCPT

V.2.5 La balance des paiements prévisionnelle en 2018-2019

La balance globale des paiements demeurerait excédentaire en 2018. Cette forte amélioration serait tributaire de la progression de la balance courante, dont le déficit s'allègerait davantage, et de celle du compte des capitaux.

V.2.5.1 La balance des transactions courantes

Le déficit du compte courant s'atténuerait de 6,2% à -357,3 milliards de FCFA, du fait de la progression de la balance commerciale (+13,7%), malgré le renforcement du déficit de la balance des services et du compte des revenus.

V.2.5.2 La balance commerciale

L'excédent commercial augmenterait en 2018 pour se situer à 1 574,4 milliards de FCFA contre 1 384,8 milliards de FCFA en 2017. Cette évolution est liée à la hausse des exportations (+8,2%), nonobstant celle des importations (+3,6%).

Les exportations en valeurs s'établiraient à 3 308,6 milliards FCFA, en hausse de 8,2%. Cette évolution est essentiellement liée à la progression des ventes de pétrole (+10,5%) et de manganèse (+2,9%).

La demande adressée par le Gabon à l'extérieur progresserait de 3,6% à 1 734,2 milliards de FCFA. Cette tendance s'expliquerait essentiellement par une amélioration des commandes d'outils et équipements du secteur minier (+2,4%).

Evolution de la balance Commerciale prévisionnelle

En milliards de FCFA	2016*	2017*	2018*	18/17
Exportations (fob)	2 585,9	3 058,6	3 308,6	8,2%
<i>Pétrole</i>	<i>1 940,5</i>	<i>2 104,0</i>	<i>2 325,6</i>	10,5%
<i>Manganèse</i>	<i>321,5</i>	<i>617,8</i>	<i>635,5</i>	2,9%
<i>Or</i>	<i>11,1</i>	<i>5,3</i>	<i>0,0</i>	-
<i>Bois</i>	<i>278</i>	<i>284,0</i>	<i>282,2</i>	-0,6%
<i>Autres</i>	<i>34,7</i>	<i>47,6</i>	<i>65,4</i>	37,4%
Importations (fob)	1 568	1 673,8	1 734,2	3,6%
Balance commerciale	1 017,8	1 384,8	1 574,4	13,7%
Taux de couverture	164,9%	182,7%	182,7%	-

Source : BEAC, * Estimations

V.2.5.3 La balance des services

Le solde déficitaire des services s'alourdirait pour se situer à 1 266 milliards de FCFA contre 1 108,7 milliards en 2017, suite à la progression de la totalité des postes.

V.2.5.4 La balance des revenus

Le déficit des revenus augmenterait en 2018 affichant un montant de 608,6 milliards de FCFA contre 601,7 milliards de FCFA en 2017. Cette progression proviendrait de la hausse des paiements des intérêts sur la dette publique, des revenus du capital et des salariés.

V.2.5.5 La balance des capitaux

L'excédent du compte de capital serait quasiment multiplié par trois en 2018 comparativement à l'année 2017, passant de 176,6 milliards de FCFA à 474,2 milliards de FCFA. Cette progression ferait suite à un accroissement des capitaux entrant au titre des autres investissements du secteur public en particulier (+121,8%).

La diminution du déficit des autres investissements serait tributaire d'une remontée des « autres investissements du secteur public » due principalement aux tirages sur financements extérieurs pour des projets liés notamment à l'agriculture, aux BTP, aux industries du bois et à la métallurgie.

Evolution de la balance globale prévisionnelle

En milliards de FCFA	2016*	2017*	2018*	18/17
1- Transactions courantes	-410,7	-381,1	-357,3	6,2%
balance commerciale	1 017,8	1 384,8	1 574,4	13,7%
balance des services	-995,1	-1 108,7	-1 266,0	-14,2%
balance des revenus	-379,4	-601,7	-608,6	-1,1%
balance des transferts	-54,1	-55,6	-51,7	7,0%
2- Balance des capitaux	-211,1	176,6	474,2	168,5%
- Investissements directs	445,8	534,7	434,5	-18,7%
- Investissements de portefeuille	117	131	162,3	23,9%
- Autres investissements	-773,9	-489,1	-122,6	74,9%
<i>Secteur privé</i>	-748,7	-729,1	-723,4	0,8%
<i>Secteur public</i>	-4,8	244,3	541,8	121,8%
<i>Banques commerciales</i>	29,6	-154,3	-11,6	92,5%
3- Erreurs et Omissions	-190	207,7	-	-
BALANCE GLOBALE	-811,9	3,2	116,9	-

Source : BEAC, * Estimations

V.2.5.6 La balance globale

En définitive, l'excédent des paiements du Gabon amorcé en 2017 se poursuivrait en 2018 suite à l'amélioration du compte courant et du compte des capitaux.

V.2.6.1 L'emploi

En 2018, le marché du travail devrait connaître une légère hausse de l'emploi dans le secteur privé. La reprise des activités économiques grâce à la politique de diversification de notre économie et la stabilité du prix du baril de pétrole justifieraient ces créations d'emplois.

Dans le secteur public, les effectifs de la fonction publique, ceux des collectivités locales ainsi que ceux de la main-d'œuvre non permanente baisseraient de près de 3,9%, au regard du plafond des effectifs des administrations retenus dans la loi de finances. Les réformes initiées au cours de l'année 2017 dans le but de maîtriser les effectifs et la masse salariale se traduiraient par une baisse substantielle des agents de ce secteur en 2018.

V.2.6.2 Les salaires

Dans un contexte de durcissement et de poursuite des réformes engagées par le Gouvernement avec l'appui des partenaires techniques et financiers, la masse salariale du secteur public en 2018 devrait maintenir sa tendance baissière (-12,5% par rapport à la PLFR2018), sous l'effet de la réduction des effectifs (mise à la retraite systématique des agents, opérations d'assainissement du fichier Solde et le gel des recrutements).

Quant à la masse salariale du privé, elle augmenterait en raison de la reprise des activités dans certains secteurs (pétrole, BTP.) et de la mise en œuvre de nouveaux projets structurants notamment dans les mines, le transport et l'agriculture. Par ailleurs, ces efforts seraient renforcés par une amélioration du cadre des affaires et la promotion des matières premières.

V.2.6.3 Les prix

Sur la période 2018-2019, le taux d'inflation se situerait à +1,9% en moyenne. Cette tendance résulterait de l'amélioration de l'offre locale agricole avec la montée en puissance des unités de production vivrière (programme GRAINE) et de rente avec le groupe OLAM accompagnée du frémissement de la demande intérieure. Toutefois, le déficit structurel en matière de logement conduirait à atténuer cette évolution. En conséquence, le critère de convergence ($\leq 3\%$) serait de nouveau respecté en 2018 et 2019.

V.3 LA POLITIQUE ECONOMIQUE, FINANCIERE ET SOCIALE DU GOUVERNEMENT EN 2018-2019

En 2018, l'activité économique tirerait profit de la poursuite de la mise en œuvre du Plan triennal de Relance de l'Economie (PRE) 2017-2019 et de l'assainissement des finances publiques. Dans ce contexte, le Gouvernement envisage des mesures de relance qui consacrent le renforcement de l'efficacité de la dépense publique, l'optimisation et l'utilisation plus rationnelle des ressources budgétaires, le développement des infrastructures et la promotion du secteur privé ainsi que la réduction de la pauvreté comme leviers de la diversification de l'économie.

Le renforcement de l'équilibre des finances publiques consiste à :

- ramener le déficit budgétaire à un niveau inférieur à 3% du PIB dans les 3 ans afin de sortir progressivement d'une dépendance trop importante des finances publiques aux recettes pétrolières ;
- maîtriser le niveau d'endettement public du pays à 40% du PIB ;
- redynamiser la création des richesses et l'emploi ;
- réduire la pauvreté et améliorer le bien-être des populations ;

Pour atteindre ces objectifs, cinq programmes d'action phare ont été définis :

- l'optimisation des recettes et le financement de l'économie ;
- la maîtrise des dépenses publiques ;
- le renforcement de la compétitivité des filières ;
- l'amélioration du cadre des affaires ;
- la qualité des services au citoyen.

V.3.1 Les infrastructures

Depuis 2011, le Gouvernement poursuit la mise en œuvre du Plan Directeur National des Infrastructures. Avec le Plan de Relance de l'Economie, il a procédé à une redéfinition des priorités des investissements, en tenant compte du niveau d'avancement des projets déjà engagés, de l'impact social et économique de ces projets, de l'équilibre territorial, du respect des cadres de préparation des projets et des plans de financement attractifs.

Ainsi, le Gouvernement a décidé de mettre l'accent sur les programmes suivants :

- 1 - Finalisation des travaux routiers prioritaires :
 - Tronçon RN1
 - Port-Gentil-Omboué
 - Voiries de Libreville
- 2 - Travaux d'assainissement et de voiries urbaines à Port-Gentil et Libreville
- 3 - Programme de Construction d'écoles et de salles de classe à Libreville et Port-Gentil (AFD)
- 4 - Programme de construction des centres de santé de proximité (AFD)

- 5 - Travaux de constructions de barrages hydroélectriques :
 - Chutes de l'Impératrice (+80 MW)
 - Ngoulemendjim (+73MW)
 - Dibwangui (+30MW)
 - Réseau de transport d'électricité
- 6 - Programme National de construction d'établissements de formation professionnelle
- 7 - Aménagement des zones concertées prioritaires de Libreville et de Port-Gentil
- 8 - Elaboration des Schémas Directeurs d'aménagements urbains et Plans d'occupation des sols des capitales provinciales
- 9 - Sécurisation de l'approvisionnement en eau de Libreville :
 - Usine de traitement d'eau
 - Canalisations

V.3.2. Le Secteur productif

L'Agriculture

Concernant le volet agricole du PRE, le Gouvernement ambitionne de substituer la moitié des importations alimentaires, dont le montant s'élevait à plus de 350 milliards de FCFA en 2016. Pour 2018-2019, il est prévu de soutenir les programmes de promotion de l'agriculture et les plans de compétitivité-filières pour les différentes spéculations végétales et animales (café, cacao, manioc, banane, hévéa, ovin, porcine...).

En concertation étroite avec les opérateurs et les coopératives rurales, le Gouvernement entend mener les initiatives suivantes :

- campagne nationale de régularisation du foncier agricole ;
- campagne nationale de distribution des agréments techniques aux exploitants agricoles, leur donnant droit aux facilités liées ;
- mise en place d'un fonds agricole, abondé par l'épargne des agriculteurs ;
- création du statut de zone franche agricole ;
- mise à disposition du foncier agricole dans le cadre du Plan National d'Affectation du Territoire ;
- aménagement des zones franches agricoles ;
- création de nouveaux centres de distribution pour la commercialisation des produits vivriers locaux ;
- accélération du programme GRAINE et campagnes de sensibilisation pour augmenter le nombre de volontaires au programme et leur implication active pour des rendements optimaux ;
- promotion active des investissements agroindustriels ;
- mise en service du Centre de Formation Professionnelle et de Perfectionnement de Mouila sur les métiers agricoles ;
- distribution des semences et intrants, et accompagnement technique pour la relance des cultures de café et cacao.

Le Gouvernement poursuivra sa politique en faveur de la promotion des investissements privés et l'amélioration de l'environnement des affaires, malgré le contexte financier difficile.

Pour atteindre ces objectifs, le Gouvernement comptera sur un dispositif fiscal plus souple et attractif permettant à la fois de sécuriser les recettes fiscales, l'investissement privé ainsi que la compétitivité des entreprises.

Développement du secteur privé

Le Gouvernement prévoit réduire sa dette intérieure. Ce signal fort envoyé au secteur privé porterait sur un montant de 310 milliards de FCFA, soit 77% du montant total de la dette initiale évaluée à 400 milliards de FCFA. Il permettrait en outre de rétablir un climat de confiance entre le secteur privé et l'Etat.

En contrepartie de cet effort important, l'Etat gabonais devra solliciter des entreprises bénéficiaires un engagement à réinvestir une partie des montants remboursés, afin de participer à l'effort de relance de l'économie nationale sous la forme de création d'emplois et de relance des chantiers arrêtés (logements sociaux, infrastructures...).

Le Gouvernement entend mener des réformes qui conduiront à la facilitation de l'initiative privée. Parmi lesquelles :

- l'opérationnalisation effective du guichet unique des entreprises afin de réduire les formalités de création et de demande d'agrément des entreprises ;
- l'animation du Haut Conseil pour l'Investissement, cadre de dialogue permanent entre l'administration et les opérateurs privés. Il s'agira, dans ce cadre d'échanges, de promouvoir des actions visant à encourager et à assainir l'environnement des affaires au Gabon ;
- la création de nouveaux produits financiers facilitant la mobilisation de l'épargne privée nationale et internationale pour les investissements productifs et sociaux (écoles, cliniques, logements sociaux) prioritaires ;
- la poursuite des négociations avec les opérateurs pétroliers sur le rapatriement des ressources pétrolières notamment les fonds de remise en état des sites pétroliers ;
- la poursuite de la mise en œuvre du Plan National de Développement des Statistiques avec l'appui de la Banque Mondiale ;
- La mise en place, d'ici à 2020, du Centre de Médiation et d'Arbitrage ;
- La mise en place, d'ici à 2020, du Tribunal de Commerce ;
- L'élaboration du projet de Loi sur le règlement des petits litiges.

Amélioration du climat des affaires

Avec la collaboration de l'Agence Nationale de Promotion des Investissements et le Haut Conseil des Investissements, le Gouvernement s'emploiera à créer et améliorer les conditions visant à favoriser l'initiative privée. Pour réaliser ces objectifs, le Gouvernement mènera des actions aussi bien sur le cadre juridique, l'amélioration de l'adéquation entre la formation professionnelle et les besoins en compétences des entreprises, que sur l'accompagnement des investisseurs et des entrepreneurs.

L'amélioration de l'environnement des affaires passera par :

- le renforcement de la crédibilité de la signature de l'Etat, notamment par la poursuite du règlement de la dette intérieure ;
- la promotion du libre accès à la commande publique et l'égalité des traitements ;
- la transparence dans l'attribution des marchés publics ;
- l'amélioration de l'accès au financement.

Toutes ces actions seront soutenues par le Haut Conseil de l'Investissement (HCI) qui a pour rôle de faciliter l'implication du secteur privé dans la mise en œuvre du PRE.

V.3.4 Le secteur social

La diversification des sources de production pour une moindre dépendance au pétrole ainsi que le renforcement de la résilience de l'économie gabonaise passent également par la promotion et le développement du capital humain. Un accent particulier est mis ces dernières années dans l'amélioration du dispositif de formation professionnelle, de l'éducation de base et de l'offre de santé.

La lutte contre la pauvreté et le chômage reste l'une des préoccupations majeures du Gouvernement. De nombreux efforts sont consentis par les pouvoirs publics pour permettre à la jeunesse d'obtenir un emploi ou de s'auto employer. C'est dans ce sens que l'UNESCO entend accompagner le Gouvernement dans les renforcements des politiques en la matière et dans la création des centres de formation professionnelle en TIC à travers tout le pays.

Débuté en 2017, le projet d'appui à la formation et l'insertion professionnelle (AFIP) se poursuivra en 2018. Financé par le 10e Fonds européen de développement (FED), 2 500 000 euros, soit 1 639 892 500 FCFA, ont été débloqués par l'Union Européenne. Ces fonds vont permettre à plus de 3000 jeunes Gabonais non scolarisés dont l'âge varie entre 16 et 25 ans de suivre des formations professionnelles courtes mais efficaces sur l'agriculture, l'électricité, la mécanique, la menuiserie, la maçonnerie, la plomberie, la cuisine, mais aussi les technologies de l'information et de la communication.

La santé

S'agissant de la santé, l'ambition du Gouvernement est de doter le Gabon d'un système de santé performant, accessible à tous et reposant sur la stratégie des soins de santé primaires rendue possible grâce à une médecine préventive et de proximité.

Pour 2018, le Gouvernement prévoit un effort de financement de l'assurance maladie universelle qui devrait mobiliser 36,6 milliards de FCFA. Dans la même optique et en vue de répondre à l'impérieuse nécessité de préserver les filets sociaux et programmes d'aide et d'assistance, le Gouvernement consentirait 9,6 milliards de FCFA.

Des actions seront prises pour améliorer la gestion des structures hospitalières :

- renforcement de la gouvernance hospitalière et de l'autonomie de gestion des hôpitaux ;
- mise en place de contrats PPP de gestion en concession d'hôpitaux publics et appel d'offre international pour le recrutement de sociétés concessionnaires.

L'éducation

En ce qui concerne le secteur de l'éducation, la politique du Gouvernement vise :

- la mise en œuvre des différents programmes de construction et de réhabilitation des écoles pré-primaires, primaires et secondaires.

Ainsi, il est prévu :

- d'accélérer les programmes de modernisation par la poursuite de la construction et la mise aux normes de quatre complexes scolaires dans les agglomérations d'Ondogho, d'Owendo, de Ntoum et de Moanda pour un montant global de 4,2 milliards de FCFA ;
- de réduire, conformément à l'accord de prêt avec l'Agence Française de Développement (AFD), le déficit en salles de classe dans les villes de Libreville et de Port-Gentil, par la construction de 17 établissements scolaires pour un montant de 11 milliards de FCFA ;
- de poursuivre, conformément à la politique de l'Egalité des chances, le projet de réhabilitation des internats des lycées des capitales provinciales pour un montant de 2,3 milliards de FCFA.
- Résorber le déficit des enseignants, en recrutant plus de 1000 professeurs, notamment dans les matières scientifiques ;
- Optimiser les statistiques sur le système éducatif pour en améliorer le pilotage.

V.3.5 La politique budgétaire

En matière de politique budgétaire, le Gouvernement consolidera la viabilité des finances publiques avec l'effort de mobilisation des recettes fiscales et douanières, la réduction du train de vie de l'Etat et la consolidation de l'efficacité de la dépense publique.

Ces actions combinées ont pour but de rétablir durablement l'équilibre des finances publiques en ramenant le déficit budgétaire en 2018 à 4,1% du PIB contre 5,7% lors de l'exercice précédent et tendre progressivement à un niveau inférieur à 3% du PIB à l'horizon 2019. Les ratios de la dette publique devraient être également maintenus à des niveaux soutenables de l'ordre de 40% du PIB.

CONCLUSION

Au terme de l'année 2017, la croissance du PIB de l'économie gabonaise qui s'est établie à 0,5%, a enregistré un nouveau ralentissement, comme au cours des deux années précédentes, malgré le démarrage de la mise en œuvre du plan de relance initié par le Gouvernement avec l'appui des partenaires au développement, dans le cadre du programme établi avec le FMI.

L'ampleur de ce nouveau ralentissement (-1,6 point) résulte essentiellement de la forte baisse de la production pétrolière, même si l'économie hors pétrole perd plus d'un point également. Cette baisse de la production pétrolière a empêché le pays de tirer pleinement profit de la remontée des prix de ce principal produit d'exportation sur le marché international.

Néanmoins, la bonne tenue des cours du pétrole a contribué, tout comme les exportations de manganèse et de bois débité, à l'accroissement de 15,6% des recettes d'exportation globales. Grâce à une forte remontée de la demande sur le quatrième trimestre, les importations ont légèrement progressé de 0,2% en rythme annuel. Après une contraction du solde commercial de 38,6% à 862,4 milliards de FCFA en 2016 (niveau le plus bas sur les douze dernières années), il est en forte hausse en 2017. On note sur la période une remontée des avoirs extérieurs du pays et une reconstitution progressive des réserves de change, après deux années de baisse continue.

En revanche, les contreperformances des secteurs comme les BTP et les autres industries, fortement dépendant de la commande publique, résulte de la baisse des investissements publics qui a également impacté négativement des secteurs comme le commerce et les services. Cette tendance a été accentuée par le faible taux d'exécution des projets adossés à des financements extérieurs. De même, l'accumulation par l'Etat d'arriérés sur les entreprises a contribué à freiner la reprise des activités économiques.

C'est pourquoi, pour l'année 2018, à la suite de la conclusion de la première revue, il y a lieu d'espérer une exécution budgétaire plus fluide, de nature à contribuer à la remontée de la croissance hors pétrole. De même, l'arrivée de nouveaux acteurs, suite à la cession d'actifs pétroliers par Shell et Total, devrait se traduire par l'amorce d'un nouvel élan dans ce secteur sur la deuxième moitié de l'année 2018, et surtout en 2019.

Principales hypothèses

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Production pétrolière (en millions de tonnes)	12,445	12,143	11,628	11,014	10,980	11,922	11,48	10,5033	10,04756
Production de pétrole (en millions de Barils)	90,846		84,884	80,401	80,157	87,028	83,84	76,67	73,35
Prix du baril du pétrole gabonais (en \$US)	77,3	109,7	110,8	106,6	95,6	48,1	40,5	52,5	68,00
Exportation de manganèse (en milliers de tonn	3 203,8	3 380,7	3 038,0	3 928,0	3 791,3	3 890,9	3 404,4	5 050,4	5 185,90
Prix de vente de manganèse (en \$US/tonne)	288,9	298,0	247,8	237,2	213,2	164,2	155,3	206,2	225,58
Production de l'Or (en tonne)	-	-	0,6	1,2	1,1	1,5	1,0	-	-
Prix de vente de l'Or (\$US/l'once)	1 224,7	1 568,6	1 668,8	1 411,1	1 266,2	1 160,1	1 248,3	1 257,1	1 314,00
Production du gaz (en milliers de m ³)			352,8	320,2	437,7	466,4	530,1	491,2	525,99
Prix de vente de gaz (\$USD/m ³)			0,15	0,16	0,14	0,14	0,13	0,12	0,14
Taux de change	495,4	471,4	510,2	493,9	493,6	591,2	592,8	580,9	546,90
Production de Manganèse	3 200,6	3 702,0	3 447,1	4 011,0	3 862,6	4 179,5	3 586,2	5 109,5	5 253,75

Répartition sectorielle du PIB à prix constant

(En milliards de franc cfa, Prix = 2001)	HISTORIQUE								PROJECTIONS
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Secteur primaire	1015,0	1010,0	982,7	975,4	991,9	1069,3	1066,9	1078,3	1093,1
Agriculture, Elevage, Pêche	180,7	186,0	193,4	202,9	217,2	236,8	266,2	297,8	333,2
Agriculture	147,8	154,0	159,9	167,7	179,2	195,9	223,1	252,4	286,6
Vivrière	134,0	139,5	145,9	153,5	166,2	182,5	209,3	231,9	262,1
Rente	13,9	14,5	14,0	14,2	13,0	13,4	13,8	20,4	24,5
Chasse et Elevage	16,1	16,7	17,0	17,4	18,0	19,4	19,9	21,5	22,1
Pêche	16,8	15,3	16,6	17,9	20,1	21,5	23,1	23,9	24,4
Exploitation forestière	41,0	40,7	43,9	45,2	54,9	57,8	62,7	71,2	74,5
Pétrole brut	726,7	709,3	679,5	643,1	641,2	696,2	670,7	613,4	586,7
Mines	66,6	74,1	66,0	84,2	78,5	78,5	67,4	96,0	98,7
Gaz				0,01	0,02	0,02	0,0220	0,020	0,022
Secteur secondaire	784,6	925,0	960,8	1020,0	1038,3	1023,8	1057,3	970,8	990,1
Industries agro-alimentaires, boissons	81,6	86,8	92,8	96,8	110,8	110,5	117,7	115,2	117,5
Industrie du bois	41,0	50,0	57,9	56,3	72,4	77,0	90,6	100,0	106,0
Industries minières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,4	6,7	9,2	10,6
Autres industries	109,2	121,8	126,6	129,4	128,0	126,4	142,0	135,7	137,9
Raffinage	32,1	11,2	14,3	8,1	7,8	8,7	9,7	7,6	9,2
Electricité, Eau	37,1	39,0	41,5	43,9	49,5	51,7	53,4	53,8	54,3
BTP	181,1	304,2	296,9	334,6	298,4	287,4	284,2	223,7	225,7
Recherche, services pétroliers	302,4	312,1	330,8	351,0	371,4	356,7	352,9	325,7	329,0
Secteur tertiaire	1224,5	1241,3	1344,9	1465,3	1558,5	1647,4	1730,4	1865,2	1920,4
Transports & Communications	310,5	333,8	366,1	403,3	436,9	492,5	521,8	683,1	717,3
Transport	156,0	172,0	176,7	194,0	204,3	217,6	225,1	333,6	350,2
Communications	154,4	161,8	189,5	209,3	232,6	274,9	296,7	349,6	367,0
Services	599,8	647,8	684,1	726,5	760,7	759,2	785,3	757,0	768,4
Commerce	236,5	244,5	259,7	272,7	281,9	280,0	278,8	278,0	276,6
Services bancaires, assurances	192,6	163,7	184,8	212,4	230,6	245,4	261,7	263,0	261,1
Services non marchands	669,6	783,4	880,2	946,7	1001,7	1046,2	1044,7	1060,5	1042,6
Education	95,0	106,6	112,9	115,4	288,4	302,5	302,3	302,9	09:10
Santé	49,2	52,9	58,4	58,2	138,0	144,2	143,3	144,1	142,5
Autres services non marchands	525,4	623,9	708,8	773,0	575,3	599,5	599,1	613,5	598,7
PIB au coût des facteurs	3693,7	3959,7	4168,6	4407,4	4590,4	4786,7	4899,3	4974,8	5046,2
DTI et TVA	450,5	478,4	502,5	527,1	557,0	560,4	559,5	511,1	507,5
PIB au coût du marché	4144,1	4438,0	4671,1	4934,5	5147,4	5347,1	5458,9	5485,9	5553,7

Répartition sectorielle du PIB à prix courant

(En milliards de franc cfa, Prix = 2001)	HISTORIQUE								PROJECTIONS
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Secteur primaire	2660,4	3368,3	3458,5	3086,1	2910,6	2458,4	2103,6	2370,4	2728,3
Agriculture, Elevage, Pêche	224,6	243,8	242,8	238,6	260,7	291,6	322,2	349,8	398,1
Agriculture	181,3	202,1	208,2	215,1	233,9	261,9	290,8	317,0	363,7
Vivrière	169,5	183,1	193,1	202,5	226,7	254,8	282,9	304,1	348,4
Rente	11,8	19,0	15,1	12,5	7,2	7,1	7,9	13,0	15,3
Chasse et Elevage	16,0	14,9	15,5	16,3	17,7	19,8	20,6	21,8	23,2
Pêche	27,3	26,8	19,1	7,2	9,1	9,9	10,7	11,0	11,2
Exploitation forestière	53,7	50,7	51,2	50,7	64,8	75,0	91,1	106,6	116,1
Pétrole brut	2082,8	2805,4	2946,7	2526,8	2357,8	1937,3	1566,1	1708,6	1983,7
Mines	299,2	268,3	217,7	270,0	227,3	154,5	124,2	205,3	230,3
Gaz				0,014	0,017	0,017	0,018	0,016	0,020
Secteur secondaire	1543,0	2150,9	1992,4	2122,8	2153,8	2005,5	2056,7	2027,6	2263,8
Industries agro-alimentaires, boissons	96,7	106,7	120,1	124,9	144,9	151,2	161,8	162,1	169,7
Industrie du bois	62,2	79,2	92,5	84,6	114,1	139,7	153,1	160,1	162,7
Industrie minière	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	6,3	6,9	9,4	10,1
Autres industries	138,2	187,7	220,9	237,7	254,8	231,6	273,3	259,4	271,6
Raffinage	20,8	18,6	23,9	13,6	12,6	8,9	10,0	9,8	14,1
Electricité, Eau	58,1	61,2	65,4	70,7	84,7	91,0	96,5	106,7	111,7
BTP	270,2	446,0	480,4	560,6	505,6	495,5	505,4	393,2	407,0
Recherche, services pétroliers	896,7	1251,5	989,1	1030,7	1036,9	881,4	849,6	926,9	1117,0
Secteur tertiaire	1516,1	1523,7	1634,0	1765,3	1883,3	1979,4	2096,4	2320,7	2480,0
Transports & Communications	313,7	334,8	365,0	388,3	433,8	476,1	515,8	753,0	831,5
Transport	215,2	244,9	263,2	286,0	318,3	369,2	420,5	640,9	714,0
Communications	98,4	89,9	101,8	102,3	115,5	106,8	95,3	112,1	117,6
Services	755,6	812,4	819,9	869,5	894,1	934,3	990,3	976,3	1026,1
Commerce	329,8	363,1	410,3	432,9	450,2	440,8	448,7	444,2	464,2
Services bancaires, assurances	197,7	157,2	171,1	197,9	217,5	232,3	247,7	254,6	262,5
Services non marchands	790,4	838,2	958,6	1003,7	1293,8	1339,5	1368,6	1376,5	1326,0
Education	103,3	107,2	123,3	130,4	161,7	182,7	189,6	190,0	185,8
Santé	56,0	58,0	62,4	65,7	78,2	84,9	86,7	85,5	82,9
Autres services non marchands	631,2	673,1	772,9	807,6	1054,0	1071,9	1092,2	1101,0	1057,3
PIB au coût des facteurs	6509,9	7881,0	8043,5	7977,9	8241,5	7782,7	7625,3	8095,3	8798,0
DTI et TVA	601,6	700,5	723,0	712,6	746,9	720,7	685,3	573,6	641,3
PIB au coût du marché	7111,5	8581,6	8766,5	8690,5	8988,3	8503,5	8310,6	8668,9	9439,3

Répartition du PIB emploi en volume

(En milliards de franc cfa, Prix = 2001)	HISTORIQUE								PROJECTIONS
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
	4144,1	4438,0	4671,1	4934,5	5147,4	5347,1	5458,9	5485,9	5553,7
<i>Pib pétrole</i>	726,7	709,3	679,5	643,1	641,2	696,2	670,7	613,4	586,7
<i>Pib hors pétrole</i>	3417,5	3728,8	3991,6	4291,3	4506,2	4650,9	4788,2	4872,6	4967,0
Importations totales	2108,6	2372,0	2589,0	2654,9	2863,7	2556,3	2388,8	2214,8	2191,8
<i>Biens</i>	1622,1	1896,3	2203,3	2347,7	2497,7	2255,9	2080,5	1923,1	1898,2
<i>Consommations</i>	293,5	339,1	358,6	403,4	385,7	394,2	384,1	392,9	383,1
<i>Equipements</i>	859,4	962,4	1224,0	1272,8	1310,5	1204,5	1059,6	1092,4	1045,5
<i>Intermédiaires</i>	469,2	594,8	620,7	671,5	801,5	657,2	636,8	437,7	469,7
<i>Services</i>	486,5	475,7	385,6	307,2	366,1	300,5	308,3	291,8	293,6
Total des ressources	6252,7	6810,1	7260,1	7589,3	8011,1	7903,4	7847,7	7700,8	7745,6
Consommation totale	2781,0	3008,6	3191,8	3490,7	3638,0	3651,6	3677,6	3674,3	3619,0
Ménages	1882,0	2017,8	2143,4	2318,1	2446,5	2546,8	2605,4	2616,3	2634,6
Administrations	898,9	990,8	1048,4	1172,6	1191,5	1104,8	1072,3	1058,0	984,3
Investissement total	1362,9	1587,8	1935,2	1972,9	2239,0	1932,7	1917,5	1696,9	1778,1
Formation brute de capital fixe	1468,2	1774,9	1995,4	2135,9	2301,5	1942,7	1917,3	1696,9	1778,1
Administration	741,1	890,2	899,6	871,7	644,8	453,6	407,3	162,2	174,0
Secteur privé	727,1	884,7	1095,7	1264,2	1656,7	1489,1	1510,0	1534,7	1604,1
<i>Pétrole</i>	291,3	329,2	444,7	507,5	771,4	617,1	500,2	489,4	518,8
<i>Hors pétrole</i>	435,8	555,5	651,0	756,7	885,3	872,0	1009,8	1045,3	1085,3
Variation des stocks	-105,3	-187,1	-60,2	-163,0	-62,5	-10,0	0,2	0,0	0,0
Exportations	2108,9	2213,6	2133,1	2125,8	2134,2	2319,0	2252,6	2329,6	2348,5
Biens	2060,8	2165,6	2085,0	2077,7	2086,2	2269,5	2204,2	2279,9	2311,8
<i>Pétrole</i>	1415,9	1497,3	1434,6	1361,4	1357,5	1505,5	1439,3	1291,0	1240,6
<i>Hors pétrole</i>	645,0	668,3	650,5	716,3	728,6	764,0	765,0	988,9	1071,2
<i>Rentes</i>	290,8	196,0	183,3	186,4	170,2	178,6	184,3	272,5	325,7
<i>Mines</i>	245,8	277,2	247,0	313,8	293,0	301,8	264,1	391,7	402,2
<i>Bois transformé</i>	108,4	195,1	220,1	216,2	265,5	281,1	313,6	321,4	339,7
<i>Autres produits (manufacturiers, mangan</i>	0	0	0	0	0	2,4	3,0	3,3	3,6
Services	48,1	48,1	48,1	48,1	48,1	49,5	48,3	49,6	36,8
Total des emplois	6252,7	6810,1	7260,1	7589,3	8011,1	7903,4	7847,7	7700,8	7745,6

Répartition du PIB emploi en valeur

(En milliards de franc cfa, Prix = 2001)	HISTORIQUE								PROJECTIONS
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Pib total	7111,5	8581,6	8766,5	8690,5	8988,3	8503,5	8310,6	8668,9	9439,3
<i>Pib pétrole</i>	2082,8	2805,4	2946,7	2526,8	2357,8	1937,3	1566,1	1708,6	1983,7
<i>Pib hors pétrole</i>	5028,7	5776,2	5819,7	6163,7	6630,6	6566,2	6744,5	6960,3	7455,6
Importations totales	2239,7	2467,5	2752,0	2892,0	2606,6	2374,0	2168,9	2153,5	2068,6
<i>Biens</i>	1859,4	2100,4	2321,4	2410,5	2275,5	2059,4	1860,1	1865,3	1795,5
<i>Consommations</i>	319,4	378,6	413,1	459,0	445,2	457,2	452,7	479,0	453,1
<i>Equipements</i>	1003,9	1059,7	1168,2	1261,3	1060,0	970,6	820,9	952,3	898,0
<i>Intermédiaires</i>	536,0	662,1	740,2	690,2	770,2	631,6	586,5	434,0	444,4
<i>Services</i>	380,3	367,1	430,7	481,5	331,1	314,5	308,8	288,3	273,0
Total des ressources	9351,2	11049,1	11518,5	11582,5	11594,9	10877,4	10479,5	10822,4	11507,9
Consommation totale	3138,3	3464,1	3811,3	4061,9	4434,8	4477,5	4577,5	4612,0	4721,5
Ménages	2179,1	2366,2	2581,3	2805,6	3100,1	3217,6	3360,8	3464,9	3580,2
Administrations	959,1	1097,9	1230,0	1256,3	1334,7	1259,9	1216,8	1147,0	1141,3
Investissement total	2112,2	2286,3	2364,0	2535,9	3158,4	2485,6	2242,4	1856,2	1979,6
Formation brute de capital fixe	2233,5	2461,2	2431,6	2602,4	3208,4	2485,6	2242,4	1856,2	1979,6
Administration	867,3	942,7	818,1	875,2	610,7	436,8	424,6	152,7	175,7
Secteur privé	1366,2	1518,5	1613,5	1727,2	2597,7	2048,9	1817,8	1703,5	1803,8
<i>Pétrole</i>	833,8	906,2	927,1	963,2	1760,0	1232,0	932,0	791,1	831,7
<i>Hors pétrole</i>	532,4	612,3	686,4	764,0	837,7	816,9	885,8	912,4	972,2
Variation des stocks	-121,3	-174,9	-67,6	-66,5	-50,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Exportations	4100,7	5298,6	5343,2	4984,7	4001,7	3914,3	3659,6	4354,3	4806,9
Biens	3990,5	5191,8	5210,7	4848,3	3818,8	3715,5	3454,3	4154,9	4614,3
<i>Pétrole</i>	3181,1	4450,0	4590,2	4218,7	3164,5	2931,8	2704,7	3186,5	3521,1
<i>Hors pétrole</i>	809,4	741,8	620,5	629,6	654,3	783,7	749,6	968,4	1093,2
<i>Rentes</i>	340,4	321,7	204,8	176,1	155,6	166,8	181,1	294,2	334,6
<i>Mines</i>	321,0	217,9	183,7	230,5	215,6	269,9	219,3	373,2	436,9
<i>Bois transformé</i>	148,0	202,2	231,9	223,0	283,0	344,8	346,5	297,6	318,1
<i>Autres produits (manufacturiers,</i>	-	-	-	-	-	2,3	2,7	3,5	3,6
Services	110,2	106,8	132,6	136,3	182,9	198,8	205,4	199,4	192,5
Total des emplois	9351,2	11049,1	11518,5	11582,5	11594,9	10877,4	10479,5	10822,4	11507,9

Taux de croissance du PIB sectoriel

(En milliards de franc cfa, Prix = 2001)	HISTORIQUE								PROJECTIONS
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Secteur primaire	7,1%	-0,5%	-2,7%	-0,7%	1,7%	7,8%	-0,2%	1,1%	1,4%
Agriculture, Elevage, Pêche	4,7%	2,9%	4,0%	4,9%	7,1%	9,0%	12,4%	11,9%	11,9%
Agriculture	5,1%	4,2%	3,8%	4,9%	6,9%	9,3%	13,9%	13,1%	13,6%
Vivrière	4,7%	4,1%	4,6%	5,2%	8,3%	9,8%	14,7%	10,8%	13,0%
Rente	9,6%	4,8%	-3,8%	1,7%	-8,7%	3,1%	3,2%	47,9%	20,2%
Chasse et Elevage	16,6%	4,0%	1,5%	2,5%	3,5%	8,0%	2,7%	7,8%	3,0%
Pêche	-7,5%	-9,1%	8,3%	7,7%	12,4%	7,0%	7,5%	3,5%	2,0%
Exploitation forestière	-33,1%	-0,8%	8,0%	2,8%	21,5%	5,3%	8,5%	13,5%	4,7%
Pétrole brut	5,2%	-2,4%	-4,2%	-5,3%	-0,3%	8,6%	-3,7%	-8,5%	-4,3%
Mines	190,1%	11,3%	-11,0%	27,7%	-6,8%	0,0%	-14,2%	42,5%	2,8%
Gaz	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	36,7%	6,6%	13,6%	-7,3%	7,1%
Secteur secondaire	15,3%	17,9%	3,9%	6,2%	1,8%	-1,4%	3,3%	-8,2%	2,0%
Industries agro-alimentaires, boissons	2,1%	6,3%	6,9%	4,4%	14,5%	-0,3%	6,5%	-2,2%	2,0%
Industrie du bois	35,2%	21,8%	15,9%	-2,8%	28,5%	6,4%	17,7%	10,3%	6,0%
Industrie minière	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	23,3%	37,2%	15,6%
Autres industries	0,5%	11,5%	4,0%	2,2%	-1,1%	-1,3%	12,3%	-4,4%	1,6%
Raffinage	1479,8%	-65,1%	27,3%	-43,5%	-2,9%	11,4%	11,0%	-21,2%	20,1%
Electricité, Eau	9,1%	4,9%	6,4%	5,9%	12,8%	4,5%	3,2%	0,7%	1,0%
BTP	23,3%	68,0%	-2,4%	12,7%	-10,8%	-3,7%	-1,1%	-21,3%	0,9%
Recherche, services pétroliers	8,6%	3,2%	6,0%	6,1%	5,8%	-3,9%	-1,1%	-7,7%	1,0%
Secteur tertiaire	6,9%	1,4%	8,3%	9,0%	6,4%	5,7%	5,0%	7,8%	3,0%
Transports & Communications	5,1%	7,5%	9,7%	10,2%	8,3%	12,7%	6,0%	30,9%	5,0%
Transport	3,9%	10,2%	2,7%	9,8%	5,3%	6,5%	3,4%	48,2%	5,0%
Communications	6,3%	4,8%	17,1%	10,5%	11,1%	18,2%	7,9%	17,8%	5,0%
Services	5,4%	8,0%	5,6%	6,2%	4,7%	-0,2%	3,4%	-3,6%	1,5%
Commerce	2,7%	3,4%	6,2%	5,0%	3,4%	-0,7%	-0,4%	-0,3%	-0,5%
Services bancaires, assurances	15,4%	-15,0%	12,9%	14,9%	8,6%	6,4%	6,6%	0,5%	-0,7%
Services non marchands	5,7%	17,0%	12,4%	7,5%	5,8%	4,4%	-0,1%	1,5%	-1,7%
Education	10,2%	12,2%	6,0%	2,2%	149,8%	4,9%	-0,1%	0,2%	-0,5%
Santé	8,9%	7,4%	10,5%	-0,3%	136,9%	4,5%	-0,6%	0,5%	-1,1%
Autres services non marchands	4,6%	18,8%	13,6%	9,0%	-25,6%	4,2%	-0,1%	2,4%	-2,4%
PIB au coût des facteurs	8,4%	7,2%	5,3%	5,7%	4,2%	4,3%	2,4%	1,5%	1,4%
DTI et TVA	-2,9%	6,2%	5,0%	4,9%	5,7%	0,6%	-0,1%	-8,7%	-0,7%
PIB au coût du marché	7,1%	7,1%	5,3%	5,6%	4,3%	3,9%	2,1%	0,5%	1,2%

DIRECTION DES PROGRAMMES SECTORIELS (DPS)

Directeur

M. Lambert OTO'O NGOUA

Directeur Adjoint

M. Ferdin LEMAMI

Chefs de Service

Mme. LEKOGO Annette Clarisse

M. IKAPI Eric

M. OBAME NANG Didier

Chargés d'Etudes

Mme. MATSANGA Carla Marlène ép. BOISSA

Mme. OKOUMBA ALILA Hortense

Mme. ESSENG MEZUI Chimène

Mme. ESSENG OGNANE Sandrine

Mme. KODIVO MOUCKALA KOUMBA Louise Emmanuelle

Mme. OYE NKIET ép. BASSIVA Diane Christelle

Mme. NYINZE Gildas Armande

M. MOUPEPE Yves

M. BANGUEBE Aldrin Jules

M. BOUPANA Gérald Audrey

M. ENGANGOYE NKORI Huygens Clair

M. EMVO EKORO Jonathan

M. NZIENGUI MOMBO Amour

M. EKOMY NGUEMA Yvan Bertin

DIRECTION DES INSTITUTIONS FINANCIERES (DIF)

Directeur

M. Anicet OGANDAGA

Directeur Adjoint

M. Jean Justin NANG ONDO

Chefs de Service

Mme. Cécile MAGANGA NZIENGUI ép. BOUSSOUGOU
M. Christophe LEKOUGH A OYOUOMI
M. Aymard NGOUA ONA

Chargés d'Etudes

Mme. NZIENGUI BOUANZA ép. KEDI ONGODA
Mme. Bertille ONGUIND'AVOUMA ALOUBA
Mme. Laure Fanny MOUKETOU NZEDY
Mme. Shirley Nolita TSONO OPHOU
Mme. Agnès Sophia ONGOUORI MOUBOTOUTO
Mme Sacha Lee MARINO ODJA
Mme. Nicole TONDA
M. Wilfried ALLOGHE EYEGHE
M. Lionel ASSEMI OUMBOGA
M. Florent MANEMBE
M. Jean de Dieu MOUSSODOU
M. Guy Ulrich OBANDJI

DIRECTION DE LA PREVISION ET DES ANALYSES ECONOMIQUES (DPAE)

Directeur

M. Prosper EBANG EBANG

Directeur adjoint

M. Valentin MBA MENGUE

Chefs de Service

Mme Lucie NSANNE EMANE
Mme. Julie-Sandrine NTSAME
M. Dan Romaric OBOUMADZOGO

Chargés d'Etudes

Mme. Josiane Stéphanie AVOME NGUEMA ép. LOUEMBET
Mme. Elzy Yolene BOUYOU
Mme. Anuarite LOUBAKI-DIMBOU
Mme. Estimée BOUABE NDJALATSIA ép. NDOUNOU
M. Raphael MBA NANG
M. Martial MBA BISSIGHE
M. Euloge-Bernardin LENGOUNGA

M. Noël MAGANGA
M. Gildas Romaric MATANGOYE
M. Albain MOKAMBO
M. Georges Freddy MOUNANGA
M. Didier NKOGHE OBAME
M. Dorland Maël ODJAGA
M. Patrick Patrici NZUE EDOU
M. Brice YOUOMO

DIRECTION DES SYNTHÈSES ET DE LA PROMOTION ÉCONOMIQUES (DSPE)

Directeur :

Mme. Juliette NZIENGUI ép. LOEMBA BAYONNE

Directeur Adjoint

M. Ghislain ILOUGOU

Chefs de Service

M. Pierre Dieudonné THATY
M. Kevin BOUNGOUNGOU

Chargés d'Études

Mme Milène OMBAGAMBOUGA ép. N'GANGA
Mme. Marie Irène IBOMBO
Mme. Pauline LEMBOUMBA NOUNDA
Mme. Perpétue ABORIE BOETOUMBA
M. Félicien Farlane NGANI

CELLULE MICROFINANCE

Chef de Service:

Mme. Raïssa NTSAME DZIGHE ép. WORA

Chargés d'Études

M. Béchir MAHAMAT LÉBOUBA
M.LIPOCKO MOMBO